

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE *VIVIR BIEN* EN BOLIVIE : ENTRE *PACHAMAMISME* ET PROJET  
HÉGÉMONIQUE

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

RAFFAELA SINISCALCHI

JUILLET 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## AVANT-PROPOS

Je tiens à exprimer mes très vifs remerciements à ma directrice de recherche, la professeure Nancy Thede, qui a suivi mon travail avec diligence et beaucoup de sérieux tout au long de ma démarche. Sa disponibilité et son professionnalisme ont contribué à faire aboutir ce projet si important pour moi.

Je remercie de tout cœur ceux qui m'ont soutenue pendant ma période de recherche en Bolivie et qui m'ont donné la force d'arriver jusqu'au bout de mon voyage. Une pensée spéciale va aux Sœurs du Rosaire de Cochabamba, à Manuel De la Fuente, à Andrés Uzeda et à Wilfredo Plata Quispe de la Fondation TIERRA. Un grand merci à Ivonne, pour sa précieuse présence lorsque j'étais à La Paz. Merci aussi à Alex pour les beaux moments passés à Sucre et merci à tous les autres amis boliviens que je n'oublierai jamais.

Ma plus grande gratitude va à ma sœur, Alice, pour l'amour et le dévouement qu'elle m'a toujours démontrés. Merci d'avoir pris le temps de lire et de corriger ce mémoire malgré les contraintes. C'est avec une profonde émotion que j'exprime ma plus grande reconnaissance à mes parents pour l'estime, la confiance et le soutien : sans vous, rien de tout cela n'aurait été possible.

Je ne remercierai jamais assez Amine, pour avoir été à côté de moi chaque jour et m'avoir encouragée dans les moments les plus durs. Merci pour les compromis et la compréhension. Merci à Jamal aussi pour avoir partagé cette « traversée » avec moi. Je suis redevable à Laurence, ma famille ici au Québec, pour l'aide et le soutien qu'elle m'a donnés depuis le début de cette aventure montréalaise. Merci à Claudia aussi, pour les discussions et l'encouragement. Une pensée va à mes amis d'enfance en Italie : Tado, Pidocchio et Matti. Malgré la distance, je n'ai jamais douté de votre amour et de notre amitié.

Enfin, cette recherche n'aurait pas été possible sans l'appui financier du MELS, de la Faculté de Science politique et Droit, de la Chaire Nycole Turmel et du Fonds Interculturel Antje Bettin.



## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES .....	vii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	viii
RÉSUMÉ .....	xiii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
LE « RÉVEIL AUTOCHTONE », LE MAS ET LA NAISSANCE DE L'ÉTAT PLURINATIONAL .....	24
1.1 La Bolivie : de la crise à l'alternative.....	24
1.1.1 La Réforme agraire de 1953 et la crise du secteur minier .....	24
1.1.2 La genèse du MAS .....	27
1.1.3 Les guerres du XXI siècle .....	28
1.1.3.1 L'échec néolibéral .....	28
1.1.3.2 La Guerre de l'Eau : «El agua es vida» .....	29
1.1.3.3 La Guerre du Gaz : «Gas para los Bolivianos».....	31
1.1.4 La montée au pouvoir d'Evo Morales .....	33
1.2 Les « autochtones » au pouvoir et la fondation de l'État plurinational .....	36
1.2.1 Le défi du processus constituant .....	36
1.2.2 L'État plurinational et la démocratie interculturelle .....	38
1.2.3 Les mobilisations dans l'Orient et le Pacte d'Unité .....	40
CHAPITRE II	
LE VIVIR BIEN EN BOLIVIE: EFFET D'ANNONCE OU VÉRITABLE INNOVATION? .....	45
2.1 Précisions utiles à la compréhension du Vivir Bien .....	46

2.1.1 L'étymologie du Vivir Bien et les cosmovisions andines .....	46
2.1.2 La polysémie du Vivir Bien et l'ambiguïté épistémologique .....	48
2.2 Enjeux de la transition vers une société du Vivir Bien .....	51
2.2.1 La dimension culturelle du Vivir Bien .....	51
2.2.2 Le processus politique du Vivir Bien .....	53
2.2.2.1 Le Vivir Bien et le Socialisme du XXI <sup>e</sup> siècle .....	53
2.2.2.2 Le Vivir Bien dans la Constitution .....	54
2.2.3 Le Vivir Bien : conquête sociale et expression des droits humains ....	56
2.2.4 Sur le chemin du Vivir Bien : un nouveau modèle économique .....	58
2.2.5 Le Plan national de développement et la question environnementale..	60
2.3 Les dilemmes de la « phase de transition » .....	64
2.3.1 Quelques réflexions sur la critique à la Modernité .....	64
2.3.2 Vivir Bien pour tous et tous pour le Vivir Bien? À propos des défis socioculturels .....	66
2.3.3 Assiste-t-on au détournement politique du Vivir Bien? .....	69
2.3.4 La critique sur la portée sociale du Vivir Bien .....	71
2.3.5 Le Vivir Bien, le modèle économique et le développement : une question en suspens .....	74
 CHAPITRE III	
QUE RESTE-T-IL DU VIVIR BIEN? CONTRADICTIONS ET ANTAGONISMES DANS LE TIPNIS.....	80
3.1 Le conflit du TIPNIS .....	80
3.1.1 Les prodromes du conflit .....	80
3.1.2 La VIII Marcha Indígena por el Territorio, la Vida, la Dignidad y los Derechos de los Pueblos Indígenas .....	83
3.1.3 La posture du gouvernement .....	84

3.2 Jeux de pouvoir : ressources, marché et territoire .....	89
3.2.1 Le contexte ethnique, la question culturelle et les enjeux territoriaux	89
3.2.2 Les enjeux économiques derrière la construction de l'autoroute .....	96
3.2.3 Perspectives de développement .....	105
3.2.4 Les impacts environnementaux .....	111
3.2.5 La défense des droits humains .....	113
3.3 Conclusion .....	118
CONCLUSION .....	120
ANNEXE A	
CANEVAS DE QUESTIONNAIRE .....	127
ANNEXE B	
LISTE DES INTERLOCUTEURS .....	128
ANNEXE C	
LISTE DES MOTS-CLÉS .....	131
ANNEXE D	
PLATEFORME DE DEMANDES DE LA VIIIIE MARCHE EN DÉFENSE DU TIPNIS .....	132
ANNEXE E	
CHRONOLOGIE DU PROJET ROUTIER «VILLA TUNARI-SAN IGNACIO DE MOXOS» .....	136
ANNEXE F	
CHRONOLOGIE DU CONFLIT DU TIPNIS .....	139
BIBLIOGRAPHIE .....	144

## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
Figure 1.1 Carte de localisation des peuples autochtones de Bolivie .....	11
Figure 3.1 Illustration du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure .....	82
Figure 3.2 L'autoroute qui traverse le TIPNIS .....	84
Figure 3.3 Illustration du TIPNIS avec la division du territoire par secteurs, le trajet de l'autoroute tel que prévu par le gouvernement, le trajet alternatif proposé par les habitants du TIPNIS .....	97
Figure 3.4 Le Polygone 7 et la route Villa Tunari - San Ignacio de Moxos .....	100
Figure 3.5 La <i>Red Vial Fundamental</i> et l'autoroute du TIPNIS .....	102

## LISTE DES ABBRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ABC	Administradora Boliviana de Carreteras
	Administration bolivienne des autoroutes
ADN	Acción Democrática Nacionalista
	Action démocratique nationaliste
APDHB	Asamblea Permanente de Derechos Humanos de Bolivia
	Assemblée permanente des droits humains de Bolivie
ASP	Asamblea por la Soberanía de los Pueblos
	Assemblée pour la souveraineté des peuples
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BNDES	El Banco de Desarrollo de Brasil
	Banque de développement du Brésil
CAF	Corporación Andina de Fomento
	Corporation andine de développement
CENDA	Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo
	Centre d'études nationales de développement alternatif
CESU	Centro de Estudios Superiores Universitarios
	Centre d'études supérieures universitaires
CIDOB	Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia
	Confédération des peuples autochtones de Bolivie

CIPCA	Centro de Investigación y Promoción del Campesinado Centre de recherche et promotion de la paysannerie
CNE	Corte Nacional Electoral Cour nationale électorale
CNMCIQB "BS"	Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia "Bartolina Sisa" Confédération nationales des femmes paysannes autochtones originaires de Bolivie "Bartolina Sisa"
COB	Centrale Obrera Boliviana Centrale ouvrière bolivienne
COMIBOL	Corporación Minera de Bolivia Corporation minière de Bolivie
CONAMAQ	Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu Conseil national des Ayllus et Markas du Qullasuyu
CPE	Constitution Politique d'État
CSCIB	Confederación Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia Confédération syndicale des communautés interculturelles de Bolivie
CSUTCB	Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie
DEA	Drug Enforcement Administration
FIDH	Fédération Internationale des Droits humains

FMI	Fonds monétaire international
FNMCB"BS"	Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia "Bartolina Sisa"
	Fédération nationale des femmes paysannes de Bolivie "Bartolina Sisa"
FOBOMADE	Foro Boliviano sobre Medio Ambiente y Desarrollo Forum bolivien sur l'environnement et le développement
FONPLATA	Fondo Financiero para el Desarrollo de la Cuenca del Plata Fonds financier pour le développement du bassin du Rio de la Plata
FSB	Falange Socialista Boliviana Phalange socialiste bolivienne
IPSP	Instrumento Político <i>por la</i> Soberanía de los Pueblos Instrument politique pour la souveraineté des peuples
IIRSA	Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine
IU	Izquierda Unida Gauche unie
MAS	Movimiento al Socialismo Mouvement au socialisme
MIR	Movimiento de Izquierda Revolucionaria Mouvement de la gauche révolutionnaire
MNR	Movimiento Nacionalista Revolucionario

	Mouvement nationaliste révolutionnaire
MST	Movimiento Sin Tierra
	Mouvement sans terre
NyPIOC	Naciones y Pueblos Indígena Originarios Campesinos
	Nations et peuples autochtones originaires paysannes
OIT	Organisation Internationale du Travail
PDVSA	Petróleos de Venezuela S.A.
PNIS	Parque Nacional Isiboro Sécuré
	Parc Nationale Isiboro Sécuré
SEMAPA	Servicio Municipal de Agua Potable y Alcantarillado
	Service municipal d'eau et d'égout
SERNAP	Servicio Nacional de Áreas Protegidas
	Service national des zones naturelles protégées
SIFDE	Servicio Intercultural de Fortalecimiento Democrático
	Service interculturel de renforcement démocratique
SNC	Servicio Nacional de Caminos
	Service national des routes
TCO	Territorio Comunitario de Origen
	Territoire communautaire d'origine
TIPNIS	Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro Sécuré
	Territoire autochtone et parc national Isiboro Sécuré
TSE	Tribunal Supremo Electoral
	Tribunal supérieur électoral



UAGRM	Universidad Autónoma Gabriel René Moreno Université autonome Gabriel René Moreno
UMSA	Universidad Mayor de San Andrés Université majeure de San Andrés
UMSS	Universidad Mayor San Simón Université majeure San Simón
YPFB	Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos Gisements pétroliers fiscaux boliviens

## RÉSUMÉ

Dans le cadre de ce mémoire, nous présenterons quelques éléments de compréhension du *Vivir Bien*, à partir de son introduction dans la nouvelle Constitution politique d'État (2009). En examinant le double argumentaire déployé par le *Movimiento al Socialismo* (à la fois anticapitaliste et capitaliste), nous allons soulever quelques contradictions qui pourraient émaner du discours politique sur le *Vivir Bien*. Quelles sont-elles? Pour y répondre, nous ne nous limiterons pas à la seule dimension «culturelle» du *Vivir Bien*, mais nous passerons également en revue l'ensemble des facteurs qui ont fait du *Vivir Bien* un soi-disant processus politique. Nous nous interrogerons également sur les enjeux socio-économiques, sur les caractéristiques du modèle de développement promu par le gouvernement et sur les impacts de ce dernier sur l'environnement. Pour ce faire, nous avons adopté une démarche qualitative de recherche : nous avons opté pour une étude de cas, le conflit du *Territoire Indigène et Parc National Isoboro Sécure*, comme stratégie d'illustration. À travers ce cas, nous avons étudié les enjeux principaux qui constituent la base du *proceso de cambio*, le processus de transformation de l'État bolivien qui va de pair avec le projet de décolonisation du pays, promu lors du « virage à gauche ». Ce travail de systématisation nous amènera, d'un côté, à illustrer comment le gouvernement « énumère les déclinaisons » du *Vivir Bien* ; de l'autre, à découvrir que le *Vivir Bien* n'est pas monolithique, qu'il varie en fonction des divers contextes sociaux, économiques et culturels et qu'il s'est mué en une rhétorique de propagande du *Movimiento al Socialismo*, qui légitime le détournement politique que la Bolivie vit aujourd'hui. Nous essayerons aussi de clarifier les stratégies adoptées par les acteurs locaux afin de s'approcher le plus possible du *Vivir Bien* à eux.

**Mots-clés:** *Vivir Bien*, autochtonie, développement, extractivisme, mégaprojets, TIPNIS

## INTRODUCTION

### *Problématique*

Après les étapes douloureuses de la colonisation, au lendemain de la dictature militaire et des années du néolibéralisme, la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle a été, pour la Bolivie, une période charnière. Depuis 2005, Evo Morales Ayma offre un visage à l'essor de la Bolivie. Aux yeux du monde entier, le Président incarne la revanche autochtone, le « réveil indigène ». Cet ancien leader cocalero<sup>1</sup> apparaît comme un chef d'État d'un genre nouveau. Il émerge en tant qu'héritier d'un cycle de protestations sociales, amorcé dans l'est du pays dès 1990, qui a atteint son paroxysme entre 2000 et 2005, lors de la guerre de l'eau (2000) et du gaz (2003). Ces grandes mobilisations générales se dressaient notamment contre la vague de privatisations des ressources naturelles et des services publics que la victoire du néolibéralisme et la transnationalisation de l'économie avaient amenée, en plus d'être axées sur une logique de réorganisation étatique (Tapia, 2007).

Pour résultat, le 18 décembre 2005, le candidat du Movimiento al Socialismo(MAS) a été élu Président de la Bolivie avec presque 54 % de votes. C'était la première fois dans l'histoire bolivienne qu'un candidat autochtone remportait la victoire, d'autant plus surprenant si l'on considère que la Bolivie est le seul pays d'Amérique latine où la population est majoritairement d'origine autochtone. Actuellement, Morales en est à la dernière année de son deuxième mandat et il envisage de se présenter aux prochaines élections, en défendant sa totale légitimité malgré les controverses et l'interdiction constitutionnelle.

---

<sup>1</sup> Les *cocaleros* sont des cultivateurs de feuille de coca. En Bolivie, ces agriculteurs paysans se concentrent tout particulièrement dans la région des *Yungas*, une grande vallée forestière située entre l'Altiplano et la région tropicale, et dans la région du *Chapare*, près du Tropique de Cochabamba.

Depuis le début de son mandat, il a visé le renversement de la structure néocoloniale de l'État au travers de la promulgation d'une nouvelle Constitution politique de l'État (CPE) en 2009, afin de refonder le pays sur des bases et des valeurs différentes. Tout d'abord, la CPE introduit le caractère plurinational de l'État. Deuxième aspect, la CPE parle du *Vivir Bien*, un système de principes et de valeurs élaboré à partir de la multiplicité des cosmovisions andines, dépositaires d'une alternative à la notion conventionnelle de développement. Ainsi écrivait le Président :

Le *Vivir Bien* comme mode de vie, comme type de relations avec la Nature et comme principe de complémentarité entre les peuples, fait partie de la philosophie et des pratiques sociales des Peuples autochtones. De cette façon, non seulement il démasque les causes structurelles des crises que notre planète vit aujourd'hui (alimentaire, climatique, économique et énergétique), mais il soulève aussi une critique profonde au système qui est en train de dévorer l'être humain et la nature : le système capitaliste mondial (Morales in Farah et Vasapollo, 2010, p. 9).

Le renouvellement de l'État devait marquer aussi une rupture avec l'économie de marché capitaliste, basée sur l'accumulation de capitaux au sein de groupes de pouvoir restreints, liés à une logique de privilèges et d'exploitation des ressources naturelles (De la Fuente Jeria, 2010).

Cependant, une grave impasse survient en 2011 : le conflit du TIPNIS bouscule le pays. Dans ce contexte, le déclenchement de la *VIIIe Marche autochtone pour la défense du territoire, de la vie et des droits des peuples autochtones* aliène temporairement le gouvernement de sa base d'appui. Dans le cadre de notre recherche, nous avons analysé les raisons profondes de ce soulèvement, pour comprendre ce qu'il en reste du *Vivir Bien* en Bolivie. Plusieurs points de tensions se manifestent.

### *L'objectif*

Le but de ce travail est la systématisation des éléments de compréhension du *Vivir Bien*, alors que très peu d'analystes se sont lancés dans cette opération. Nous voulons

analyser le double langage déployé par le MAS, à la fois anticapitaliste et capitaliste. D'un côté, nous souhaitons décortiquer le message idéologisé, véhiculé à travers ce discours. De l'autre, nous espérons mettre en lumière le plus précisément possible les contradictions qui pourraient émaner du discours du *Vivir Bien*. Pour ce faire, nous verrons comment certains acteurs ont manipulé le *Vivir Bien* et de quelle manière ils agissent pour promouvoir des initiatives qui lui sont liées et qui, en même temps, contribuent à le dénaturer. Nous étudierons aussi les réactions d'autres acteurs-clés face au processus politique en cours et aux pratiques du MAS, ce qui permet de saisir la nature réelle des politiques prônées par le gouvernement et de déconstruire son discours.

Par cette étude, nous souhaitons contribuer à l'avancement des connaissances scientifiques au sujet des alternatives au développement à l'occidentale, en valorisant une approche épistémologique pluraliste, qui mette en évidence la diversité des savoirs et des expériences historiques. Quant à la pertinence sociale de notre recherche, nous espérons contribuer au processus d'introspection auprès de nos interlocuteurs et des institutions qu'ils représentent, par rapport à l'état actuel des politiques de développement du pays et à l'effective consolidation d'un État plurinational et interculturel.

#### *Notre interprétation et nos questionnements*

Passons, donc, à l'explication du problème de recherche et à la formulation de la question centrale. Nous partons du postulat qu'il existe une pluralité de significations qui sont attribuées au *Vivir Bien*. Il ne s'agit pas simplement d'une opposition binaire entre la vision du *Vivir Bien* fournie par le pouvoir central, c'est-à-dire par le haut, et une interprétation univoque de ce même concept provenant d'en bas. Au contraire, nous posons comme point de départ de notre raisonnement l'existence d'une fragmentation des interprétations et des pratiques sociales relatives au *Vivir Bien* qui touche de manière transversale tous les secteurs de la société.

Notre interprétation initiale (hypothèse) est la suivante : alors que nombre d'acteurs (gouvernement, certaines organisations autochtones et syndicats, certains chercheurs) déploient des stratégies institutionnelles et d'adaptation pour concilier les pratiques du *Vivir Bien* avec le plan du développement du pays, d'autres acteurs clés (les « marcheurs » du TIPNIS, certaines confédérations autochtones, les ONG) mobilisent des stratégies contestataires pour mettre en œuvre ce paradigme alternatif. Nous considérons que, dans le premier cas, l'orientation « développementiste » demeure la ligne de conduite dominante pour certains acteurs ; dans le deuxième, d'autres acteurs mettent en œuvre des actions qui sont, pour nous, l'expression d'une lutte non seulement défensive, mais aussi proactive, dans leur dimension de construction d'un « contre-pouvoir décolonial ». Autrement dit, il s'agit d'acteurs qui se soulèvent non seulement pour répondre à une attaque qui porte atteinte à leur mode de vie et à leur imaginaire collectif, mais aussi pour démontrer leur subjectivation politique. Après avoir activement participé à l'Assemblée constituante, c'est-à-dire à la refonte du pays, ils relancent les objectifs communs de l'État plurinational, exigeant que le principe du *Vivir Bien* soit respecté.

Afin de confirmer ou de réfuter notre interprétation provisoire, nous avons formulé les questions de recherche suivantes : quels sont les discours générés sur le *Vivir Bien* par les différents acteurs sociaux et quelles stratégies utilisent ces derniers pour mettre en place la notion de *Vivir Bien*? Quels sont les points de tension entre ces visions distinctes? À savoir, quelles sont les contradictions émanant du *Vivir Bien*?

### *Méthodologie*

Nous avons mené une enquête sur le terrain, qui nous a permis d'inscrire notre travail dans le contexte réel du pays. Cette démarche était d'autant plus nécessaire que les phénomènes liés au *Vivir Bien* observés ici sont tout à fait récents, et que la



compréhension de ceux-ci aurait été beaucoup plus difficile si nous ne nous étions basés que sur la littérature existante, bien qu'elle commence à être abondante.

Nous avons opté pour une démarche qualitative de recherche. Puisque notre question est de type exploratoire, nous avons privilégié l'adoption d'une étude de cas comme stratégie d'illustration. Nous avons examiné le cas hautement conflictuel du TIPNIS, *Territoire Indigène et Parc National Isoboro Sécure*, à travers lequel nous avons étudié les enjeux principaux qui constituent la base du *proceso de cambio*, le processus de transformation de l'État bolivien qui va de pair avec le projet de décolonisation du pays, promu lors du « virage à gauche ».

La fenêtre temporelle sur laquelle se penche notre étude s'échelonne sur la première année de ce conflit, à savoir de juin 2011 jusqu'au processus de consultation, achevé en décembre 2012. D'ailleurs, le conflit n'a pas encore été résolu. Dans ce cadre, nous porterons une attention particulière au rôle que les acteurs locaux ont joué pendant la *VIII Gran Marcha Indígena por la Defensa del Territorio, la Vida, Dignidad y los Derechos de los Pueblos Indígenas*, en août 2011. Les raisons pour lesquelles nous avons examiné cet événement particulier dans le cadre d'une mésentente plus générale sont multiples. Tout d'abord, la VIIIe marche marque l'éclosion du conflit. Pour la première fois depuis l'élection de Morales, certaines de ses forces alliées se sont détachées du MAS face à l'incohérence de ce parti. La marche est, donc, une instantanée de la structure de pouvoir en mutation dans le pays. Ensuite, parce que ce soulèvement met en lumière l'éloignement du gouvernement de son projet initial de reconfiguration de la structure politique, juridique et administrative de l'État. Comme Prada le dit (2012, p. 97-98; 103-104), le MAS privilégie le vieux projet nationaliste, développementiste et extractiviste de nature colonial-capitaliste et met de côté les transformations institutionnelles et structurelles aptes à renforcer l'État plurinational. En outre, la fracture causée par la marche remet en question le discours officiel du *Vivir Bien*. Enfin, notre choix a été encouragé par le grand nombre d'informations disponibles au sujet de la VIIIe marche.

L'entretien (voir annexe A) a été l'outil central de notre collecte d'information, en plus de la collecte de sources documentaires. Sur avis de et moyennant accord avec les interviewés, nous avons à la fois enregistré les entrevues et pris des notes. Nous avons mené trente entrevues semi-structurées sur le terrain avec six catégories d'acteurs : des analystes, professeurs et chercheurs (UMSS, CESU-UMSS, CIESS-Econométrica, UMSA, UAGRM); des dirigeants et membres de quatre confédérations autochtones<sup>2</sup> (CNMCIOB "BS", CSUTCB, CONAMAQ, CIDOB); des représentants d'organisations non gouvernementales et de fondations (CIPCA, CENDA, MST, Fundación TIERRA, FOBOMADE); des porte-parole du gouvernement (Chancellerie, Ministère de la Communication, SIFDE, *Defensoría del Pueblo*); des acteurs-clés du TIPNIS (Subcentrale du TIPNIS, CIDOB dissidente); des délégués d'organisations catholiques qui ont assuré un suivi du conflit (Diocèse de Cochabamba, CARITAS, *Fundación Jubileo*).

Le premier mode de sélection des participants aux entrevues a été le recrutement à partir de sources d'identification écrites. Notre superviseur de recherche en Bolivie nous a fourni aussi les numéros de téléphone de plusieurs contacts. De cette manière, nous avons jeté les bases pour la construction de notre réseau, que nous avons élargi par la suite à travers la technique «boule de neige» (voir annexe B pour la liste des interlocuteurs). Il s'agit d'une méthode d'échantillonnage non-probabiliste qui consiste à questionner les intervenants sur l'identité d'autres acteurs-clés constituant des interlocuteurs potentiels. Durant notre phase de terrain, nous avons observé une

---

<sup>2</sup> En Bolivie, les confédérations peuvent être définies de façons différentes. Parfois, elles sont de véritables syndicats, comme dans le cas de la CSUTCB, le syndicat des travailleurs paysans, et de la CNMCIOB "BS", cette dernière ayant la particularité de représenter les revendications des femmes issues du milieu rural. Dans d'autres cas, elles renvoient à l'idée d'une alliance entre peuples autochtones qui partagent des demandes historiques, comme dans le cas de la CIDOB, la confédération des peuples autochtones de l'est du pays. À cela s'ajoute parfois une connotation territoriale encore plus forte, comme dans le cas du CONAMAQ. Celui-ci se veut une association entre territoires ancestraux revendiquant leur souveraineté et autonomie. Les confédérations ont été à la base des récents mouvements sociaux qui ont éclaté aux quatre coins du pays au début des années 2000. Par la suite, elles ont été les protagonistes du processus constituant au sein de l'Assemblée constituante.



diminution progressive d'informations supplémentaires à chaque nouvel entretien. De ce fait, nous avons limité notre échantillon à trente participants car nous avons atteint le point de saturation de l'information.

Pour ce qui est de l'analyse de données, nous avons tout d'abord transcrit en espagnol les trente entrevues enregistrées. Ensuite, nous avons créé six bases de données sous forme de matrices, c'est-à-dire une matrice pour chaque catégorie d'interlocuteurs citée ci-dessus. Cette opération nous a aidés dans la triangulation des données. En effet, diviser les informations par catégorie d'interlocuteurs nous a permis de connaître les positionnements des acteurs sur l'échiquier politique national. Simultanément, nous avons organisé le contenu des entrevues à partir de la sélection de dix-huit mots-clés (voir annexe C) et nous avons traduit en français les parties des entrevues de notre intérêt. Nous avons identifié les dix-huit mots-clés par induction, à partir des données brutes. Les dix-huit mots-clés correspondent aux thèmes centraux qui ont été abordés dans les entrevues et que nous avons repérés aussi dans les autres sources de données utilisées pour la recherche. Autrement dit, ces mots-clés constituent les vecteurs que nous avons examinés pour comprendre les points de vue des différents intervenants et pour recadrer les informations issues de notre corpus documentaire. Ce travail nous a permis de saisir beaucoup mieux le sujet à l'étude et de perfectionner notre question de recherche. Ainsi, nous avons formulé des questions finales que nous avons gardées à l'esprit pendant tout l'exercice de triangulation.

Par la suite, nous avons combiné les données à notre disposition. Nous avons une base solide d'informations provenant de plusieurs sources : 30 entrevues d'acteurs diverses, des entretiens informels, des livres achetés sur place, des articles scientifiques, des articles de journaux repérés en ligne ou dans les archives des bibliothèques en Bolivie, des rapports officiels, des lois, le plan de développement du pays, des notes de conférences, des sites internet, des documentaires et reportages en vidéo, de CD-ROM qui nous ont été fournis par nos collaborateurs et, enfin, notre journal de bord avec nos observations. Ainsi, nous avons systématiquement vérifié la

concordance des informations assemblées. De cette manière, nous avons fait un « nettoyage » ainsi qu'une synthèse de données.

Après, nous avons fait un rapport des forces et des limites des données stockées, pour en évaluer leur fiabilité. Lors des entrevues semi-dirigées, nous avons remarqué une propension, de la part de certains interlocuteurs, aux descriptions trop détaillées concernant leurs expériences personnelles et leur parcours. Si, d'un côté, ces informations constituent des digressions par rapport à notre sujet, il est vrai aussi que cela nous a permis d'accumuler des données de fond qui nous ont aidés à recadrer nos résultats, puisqu'elles se réfèrent à des faits ou des dynamiques de notre intérêt.

En outre, nous avons constaté que certains interlocuteurs adhéraient à un discours préétabli. Ce facteur risquait de poser quelques biais, que nous avons essayé d'amoindrir en identifiant ces catégories de discours « préfabriqué ». Nous avons, donc, retracé plusieurs courants : le discours officiel du MAS (progouvernemental), le discours humaniste de l'Église catholique, le discours préservationniste de certaines ONG, le discours irrédentiste de certaines confédérations. Ces matrices discursives correspondent à des intérêts transversaux que nous citons sommairement ici : l'accaparement des terres, l'aménagement du territoire, la gestion des ressources naturelles, la consolidation de groupes de pression et leur financement, les intérêts politiques.

Qui plus est, nous avons effectué nos entretiens à un moment particulier, qui correspond à la phase précédant les élections présidentielles de 2014. C'est justement à cause de cette conjoncture que, si d'un côté nous avons eu la possibilité de parler avec les acteurs pendant que le conflit du TIPNIS restait en suspens, de l'autre nous avons relevé des traits idéologiques accentués et une forte politisation des sujets. Ceci dit, nous pensons que n'importe quel acteur, sur un terrain aussi complexe que la Bolivie, ne peut qu'avoir une opinion assez tranchée et que le chercheur est traité avec méfiance. Ceci dit, nous nous sommes livrés de façon très spontanée à des

interactions qui nous ont permis d'appréhender les phénomènes, que nous avons reconstruits avec nos intervenants pendant les entrevues. En d'autres termes, nous étions à tout moment conscients du fait que le processus de co-construction entre nous et nos interlocuteurs a eu lieu dans un contexte particulier, dont on ne peut pas effacer les effets (Klandermas et coll., 2005).

L'un des points de force de notre approche de recherche est que nous avons fait l'expérience directe des effets interpersonnels du terrain. Nous sommes d'accord avec Buire (2012, p. 601) lorsque, dans son travail, elle affirme que l'expérience communautaire nous amène à comprendre les dynamiques de la géopolitique du terrain. Il nous semble évident que le politique ne se résume pas uniquement à un cadre institutionnel d'action, mais qu'une vaste gamme de pratiques informelles modèle les interactions entre les acteurs. De ce fait, l'observation directe et participante nous a fourni des outils pour repérer les éléments qui ne ressortent pas de l'analyse des institutions.

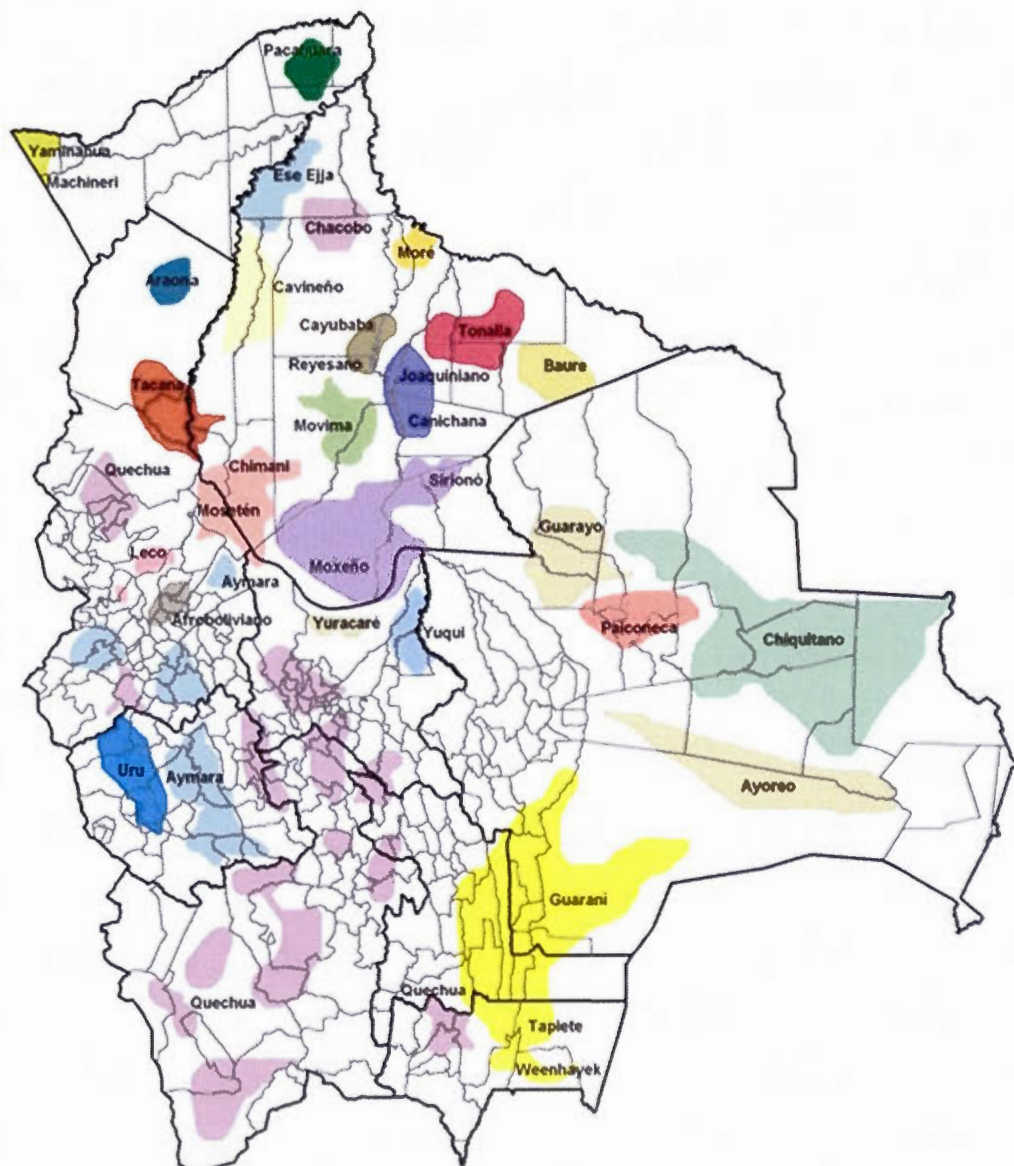
Par la suite, nous avons pu remarquer des tendances dans l'ensemble des données, qui ont été utiles à construire une chaîne logique de concepts et de faits, assurant la cohérence et la fiabilité des données. Nous avons établi deux axes d'analyse principaux : d'un côté, les éléments de compréhension du *Vivir Bien* ; de l'autre, les éléments de compréhension du conflit du TIPNIS. Puis, nous avons croisé les résultats et nous avons retenu sept macro-vecteurs, en lien avec les mots-clés utilisés dans la première phase. Il s'agit de l'axe terre-territoire, des modes de reproduction sociale en milieu paysan, des modes de reproduction sociale en milieu autochtone, des activités économiques, des modèles de développement, des inégalités socio-environnementales et économiques et de la protection des droits humains et politiques.

Cette procédure nous a permis de vérifier nos interprétations initiales. De fait, nos preuves ont partiellement validé nos hypothèses. Il ressort qu'effectivement le *Vivir*

*Bien* a subi un détournement à l'œuvre de certains acteurs, tel que le gouvernement et certaines confédérations qui lui sont proches (CSUTCB, CNMCIQB "BS"). Le *Vivir Bien* est devenu, donc, un discours justificatif des actions menées par le MAS, qui prône un type de développement capitaliste, basé sur l'extractivisme. Ceci permet un peu plus de redistribution de la richesse à travers la nationalisation des ressources naturelles et la rente provenant de ces dernières, mais il ne remet pas en discussion le modèle économique ni de développement.

Par contre, pour ce qui est de la lutte comme outil pour défendre le *Vivir Bien*, des explications alternatives réfutent en partie notre hypothèse initiale. Les peuples du TIPNIS et les forces qui se sont réunies autour d'eux ne se reconnaissent pas dans le discours du *Vivir Bien*. Pour eux, il s'agit d'une invention andine qui ne fait pas l'unanimité. Dans les faits, ce manque d'adhésion unanime au *Vivir Bien* n'est que partiellement dû à l'hétérogénéité des groupes autochtones au sein du pays, ayant chacun sa propre cosmologie. En réalité, la controverse naît du fait que le discours officiel sur le *Vivir Bien* apparaît, aux yeux des opposants au projet de route, comme une façon de dissimuler la propagande politique nationaliste, développementiste et néocoloniale du gouvernement, qui diminue les peuples de l'Orient bolivien et leurs revendications historiques, tout en acquérant une certaine légitimité surtout à l'étranger. De ce fait, la protestation du TIPNIS visait l'autodétermination des habitants du lieu ainsi que la défense de toute une série de droits humains et politiques, afin de préserver leur style de vie et leur façon de concevoir le développement. Ceci dit, ces préoccupations ne rentrent pas en ligne des comptes dans le discours officiel du *Vivir Bien*.

Figure 1.1: Carte de localisation des peuples autochtones de Bolivie



Source: [www.territorioindigenaygobernanza.com](http://www.territorioindigenaygobernanza.com)

### *Notre stratégie de recherche sur le terrain*

Notre recherche sur le terrain a eu lieu entre octobre et décembre 2013. Notre séjour a débuté à Cochabamba, où nous nous sommes unis à la communauté de la congrégation religieuse des Suore Rosarie (Les Sœurs du Rosaire), née à Udine



(Italie) en 1705. Ce sont des sœurs missionnaires qui opèrent dans plusieurs pays d'Amérique latine. Leur mission consiste à fournir une éducation et des soins aux enfants et aux jeunes.

Dès le début de notre séjour, nous avons partagé des moments conviviaux avec ces dernières, par exemple les repas, qui ont toujours été une occasion pour débattre de l'actualité du pays et pour rencontrer des autorités dans le milieu catholique. Ainsi, nous avons commencé à construire notre réseau de participants aux entrevues, étant les organisations de matrice catholique l'une des catégories d'acteurs sélectionnées pour notre étude. Nous avons participé aux activités de la congrégation et nous avons eu des échanges de points de vue avec les sœurs pendant deux semaines.

Du fait de cette grande proximité, cette rencontre nous a permis d'observer des réalités qui auraient été autrement hors de notre portée. Qui plus est, nous avons reçu un précieux soutien logistique. Les Sœurs nous ont garanti un logement à Cochabamba et, par la suite, à La Paz et à Santa Cruz. Cette aide nous a énormément facilités dans l'atteinte de nos objectifs : nous nous sommes consacrés à notre recherche sans distractions, ce qui nous a fait économiser du temps et de l'argent.

En outre, le support de notre superviseur de recherche en Bolivie, Manuel De la Fuente (CESU-UMSS) a été indispensable. En plus d'avoir participé à notre enquête en tant qu'interlocuteur, il nous a fourni une liste de numéros de téléphone de personnes résidant à Cochabamba et à La Paz, qu'à leur tour nous ont renvoyés vers d'autres acteurs à Santa Cruz et à Trinidad. Cela nous a permis de planifier notre voyage et d'avoir des contacts dans ces villes avant d'y arriver.

Ainsi, nous nous sommes envolés vers La Paz pour les deux semaines suivantes. Des vallées de Cochabamba aux Andes, les différences sont énormes. Autre climat, autre culture, autre paysage, dans un tourbillon de quartiers qui deviennent de plus en plus pauvres à mesure que l'on se déplace vers le nord de la capitale et que l'on monte vers le sommet de ce centre urbain magmatique, pour atteindre El Alto.

Une fois laissée derrière nous la tortuosité des rues de La Paz, nous avons gagné Santa Cruz, avec ses *anillos*, des arrondissements en cercles concentriques, qui lui confèrent une touche unique. Nous avons vite compris que, en dehors des trois arrondissements centraux, l'ambiance change rapidement et que cette organisation spatiale ne reflète pas qu'une structure urbaine, mais aussi une structure sociale.

Nous avons passé à peu près une semaine à Santa Cruz, pour poursuivre ensuite en direction de Trinidad, dans l'Amazonie bolivienne, afin de réaliser notre dernière entrevue. Là, nous nous sommes retrouvés dans un contexte diamétralement opposé, qui a marqué l'étape finale et nécessaire de notre voyage. Pas de béton, juste des mototaxis qui filent à toute vitesse dans ce centre au cœur de la forêt.

Cet itinéraire nous a permis d'avoir un cadre le plus complet possible du pays par rapport à la durée de notre période de recherche et à notre budget initial. Les rencontres informelles avec des locaux, effectuées tout au long de ce voyage, ont représenté de moments de fort échange, hautement utiles à l'observation des phénomènes.

#### *Corpus documentaire et cadre théorique*

Sur le plan théorique, notre recherche s'appuie sur un corpus documentaire relatif aux apports des théories critiques de la Modernité et du développement. Tout d'abord, nous nous sommes penchés sur le programme de recherche Modernité/Colonialité. Les raisons qui nous ont amenés à choisir ces études sont multiples. Les chercheurs du programme M/C ont effectué nombre de travaux sur la colonisation en Amérique latine, analysée du point de vue des sujets subalternes. Les auteurs expliquent comment, dans le subcontinent, l'imposition des idées de progrès et d'eurocentrisme a été véhiculée par la colonisation et perpétuée par les pratiques de développement.

Cet aspect nous a paru fort pertinent lors de l'élaboration de notre problématique. Il faut dire que le MAS a adopté ce cadre théorique pour étoffer son discours

concernant la nécessité d'un processus de changement et de décolonisation. Par conséquent, l'étude du projet M/C nous a permis de maîtriser les concepts théoriques qui structurent la pensée « masiste » et le discours officiel du gouvernement.

Ainsi, le débat sur le *Vivir Bien* s'inscrit dans cette prétendue volonté politique de subversion. Le *Vivir Bien* est proposé par les autorités du pays comme l'expression authentique d'une autre vision de développement, antioccidental et anticapitaliste. Dans ce sens, les hautes sphères de la politique transmettent l'idée que la Bolivie participe à la tentative de « déconstruire le développement », entendu comme une construction sociale élaborée à partir de la cosmovision occidentale (Munera cité dans Gutierrez Rey, 2012, p. 235). Cela sous-entend, entre autres, une lecture différente des relations internationales actuelles, de la structure du pouvoir en vigueur et de son emprise sur le système global.

D'après ces auteurs, il faut partir du constat de la « différence coloniale » (Mignolo, 2001, p. 58), pour comprendre l'ordre mondial actuel. Cette asymétrie entre les sujets dominants et les sujets mis en position d'infériorité peut être expliquée comme la manifestation de la persistance de la matrice coloniale du pouvoir. C'est Anibal Quijano qui a introduit la notion de « colonialité du pouvoir ». Il s'agit de la conception selon laquelle le colonialisme a fait en sorte que l'idée de race devienne le mode universel de classification sociale pour toute la population de la planète (Quijano, 2000b, p. 81). Or, c'est ainsi que fut imposée une division raciale systématique du travail. De cette manière, le modèle de pouvoir capitaliste est devenu aussi colonial/moderne (Quijano, 2000a, p.204; 2000b, p. 82).

Le modèle de pouvoir établi par le capitalisme colonial/moderne a imposé sa rationalité spécifique, connue sous le nom d'eurocentrisme. Il est question d'un modèle universel qui a été infligé aux sujets colonisés à partir de trois types d'actions : la réorganisation géopolitique du monde, l'effacement des identités historiques des populations originaires et l'usurpation des terres de ces peuples, qui



va de pair avec l'affaiblissement de leur production culturelle (Cabal, 2012, p. 2). À travers la formule « hybris du point zéro », Castro-Gómez (2007, p. 83) résume bien cette hégémonie et cette prétendue supériorité naturelle des Européens dans la production du savoir. Les colonisateurs, en tant que groupe dominant, ont écrasé les systèmes endogènes des connaissances des peuples subjugués, pour établir leur modèle épistémologique. Cependant, ils proposent un point de vue totalisant sur le monde, sans en donner une vision organique. En conséquence, la subordination des peuples soumis se concrétise aussi par la « colonialité de l'être », qui rend le scepticisme misanthropique des Occidentaux une certitude rationnelle et universelle (Maldonado-Torres, in Castro-Gómez et Grosfoguel, 2007, p. 145).

C'est pour toutes ces raisons que la colonialité a été interprétée par ce courant comme l'« autre face de la Modernité », comme Mignolo ou Dussel l'ont affirmé à plusieurs reprises. Si, d'une part, la Modernité s'offre à l'histoire comme l'ère de l'émancipation à travers la raison, de l'autre elle nie les actes de violence irrationnels qui ont marqué la période de la Conquête et de la mission civilisatrice. En conséquence, l'ambiguïté de la Modernité ressort dans toute son évidence en proposant, d'un côté, l'idée de libération à travers la rationalité éclairée, et de l'autre, la culture mythique de la violence, où l'ego *conquiro* précède l'ego *cogito* cartésien, dans le processus de formation de l'ego moderne (Floréz-Floréz in Castro-Gómez et Grosfoguel, 2007, p. 256 ; Espinosa in Castro-Gómez et Grosfoguel, 2007, p.275).

Par conséquent, d'une perspective théorique, le *Vivir Bien* est présenté par ses auteurs comme le but ultime, l'horizon utopique, qui permet la délivrance des 36 nations qui vivent en Bolivie de ses oppresseurs. Le *Vivir Bien* est l'utopie qui dévoile la « différence coloniale » dans un pays qui a été très marqué par la colonisation. C'est le fer de lance d'un processus de décolonisation, qui vise une répartition équitable des opportunités, à travers une proposition alternative de développement, qui désintègre la « colonialité du pouvoir ». Dans ce sens, remettre en question les vieilles asymétries permet aux sujets subalternes de récupérer leurs identités, de se

réapproprier leurs connaissances et de combler leur besoin d'autodétermination, tout en œuvrant pour construire un pays pluriel et diversifié.

En partant de ces constats, nous avons repris l'une des idées centrales du programme M/C, qui nous pousse à envisager le processus de décolonisation comme une série multiforme de stratégies contestataires, qui visent un changement radical de l'actuel modèle hégémonique du pouvoir, de l'être et de la connaissance (Maldonado-Torres, 2008, p.66). Selon notre interprétation initiale du phénomène, la VIIIe marche pour le TIPNIS était une émanation directe de ce processus de décolonisation ancré sur la proteste, la lutte ayant comme fer de lance le *Vivir Bien*.

Par la suite, nous avons abordé la pensée écoféministe, dont nous avons retenu d'importantes contributions quant aux critiques sur le mode de reproduction de la société moderne. Nous avons fait ce choix, puisque ce courant propose plusieurs concepts communs au principe du *Vivir Bien*. En général, les écoféministes s'entendent sur l'urgence d'une vision holistique, basée sur l'idée qu'en vertu des liens d'interdépendance, aucun être n'est séparé des autres et qu'une compréhension profonde des actions et des relations qui se produisent est nécessaire pour susciter un sentiment d'empathie, qui nous permet de miser sur la qualité des relations et non pas sur leur nombre (Kheel in Gaard, 1993, pp.269-270).

Maria Mies traite du principe d'interdépendance, en employant une expression traduite par « relation de vie ». Elle fait référence à une interconnexion non seulement porteuse de vie, mais qui est aussi une condition nécessaire à la vie sur Terre sur plusieurs niveaux : personnel, social et communautaire (Mies et Shiva, 1999, p.255). Le caractère d'interdépendance est propre à la vision holistique qui caractérise la perspective de subsistance, toujours envisagée par la sociologue allemande. Une telle perspective est définie comme une utopie concrète, puisque plusieurs de ses composantes sont déjà opérationnelles. Elle se base sur de nouvelles relations entre êtres humains et sur un nouveau rapport à la nature. Un rapport respectueux et non

pas d'exploitation de l'environnement va de pair avec le remplacement des rapports marchands et monétaires par des principes tels que la réciprocité, la solidarité, l'entraide, la redistribution, la confiance, le respect, l'altruisme et la responsabilité collective.

Même le sens du travail change : l'économie n'a plus pour objectif la production illimitée de marchandise et la consommation effrénée, mais plutôt la satisfaction des besoins humains fondamentaux. L'autosuffisance, l'autoapprovisionnement et la décentralisation bureaucratique deviennent les trois axes économiques principaux. Par conséquent, la perspective de subsistance s'oppose à la privatisation et à la commercialisation des biens communs (eau, forêts, air, ressources du sol, déchets) et elle envisage un nouveau paradigme en termes de technologie, science et connaissance.

Ces réflexions ne sont pas étrangères au discours sur le *Vivir Bien*, tel que déployé par le gouvernement dans les forums internationaux et, plus généralement, sur la scène internationale mondiale. Pour les promoteurs du *Vivir Bien*, la Modernité ne peut pas être respectueuse de la *Pachamama*<sup>3</sup>, car la Terre est conçue simplement comme une planète, où l'on peut puiser n'importe quelle ressource naturelle. Par conséquent, la Modernité est en train de détruire la Terre et la vie. Par contre, la vie est un horizon très important pour le *Vivir Bien*, qui ne vise pas l'accumulation de la richesse. La droite, le capitalisme et la Modernité, avec leur vision de développement matérialiste, nous encouragent toujours à vivre mieux, à avoir toujours plus. Cependant, il est un fait que le consumérisme encourage la destruction de la vie. De l'autre côté, la gauche, le communisme et le socialisme pensent seulement à la

---

<sup>3</sup> Dans la cosmovision aymara, la Pachamama est la Terre-mère. Il s'agit d'une entité suprême qui transcende la Planète sans pourtant pouvoir être une divinité. La Pachamama peut être associée à une force féminine qui, en complémentarité avec son homologue masculin Pacha Tata, maintient l'ordre ultime de l'Univers. Elle est le fondement de toute relation vitale : la Pachamama est omniprésente, elle se propage dans toutes les activités réciproques des créatures sur terre. Pour cette raison les Aymaras l'adorent (Ledezma Main, 2009).

redistribution de la richesse, ce qui concerne exclusivement le bien-être des êtres humains, sans donner aucune importance aux impacts sur l'environnement et sans remettre en question le modèle extractiviste. En revanche, pour les autochtones qui prônent le *Vivir Bien*, il ne s'agit pas seulement de redistribuer la richesse, mais plutôt de protéger la vie. Le message du *Vivir Bien* peut s'adapter à tout le monde, puisque ce que l'humanité est en train de vivre n'est pas seulement une crise économique, mais plutôt une « crise de la vie » (Huanacuni, 2010).

Ces affirmations nous ramènent à d'autres idées avancées par les écoféministes, concernant les technosciences. Dans les faits, la technologie impose un nouvel ordre qui, à travers la transformation des pratiques sociales, voire personnelles et privées, a généré une nouvelle définition d'humanité, qui obéit aux objectifs étatiques et économiques prônés par le système de pouvoir patriarcal, racial, capitaliste (Marin, 1994, p. 376). Dans cette conception, s'inscrit la notion de « réductionnisme scientifique », condamnée par les sympathisants du mouvement écoféministe. Le réductionnisme scientifique encourage à ne plus considérer. Les écosystèmes ne sont plus considérés dans leur ensemble, mais à les réduire ils sont réduits à des séries d'éléments isolés, dont il faut maximiser la production et la consommation en vue d'incrémenter la croissance économique. Ce phénomène engendre une dévaluation des processus biophysiques, qui se manifeste dans l'œuvre de colonisation du patriarcat capitaliste (Sarti, 1999, p.72-74).

Ceci dit, des précisions conceptuelles méritent d'être effectuées. Pourquoi les écoféministes parlent de «nature», alors que les visions holistiques de l'environnement ne séparent pas la culture de l'environnement, c'est-à-dire ce qui est humain de ce qui ne l'est pas? Tout simplement, parce le terme «nature» ne doit pas être entendu comme un synonyme du mot «environnement».

Comme Gandon (2009, p.7-8) l'explique bien dans son texte, Françoise d'Eaubonne, première auteure à avoir utilisé le terme «écoféminisme», reprend la

notion de «nature» élaborée par Serge Moscovici. Ce théoricien de l'écologie politique conçoit la «nature» comme une construction sociale: la nature n'existe pas en elle-même ni en dehors de la société. De cette façon, l'être humain n'existe pas en dehors de la nature. L'être humain s'engage, donc, dans un processus simultané d'autodétermination et de construction de la nature, dont il n'est pas le maître mais plutôt le résultat.

Cependant, l'homme demeure le protagoniste de ce processus de construction de la nature. Bien que les femmes entrent dans la composition de la nature, elles ne peuvent pas s'autodéterminer. Elles sont plutôt un produit de l'homme et le sens ultime du construit de la nature est détourné: elle devient une notion négative qui sert à légitimer l'ordre social et ses asymétries (*Idem*). D'ici découle le besoin, pour les écoféministes, de rejoindre l'égalité entre les hommes et les femmes pour engendrer un net changement de civilisation.

C'est à partir de ces réflexions que nous avons pu identifier des points de contraste entre la vision écoféministe et le discours officiel du *Vivir Bien*. En effet, le *Vivir Bien* repose sur une vision du monde non seulement holistique, mais aussi biocentrique. Dans cette perspective, c'est la vie qui a une priorité sur tout le reste. Il s'agit d'une conception selon laquelle l'environnement n'existe pas en dehors de la culture, des croyances spirituelles et des traditions, ainsi que de l'économie, de la politique et du social (Gudynas, 2011, p.443). En revanche, les écoféministes accusent les sympathisants des visions biocentriques d'esquiver le problème de fond. Ne pas penser la nature de façon anthropocentrée signifie ne pas avouer l'androcentrisme qui caractérise la société (Gandon, 2009, p.17).

Ceci dit, plusieurs doutes demeurent quant au fait que le *Vivir Bien* propose effectivement une vision biocentrique du monde. Dans notre corpus documentaire, par exemple, le concept de «gestion intégrée des ressources» au sein des politiques publiques associées au *Vivir Bien* revient souvent, alors qu'il s'agit d'une approche



tout à fait anthropocentriste, qui diffère d'une gestion écosystémique plus holistique. Par ailleurs, l'exploitation des ressources premières est au cœur du processus de changement en Bolivie.

Dernier élément d'analyse, la pensée écoféministe converge vers le concept d'hétérogénéité, composante essentielle de la notion de mobilisation collective. Cet aspect nous a paru essentiel lors d l'analyse de la VIIIe marche, manifestation d'ouverture du conflit du TIPNIS. Les écoféministes pensent qu'il n'existe pas une expérience monolithique et que, en raison de la différence des expériences, il faut valoriser la notion de solidarité plutôt que celle d'unité. En effet, un mouvement dont le trait principal est l'« unité dans l'identité » se baserait principalement sur un vécu partagé, voire sur un mécanisme de victimisation qui amalgamerait les individus impliqués. Par contre, un « mouvement de solidarité » dispose d'un caractère complètement différent, car il repose sur des croyances et des intérêts partagés, qui permettent d'élaborer un ensemble différent de pensées, valeurs, comportements et postulats, en modifiant la manière de percevoir le monde (Warren, 2009, p.176).

En plus, Shiva dégage des leçons tout à fait pertinentes quant à notre recherche, surtout concernant le type de conflit qui s'est produit dans le TIPNIS. En effet, elle nous montre que de nombreuses guerres se sont déclenchées dans les dernières années à cause de la gestion des ressources naturelles et de la conception de développement. Or, nous assistons à des escalades très rapides de ces conflits, qui se transforment en antagonismes entre communautés, souvent malheureusement camouflés sous des raisons ethniques ou religieuses. Cependant, les vrais éléments déclencheurs se résument à la centralisation du pouvoir décisionnel en matière de ressources, qui se traduit par un défaut de démocratie et l'insinuation d'une culture de la peur entre les membres de la société. Lorsque le droit aux ressources est brimé, les moyens d'existence et de reproduction sociale deviennent limités. Ce vide sape l'identité culturelle, mise en danger par la mondialisation telle que pratiquée aujourd'hui par les grandes firmes et par les centres de l'économie globale comme le

Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Shiva, 2003, p. 9-10).

### *Forces et limites du cadre théorique*

Le projet M/C semble convenir particulièrement à notre problème de recherche. En effet, bien qu'essentielle, une lecture économique des enjeux n'est pas le seul facteur explicatif des phénomènes qui se produisent dans la réalité. En effet, l'élément historique occupe au même titre que la dimension culturelle et discursive, une place privilégiée dans l'élaboration de cette théorie multidimensionnelle du projet M/C.

Néanmoins, certains pointent le risque d'une « ethnicisation » totalisante des enjeux à partir d'une telle interprétation des phénomènes. En effet, tout se résumerait à un clivage identitaire, voire racial, qui nie un passé de contacts, d'échanges et d'emprunts entre cultures. De ce fait, une telle approche met l'accent sur l'existence de spécificités culturelles irréductibles qui, à travers les notions de rejet et d'exclusion, fragmentent la société et sont porteuses d'un choc des civilisations (Amselle, 2008, p. 269-271).

La même critique d'essentialisme est adressée à la théorie écoféministe. En effet, de cette approche, semblerait émerger l'idée que les peuples du Sud « féminisés », de par leur composition génétique, acquièrent automatiquement l'attribut de défenseurs de la Nature et de héros de la justice environnementale. À ce propos, Mies et Shiva (1999) argumentent que la différence que l'on peut remarquer entre l'homme et les sujets féminisés est une résultante historique de siècles de patriarcat, auquel se sont ajoutés le capitalisme et le colonialisme. C'est la vision capitaliste patriarcale qui propose la différence comme un concept intimement lié à l'existence d'une hiérarchie. C'est le paradigme capitaliste patriarcal moderne qui, en dépit du potentiel enrichissant de la différence des cultures et des modes de vie, voit là une entrave, une menace et un risque de division et qui essaie d'éliminer les différences à travers la

standardisation. L'uniformité est désormais devenue synonyme d'égalité : tous ceux qui ne se conforment pas à une façon d'être préétablie sont considérés des ennemis.

Néanmoins, la recherche ethnographique sur les sociétés précapitalistes a démenti la vision selon laquelle la hiérarchisation des relations sociales ou les asymétries au sein de la communauté seraient des phénomènes concernant exclusivement la Modernité ou la société capitaliste. Comme nous le verrons au deuxième chapitre, lorsque nous traiterons du *Vivre Bien*, il faut éviter de donner une lecture simpliste de sociétés ancestrales, en croyant qu'elles soient « immobiles », anhistoriques ou entièrement horizontales.

Ceci dit, les écoféministes craignent le relativisme culturel. L'insistance sur des revendications particulières en raison de la diversité culturelle et à l'égard de tout ce qui est local pourrait servir les intérêts des multinationales. La fragmentation des cultures, des formes de vie et des traditions serait effectuée de façon instrumentale pour élargir l'offre des produits sur les marchés (Mies et Shiva, 1999). Pensons, par exemple, à tous les fronts de résistance armée qui, derrière les revendications identitaires, alimentent le marché déjà florissant des armes à feu, au profit de grandes firmes. Ainsi, des sociétés nationales qui auraient pu rééquilibrer autrement les relations de forces entre leurs composantes sociales se retrouvent à être atomisées et vendues sur le marché global, après avoir perdu leurs caractères distinctifs.

### *Structure du mémoire*

Le premier chapitre sera consacré à la présentation d'un bref excursus historique qui nous aidera à réfléchir sur la métamorphose des dynamiques politiques nationales ainsi que sur les mutations de la structure institutionnelle du pays. Dans la première partie, nous étudierons comment le parti de Morales s'est formé et sa montée au pouvoir. Nous mènerons une réflexion sur l'impasse du néolibéralisme proposant un survol des deux épisodes particulièrement conflictuels survenus au début des années 2000. Il s'agit de la guerre de l'eau (2000) et de la guerre du gaz (2003). Cela nous



donnera l'opportunité d'analyser, dans la deuxième section, le processus constituant, couronné par la promulgation en 2009 de la nouvelle Constitution, et la naissance de l'État plurinational.

Dans le chapitre suivant, nous entrerons dans le vif du sujet. Nous irons à la découverte du *Vivir Bien*, en essayant de recomposer la mosaïque d'opinions que nos interlocuteurs ont exprimées lors des entrevues. En effet, les acteurs nous ont apporté des informations originales dont nous nous sommes servis pour compléter ou remettre en question le corpus des documents officiels ou les conclusions scientifiques analysées avant, pendant et après notre recherche sur le terrain.

Enfin, le troisième chapitre sera axé sur l'étude du cas du TIPNIS. L'analyse de ce conflit emblématique, enrichie par les témoignages des personnes interviewées, offrira un tableau significatif non seulement des stratégies adoptées pour « mettre en œuvre » le *Vivir Bien*, mais aussi des contresens émanant du discours du *Vivir Bien*, à partir d'autres enjeux socio-économiques et politiques de fondamentale importance.

## CHAPITRE I

### LE «RÉVEIL AUTOCHTONE», LE MAS ET LA NAISSANCE DE L'ÉTAT PLURINATIONAL

Dans ce premier chapitre, notre objectif sera de fournir un cadre exhaustif de la situation du pays, pour saisir la portée de la transition que la Bolivie a vécue au fil de la dernière décennie. Nous proposerons, donc, une rétrospective globale des faits qui se sont produits avant la montée au pouvoir d'Evo Morales et pendant son premier mandat, pour mettre en lumière les dynamiques d'une histoire riche en rebondissements et en transformations.

#### 1.1 LA BOLIVIE : DE LA CRISE À L'ALTERNATIVE

##### 1.1.1 LA RÉFORME AGRAIRE DE 1953 ET LA CRISE DU SECTEUR MINIER

Le MAS tire son origine des *sindicatos cocaleros*, les organisations sociales des cultivateurs de coca. Les *cocaleros*, originaires des hautes-terres, avaient occupé le *Chapare*, la région tropicale du département de Cochabamba (Bouchard, 2013, p.3). Or, qu'est-ce qui avait poussé nombre de familles provenant des Andes, dont celle d'Evo Morales, à s'installer dans le Tropique de Cochabamba?

Le déplacement de cette abondante frange de la population, entre la moitié des années '50 et la moitié des années '80, découle de deux facteurs majeurs : la Réforme agraire de 1953 et la crise minière des années '70 et '80. Ivonne Farah nous a expliqué que la Réforme agraire, en plus d'avoir contribué à former un «*campesinado* libre et propriétaire», a généré des politiques de colonisation interne, dans les régions des vallées et des plaines. En effet, nous pouvons affirmer que, dans ce processus, un changement crucial est intervenu: avec la parcellisation des terres, *l'indio*, statut

affublé par les colons espagnols à leurs sujets et maintenu jusqu'à ce moment, s'est mué en *campesino*, c'est-à-dire en sujet économique, qui produit pour le marché.

Lors de l'entretien, Farah a précisé que cette première vague migratoire s'est concrétisée dans un laps de temps assez court, par un accaparement à la fois planifié et spontané de terres restées jusqu'alors apparemment vierges. Ainsi, cette appropriation s'est transformée en véritable colonisation agricole. En plus, la disponibilité de terres dans l'Orient amazonien, qui dans l'imaginaire collectif restait une région éloignée, sauvage et inhabitée, commença à faire envie à partir de 1953.

Ainsi, au fil des années, une nouvelle classe entrepreneuriale naissait dans l'Orient bolivien, à travers la reproduction du modèle du latifundium et l'imposition de la propriété privée. De ce fait, la crème de la société bolivienne était désormais constituée non seulement par une partie de la vieille élite qui se déplaçait vers les basses-terres, mais surtout par la vague d'immigration blanche européenne des années '60, qui se propageait dans tout le continent.

En revanche, pour les *campesinos*, descendre vers l'Orient tout en restant soudés au sein de leurs organisations syndicales constituait la seule manière d'accéder à de nouvelles propriétés. Ceci dit, ce fut seulement entre la fin des années '70 et le début des années '80 que le secteur économique lié à la culture de la feuille de coca devint particulièrement rentable (Bouchard 2013, p.3). En effet, le boom de la demande de cocaïne sur les marchés occidentaux avait provoqué une hausse du prix de la coca, attirant nombre de paysans dans la zone tropicale autour de Cochabamba.

Dernier point mais non des moindres, nous évoquons la crise du secteur minier du milieu des années '80, suivie par le programme d'ajustement structurel imposé par le FMI. Lors de la Révolution de 1952, les masses mobilisées derrière les revendications

du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR)<sup>4</sup> s'étaient durement battues pour la nationalisation du secteur minier. Dès lors, la mine était considérée à plein titre comme la matrice productive du pays : la classe ouvrière était en train de prendre forme, en convergeant vers le mouvement ouvrier et disposant déjà d'un syndicat et d'un parti. Cette frange de la population proposait une lecture des relations sociales qui était liée au concept de classe<sup>5</sup>.

L'extraction de minéraux a pourtant connu un coup de frein vers 1985, provoquant une vague de désespoir et de chômage. À cette époque, les mines de la COMIBOL, nationalisées en 1952, ont été démantelées, laissant des milliers d'ouvriers à la rue. En effet, l'économie de Potosí, mais aussi de nombre d'autres villes minières, reposait exclusivement sur l'extraction de minéraux, ce qui a amené l'ancienne Ville impériale et les autres centres à un déclin dont ils ne se sont plus remis. Qui plus est, cette crise a démembré les principaux syndicats ouvriers, célèbres pour leur ardeur et leur véhémence, ce qui a contribué à déstabiliser la scène politique nationale, désormais privée de ces importants porte-voix (Absi, 2005, p. 202). C'est après la crise minière de cette période que l'occupation du TIPNIS commence.

---

<sup>4</sup> Le MNR naît quelques années après la Guerre du Chaco (1932-1935). Il se distingue, entre autres, pour sa lutte contre le pouvoir oligarchique des grands patrons miniers; pour le rejet des idéologies venues d'ailleurs (marxistes, trotskistes et communistes); pour la reconnaissance des masses autochtones; pour son positionnement par rapport au rôle prépondérant que l'État devait jouer pour mener un processus à la fois de nationalisation et de développement (Delfour, 2005).

<sup>5</sup> C'est la pensée indianiste d'inspiration katariste qui, pour la première fois, au début des années '70, amènera dans la politique une lecture identitaire des enjeux. « Le katarisme bolivien est à la fois l'héritier de la Révolution nationale de 1952 et de la réforme agraire, en même temps que l'une des manifestations et l'un des acteurs de la chute progressive du populisme, par secousses successives de 1964 à 1974. Il naît et se développe, à partir de la fin des années soixante, de la décomposition du *movimientismo* et des échecs des tentatives de le prolonger sous des formes militaires, mais aussi du reflux des modèles et des conduites de classes [...]. Le katarisme bolivien éclot dans une situation de post-réforme agraire. Il mobilise surtout des paysans qui ont bénéficié de l'abolition du *peonaje*, des distributions de titres de propriété, de l'accès au marché et des autres réformes, et qui, dans la nouvelle phase, sont à la recherche des moyens du développement et de la modernisation. [...] Les premiers animateurs du katarisme paysan appartiennent à une couche relativement aisée de la paysannerie, ayant une bonne connaissance des réalités urbaines et nationales, et favorables à un développement communautaire qui se fasse en articulation avec le développement national. Le katarisme ne fut jamais entièrement accepté par les syndicalistes urbains et des mines. » (Le Bot, 1991, p. 831-832, 839, 844)

### 1.1.2 LA GENÈSE DU MAS

Revenons-en maintenant aux cultivateurs des hautes-terres transplantés dans le *Chapare*. C'est avec les politiques d'éradication de la coca, menées dans cette province rurale sous l'impulsion des États-Unis à partir des années 1990, que les paysans récemment transférés dans la zone tropicale commencèrent à faire front aux gouvernements néolibéraux, acquérant l'attitude contestataire et anti-impérialiste qui les caractérise encore aujourd'hui.

En 1986, une division du bloc syndical des *cocaleros* se profile assez clairement : certains leaders discutaient de la possibilité de se doter d'un outil (un parti, par exemple) pour rentrer dans les hautes sphères de la politique, mais les avis n'étaient pas unanimes. C'est en 1989 que le jeune Evo Morales se distingua assez vite parmi les fervents partisans de la création d'«un instrument politique», visant à faire valoir les demandes des cultivateurs.

En 1995, le mouvement syndicaliste réalisa l'indissoluble alliance avec la Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (CSUTCB), qui, lors de son septième congrès, approuva la *Thèse de l'Instrument Politique*, donnant naissance au premier parti, l'Assemblée pour la Souveraineté des Peuples (ASP). Toutefois, le rêve de l'ASP fut brisé rapidement par le refus de la Cour Électorale Nationale (CNE) de reconnaître le parti, suite aux fortes pressions exercées par les partis traditionnels. Ce fut ainsi que l'ASP se présenta aux élections nationales de 1997 avec le parti *Izquierda Unida* (IU), arrivant à gagner presque 4% des voix (Harten, 2011, p. 81-84).

Or, suite à une rupture interne, l'ASP se divisa en deux branches (*Ibid.*, p. 85). De ce fait, Evo Morales se présenta aux élections municipales de 1999 à la tête de l'*Instrumento Político por la Soberanía de los Pueblos* (IPSP). Cependant, la CNE s'opposa encore une fois à l'enregistrement de l'IPSP dans la liste des partis et lui empêcha de participer aux élections avec l'IU. Comment contrer cette résistance



obstinée? L'IPSP adopta la personnalité juridique du MAS, *Movimiento al Socialismo*, un tout petit parti déjà existant et reconnu par la CNE<sup>6</sup>.

Si le MAS reçut un appui assez mou aux élections municipales de 1999, l'action de ses militants dans les années successives fut impressionnante. En 2002, lorsque le pays était à peine sorti des perturbations provoquées par des soulèvements populaires, tout le monde se rendit compte que quelque chose était en train de changer : Evo Morales obtint presque 21% des votes aux élections et se classa tout de suite derrière le premier parti, le MNR, avec une différence de 1.5%. Dès lors, comme nous le verrons lorsque nous traiterons de la montée au pouvoir du MAS, le parti déploya une stratégie gagnante qui lui permettra de remporter un grand succès en dehors du *Chapare* et d'attirer un électorat tout aussi urbain.

### 1.1.3 LES GUERRES DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE : DE LA GUERRE DE L'EAU À LA GUERRE DU GAZ

#### 1.1.3.1 *L'échec du néolibéralisme*

Le début du nouveau millénaire montrait que les promesses de bien-être économique et de progrès social de l'époque néolibérale ne s'étaient jamais concrétisées. Les politiques orientées vers le marché avaient perdu en popularité et la privatisation n'était plus considérée comme bénéfique. L'économie traversait une phase de stagnation depuis 1998, ce qui accrut le mécontentement du peuple et instilla un sentiment de désillusion, notamment dans les zones du pays à majorité autochtone, où les familles vivaient dans des conditions déplorables. De la même manière, la désaffection et le désenchantement croissaient vis-à-vis des trois partis

---

<sup>6</sup> Le MAS apparaît en 1985 sur la scène politique nationale comme un groupe dissident du FSB, Phalange Socialiste Bolivienne, l'un des plus anciens partis de la droite bolivienne, fondé en 1937 et suivant comme modèle le Général espagnol Francisco Franco. Le projet national-socialiste d'Añez Pedraza, ancien fondateur du FSB et dirigeant du MAS par la suite, n'eut pas beaucoup de succès. En 1995, le MAS était déjà devenu microscopique et ne rassemblait qu'un restreint groupuscule de personnes (Stefanoni, 2003, p. 61; Harten, 2011, p.86).

traditionnels, le MNR, le MIR et l'ADN de Banzer<sup>7</sup> et la corruption rampante de leurs membres préoccupait une population appauvrie (Madrid in Levitsky et Roberts, 2011, p. 242-243).

En général, les équilibres en Amérique du Sud étaient déjà en train de se redéfinir depuis quelque temps. Comme dans d'autres pays latino-américains, les soulèvements populaires faisaient rage en Bolivie : la Guerre de l'Eau (2000), éclatée à Cochabamba, et la Guerre du Gaz (2003), à caractère plus national que régional, révélaient les erreurs des politiques néolibérales et exprimaient le mécontentement des citoyens. La position sans compromis des mouvements sociaux et d'une bonne partie de l'opinion publique s'est manifestée en un ras-le-bol général face à la désindustrialisation, le chômage et la pauvreté. Dans les paragraphes suivants, nous montrerons les soulèvements radicaux de la population, où les marginalisés s'opposaient au pouvoir, se percevant comme les victimes d'un système de domination et d'exclusion, d'où le besoin général d'un changement.

#### 1.1.3.2 *La Guerre de l'Eau: «El agua es vida»*

À partir de l'analyse conjointe de plusieurs documents (De Gouvello et Fournier, 2002, p. 73-77; Paredo, Crespo et Fernandez, 2004; Kruse, 2005; Shiva, 2003, p. 119-120; Harten, 2011, p. 112-118), nous proposons ici une synthèse de la Guerre de l'Eau (2000). Deux événements figurent parmi les principales causes du conflit: en premier lieu, l'approbation de la Loi 2029 sur l'eau potable et l'assainissement, qui fait vaciller le droit traditionnel des paysans à l'accès libre et gratuit à l'eau; deuxièmement, la cession de la SEMAPA, l'entreprise municipale qui s'occupait de la gestion de l'eau potable dans la ville, au consortium transnational *Aguas del*

---

<sup>7</sup> Le colonel Hugo Bánzer est connu pour avoir imposé un régime dictatorial en Bolivie de 1971 à 1978. Il a adopté une série de mesures néolibérales qui ont mis le pays à la merci des politiques d'exploitation des pays du Nord. Il fut démocratiquement élu en 1997 et il resta au pouvoir jusqu'en 2001.



*Tunari*<sup>8</sup>. Ce dernier aurait pris en charge aussi le projet MISICUNI, un projet hydrique fortement réclamé par les agriculteurs de la zone de Cochabamba depuis les années 1950. Ces deux manœuvres ont été le résultat de la pression exercée par les institutions financières internationales, dont la BM et la Banque interaméricaine de développement (BID), afin d'arrêter les subventions publiques et d'autoriser la privatisation de l'eau.

En effet, la rareté d'eau dans la région avait causé nombre de contentieux entre les agriculteurs et la population urbaine en augmentation. Par conséquent, MISICUNI aurait dû concilier les usages agricole et urbain de l'eau, à travers la construction d'un système d'approvisionnement d'eau fonctionnel<sup>9</sup>. Rapidement, le projet devint un enjeu politique. En 1997, Banzer, candidat à la présidence, gagna les élections avec la promesse, cette fois-ci indiscutable, de mettre en œuvre le projet. Alors que le gouvernement avait engagé l'entreprise bolivienne Astaldi-ICE pour les travaux de perforation, il lança un appel d'offres pour les autres charges du projet. Bizarrement, seulement l'entreprise *Aguas del Tunari* proposa une initiative. En un laps de temps très court, le Parlement bolivien adopta la Loi 2029 et *Aguas del Tunari* obtint une concession de 40 ans. En plus, le 3 septembre 1999 la SEMAPA fut privatisée, sous la propriété de *Aguas del Tunari*.

Le 19 novembre 1999 naissait la *Coordinadora Departamental de Defensa por el Agua y la Vida*. La mobilisation contre la logique néolibérale de privatisation de cette source vitale montait en puissance, mais le gouvernement continuait à sous-estimer

---

<sup>8</sup> Ce dernier chapeautait, entre autres, *International Water*, actionnaire à 55% du capital de l'entreprise. *International Water* était constituée en partie par un groupe nord-américain très puissant, *Bechtel Corporation*. Ensuite, 25% d'*Aguas del Tunari* était détenu par *Abengoa Servicios Urbanos*, une entreprise espagnole, ainsi que le restant 20% était reparti entre quatre sociétés boliviennes.

<sup>9</sup> Le projet comportait trois volets: la production d'énergie, qui aurait fait baisser le coût de l'eau, la fourniture d'eau pour l'irrigation des champs et la dotation d'eau potable dans la ville de Cochabamba. Pourtant, le projet n'a jamais avancé et, au fil du temps, la population s'est construit un imaginaire presque mythique autour de ce plan.

l'état d'alerte. Le conflit s'envenima, donc, le 3 janvier 2000, lorsque nombre de familles reçurent une facture d'eau exorbitante, en dépit du niveau toujours médiocre des services offerts. Pendant ces jours, Cochabamba était devenue un champ de bataille : les violents affrontements aboutirent à l'occupation de la ville. La *Coordinadora* arrêta toute négociation avec le chef d'État et, au début du mois d'avril, une grève générale fut annoncée à Cochabamba, qui fut complètement bloquée. Malgré la proclamation de l'état de siège, les autorités ne pouvaient plus rien faire contre la virulence des manifestants. Dans ces circonstances, les insurgés obligèrent le gouvernement à annuler le contrat de Bechtel et à réformer le statut du SEMAPA qui, de façon temporaire, récupéra la gestion des ressources hydriques.

#### 1.1.3.3 *La Guerre du Gaz : «Gas para los bolivianos»*

La découverte massive des réserves présentes sur le territoire remonte à la période entre 1996 et 2002. Elle fut favorisée par la promulgation de la Loi sur les hydrocarbures (30 avril 1996), voulue par Gonzalo Sanchez de Lozada, alors président de la République. La Loi 1689 s'inscrivait dans le cadre des mesures néolibérales, déjà adoptées depuis une dizaine d'années. Avec cette nouvelle disposition législative, la diminution des droits et des obligations fiscales applicables aux hydrocarbures avait baissé de 50% à 18%, ce qui avait attiré et encouragé les investissements directs étrangers. D'ailleurs, les efforts des compagnies étrangères en termes d'exploration étaient amplement compensés en contrepartie par l'octroi d'activités d'exploitation, transport, raffinage, distribution et commercialisation des matières premières, faisant passer à l'arrière-plan la société d'État YPFB (Bruslé, 2008, p. 236; Dugas, 2006, § 2).

Les premiers symptômes de la Guerre du Gaz étaient déjà perceptibles dans les soulèvements enregistrés en 2000, au sein de la région de production de Tarija, où se concentre 80% du gaz bolivien. D'ici provenaient les requêtes incessantes de commercialisation du combustible sur les marchés nord-américains à travers les ports

du Chili<sup>10</sup>. Cependant, devant la réticence du pouvoir central à ouvrir le marché via le Chili, l'élite locale *tarijeña* s'était approprié un discours autonomiste et régionaliste qui revendiquait le droit au développement de ce département depuis toujours mis à l'écart.

En 2002, cet état de crise fut aggravé par la mise en place, à Paris, d'un consortium multinational nommé Pacific LNG composé par trois compagnies : Repsol YPF, British Gas et Pan-American Energy. Ce groupement de sociétés avait pour but le transport du gaz liquéfié par le biais d'un gazoduc permettant ledit transfert à partir du gisement de Margarita (dans le département de Tarija) jusqu'aux côtes du Pacifique, où une centrale aurait été installée. Tout laissait entendre que la multinationale aurait préféré faire arriver le gaz sur les côtes du Chili, plutôt que sur celles du Pérou (Perrault, 2006, p. 160-161).

Or, le 19 septembre 2003 commençait la Guerre du Gaz. Les émeutes populaires se déchaînèrent à El Alto, où les insurgés protestaient contre les conditions d'extraction et d'exportation du gaz, acceptées par Sanchez de Lozada, en faveur des entreprises étrangères : Evo Morales était à la tête du mouvement. L'escalade du conflit fut rapide. Dans un premier moment, le conflit s'étendit jusqu'aux autres départements. Ensuite une grève générale fut déclarée le 8 octobre 2003. Le 9 octobre nombre d'autres manifestants gagnèrent El Alto et parvinrent à prendre le contrôle du gaz, occupant la plateforme de Senkarta. La Paz était dans le chaos, mais le pire était encore à venir. Entre le 11 et le 12 octobre, les forces militaires descendirent sur le terrain tuant 26 personnes et faisant preuve d'une brutalité inouïe. À ce stade du conflit, les Boliviens affluèrent vers La Paz de tous les coins du pays pour soutenir la

---

<sup>10</sup> L'idée d'utiliser les ports chiliens comme tremplin pour lancer le gaz bolivien sur les marchés nord-américains était hautement impopulaire. La conflictualité historique entre ces deux pays remontait à la Guerre du Pacifique (1879-1884), où les Boliviens avaient perdu le seul département qui leur donnait accès à la mer, ce qui avait fait de la Bolivie un pays sans littoral. L'alternative possible était d'exporter le produit à partir des côtes du Pérou.

résistance, ne cessant d'exiger que le président abandonne sa charge. Ces demandes furent relayées durant les jours suivants par la classe moyenne du pays, choquée par la férocité du conflit. Le 17 octobre, Sanchez de Lozada renonçait à son mandat et abandonnait le pays pour rejoindre les États-Unis, avec le lourd poids moral de 80 morts et 411 blessés sur sa conscience (Harten, 2011, pp. 118-124; Perrault, 2006, pp. 162-164).

#### 1.1.4 LA MONTÉE AU POUVOIR D'EVO MORALES

Les agitations populaires qui ont secoué le pays avant 2006 sont la preuve d'un malaise social diffus et non pas une série de revendications particulières. Dans ce contexte, le triomphe du MAS est indéniable : aux élections de 2005, le MAS obtient 53.7% des votes. Entre 2005 et 2009, le MAS parvient tout d'abord à conquérir les départements de l'Ouest : La Paz, Cochabamba, Oruro et Potosí, pour ensuite s'élargir à Chuquisaca. Seulement Santa Cruz, Beni et Pando se consolident comme étant les départements de l'opposition. Tarija, par contre, vacille : bien qu'elle ait donné son appui aux élections nationales, le département s'est dit contre la nouvelle Constitution au referendum de 2009 (Madrid, 2012, pp. 51-52). Or, pourquoi la stratégie de Morales fut-elle aussi gagnante? Quels étaient les atouts du MAS et à qui parlait le parti?

Pendant sa campagne électorale, Morales promettait de réorganiser l'État de façon intégrale, ce qui allait de pair avec la négation explicite du néolibéralisme, du système politique de la démocratie « pactée » et des partis traditionnels. Ainsi, non seulement Morales se faisait porteur de cette mouvance de résistance qui avait ébranlé le pays, mais encore il agissait comme force centripète des acteurs sociaux en action, proposant un projet alternatif : un *proceso de cambio*, un processus de changement. Les axes centraux de son programme politique peuvent être synthétisés en trois points



(Molina in Weyland, Madrid et Hunter, 2010) : un programme politique progressiste, la nationalisation des ressources naturelles et le réinvestissement de l'excédent de ces dernières dans des mesures sociales et dans le secteur public, ce qui a valu au MAS la réputation d'être un parti populiste.

Par ailleurs, Morales et son parti ont misé sur au moins quatre techniques pour séduire l'électorat autochtone. En premier lieu, ils comptaient sur le lien historique avec certaines confédérations autochtones et paysannes, à tradition syndicaliste (CSUTCB, « Bartolina Sisa » et la CSCIB). Leur expérience dans le milieu du militantisme fournit au futur président un support et une légitimité surprenants. En outre, il faut considérer leurs efforts inégalables afin de rejoindre la population aymara et les autochtones de l'Orient, en vue de conclure des alliances variées, pour ne pas devoir compter seulement sur les autochtones de langue quechua. En deuxième lieu, sous sa direction, les autochtones constituaient la majorité des candidats, pouvant accéder pour la première fois à des postes d'envergure. Enfin, le MAS a récupéré la dimension symbolique des cultures ancestrales dominantes en Bolivie (vêtements, rituels) et il répondait aux demandes classiques des peuples autochtones<sup>11</sup> (Madrid, 2012, pp. 53-56).

Qui plus est, l'essor du MAS est porté davantage par une stratégie ancrée sur l'inclusion. À ce propos, le MAS a fait des efforts énormes pour attirer de son côté une portion de l'électorat blanc et métis. La désignation d'Alvaro García Linera à la vice-présidence (2009) en est un exemple frappant. À l'attribution des fonctions centrales à des candidats provenant d'autres horizons, il s'ajoute une rhétorique d'assimilation, qui était déployée à plusieurs niveaux. D'une part, le MAS cherchait une forme de consensus avec de plus petits partis de gauche, comme le *Movimiento Sin Miedo*; de l'autre, il se dirigeait vers les classes moyennes de vieille date ou

---

<sup>11</sup> Nous nous référons aux droits sur la terre et le territoire, les autonomies, la gestion de l'eau, le pluralisme juridique, la défense de la culture de la coca et la reconnaissance de la médecine traditionnelle.

émergentes, regroupées dans des organisations à majorité métisse, bien articulées en milieu urbain<sup>12</sup>. Pour être encore plus crédible et pour se rendre alléchant aux yeux d'un corps électoral plus vaste, le MAS révisa aussi son programme, en mettant de l'avant des thèmes forts comme le développement des infrastructures et la sécurité nationale (Madrid, 2012, pp. 58-60).

Lors de son premier mandat entre 2006 et 2009, Morales a eu le mérite d'activer les rouages les plus sensibles en termes de capacité de relance. Nous nous référons, par exemple, au Décret 28701, promulgué sous le nom de *Les Héros du Chaco*, visant la nationalisation des hydrocarbures. Les conditions étaient claires : l'État se réappropriait les ressources naturelles présentes sur le territoire national et il en récupérait le contrôle total, par le biais de l'entreprise nationale des hydrocarbures<sup>13</sup>.

Par suite de la nationalisation des ressources, l'augmentation surprenante des recettes tirées de l'exploitation des hydrocarbures a entraîné, tout d'abord, un effet positif sur le PIB. De la même façon, le gouvernement a décidé d'utiliser cette rente pour investir dans les transferts sociaux et pour placer beaucoup plus de capitaux dans

---

<sup>12</sup> C'est le cas des enseignants, des ouvriers, des artisans, des camionneurs, des vendeurs dans les rues et des petits commerçants.

<sup>13</sup> À partir du 1er mai 2006, toute multinationale étrangère dans le domaine de l'exploitation du gaz et du pétrole était obligée de céder la propriété de ces ressources à la YPFB, l'entreprise nationale des hydrocarbures, qui aurait pris en charge la réglementation de la commercialisation desdites matières. Qui plus est, les compagnies pouvaient continuer à travailler dans le pays à condition qu'elles signent des contrats individuels avec l'YPFB, dans un délai de 180 jours, pour se soumettre aux nouvelles conditions prévues par la loi et par la Constitution. Ensuite, chaque contrat devait être approuvé par le pouvoir législatif, pour qu'il devienne exécutoire. Pendant cette période transitoire de 6 mois, les compagnies dont la production dépassait 100 millions de mètres cubes de gaz par jour cédaient 82% des profits à l'État, pouvant garder le restant 18%. En outre, l'État devenait actionnaire des entreprises actives en Bolivie dans le secteur des hydrocarbures, pour un quota d'au moins 50% plus 1 (Décret 28701, art. 1-4, 7). Après les 180 jours, une fois ratifiés les contrats, les bénéfices de l'État se situaient, par contre, dans une fourchette entre 67% et 75% de la valeur brute de la production (Molina in Weyland, Madrid et Hunter, 2010, p.66).



le secteur public. En outre, deux programmes sociaux majeurs ont été implémentés : le bonus *Juancito Pinto* et le régime de pensions de vieillesse universel *Renta Dignidad*<sup>14</sup>. Le gouvernement a également promu l'augmentation des investissements publics pour tout ce qui est des infrastructures, des routes, des services et des transports (Molina in Weyland, Madrid et Hunter, 2010, pp. 66-67).

Ceci dit, il faut faire une distinction entre l'effective mise en œuvre de certaines politiques et la nécessité, de la part du gouvernement, d'insuffler chez le peuple un sentiment de confiance par rapport au processus de changement, et ce à travers des engagements qui annonçaient une suite heureuse, mais qui n'étaient pas aussi simples à réaliser, comme c'est le cas du *Vivir Bien*.

## 1.2 « LES AUTOCHTONES » AU POUVOIR ET LA FONDATION DE L'ÉTAT PLURINATIONAL

### 1.2.1 LES DÉFIS DU PROCESSUS CONSTITUANT

L'état de désordre dans lequel le pays avait plongé imposait un rétablissement rapide de la paix sociale. La priorité du moment consistait à restaurer l'ordre constitutionnel et à garantir la refonte de l'État. Morales convoqua donc une Assemblée Constituante, chargée de rédiger la nouvelle Constitution d'État. Cependant, la panoplie des demandes, mesures et programmes à harmoniser fit du processus constituant une étape épineuse de la refonte bolivienne. Il nous suffira ici

---

<sup>14</sup> Le premier visait les enfants en âge scolaire, octroyant une prime de 200 BOB à tout enfant qui poursuivait ses études. Cette mesure avait été pensée pour lutter contre le décrochage scolaire. Le régime des pensions, par contre, concernait toute personne ayant plus de 65 ans. À partir de ce moment, tous ceux qui ne recevaient pas de pension auraient pu profiter d'un montant de 600,000 BOB par an, alors que les anciens travailleurs qui avaient contribué pour leur retraite auraient reçu un total de 730,000 BOB par an.

de mettre l'accent sur deux moments d'impasse : la «règle de deux tiers» et la question des autonomies.

Si d'un côté le MAS consolida sa victoire lors de la formation de la Constituante, avec plus de 50% des votes, de l'autre il ne parvint pas à atteindre les deux tiers des voix en Assemblée pour la sanction des articles constitutionnels, ce qui était prévu par la loi. La question du respect de la procédure légale lors du processus d'amendement des dispositions du texte constitutionnel devint, ainsi, le cheval de bataille de l'opposition. Les départements de la *Media Luna* (la Demi-Lune), qui correspond au secteur oriental du pays et qui en constitue le centre névralgique en termes économiques, accrurent leur pouvoir de négociation par le biais de cette prétendue lutte pour la démocratie et l'inclusion.

Pourtant, les enjeux qui avaient cristallisé les antagonismes nationaux n'étaient pas exclusivement de nature procédurale : le thème de la répartition du pouvoir demeurerait un enjeu central (Thede et De la Fuente, 2007, § 4). En effet, la *Media Luna*, où la droite se concentrait, avait mis en avant le problème de la décentralisation du pouvoir, affirmant qu'elle n'aurait pas bridé les travaux de l'Assemblée seulement que si un referendum sur les «autonomies départementales» avait été réalisé. D'après certains, cela correspondait à un précis projet d'autonomie de l'oligarchie orientale pour contrer le projet étatique de nationalisation des ressources, afin de garder le contrôle sur les richesses du territoire. De ce fait, les «autonomies autochtones» étaient une réponse du bloc autochtone pour se défendre devant les pressions autonomistes de l'Orient. Dans ces conditions, les peuples autochtones des basses-terres, regroupés dans la CIDOB, firent front commun avec le CONAMAQ, du secteur andin, jouant un rôle clé par rapport aux propositions sur l'autodétermination des peuples (Chávez León, 2009, pp. 114-115), reconnue dans la nouvelle Constitution politique d'État.

Art. 2 Étant donné l'existence précoloniale des *naciones y pueblos indígena originario campesinos* et leur domination ancestrale sur les territoires, leur libre autodétermination dans l'État unitaire est garantie, ce qui se traduit par leur droit à l'autonomie, à l'autogouvernement, à leur culture, à la reconnaissance de leurs institutions et à la consolidation des leurs identités territoriales, conformément à la Constitution et à la loi.

La préservation de la souveraineté des NyPIOC (*naciones y pueblos indígena originario campesinos*) oblige, donc, le constitutionnalisme plurinational à répondre à un défi important (Vargas Rivas, 2013, pp. 86-87): trouver le point d'équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs. Le droit à l'autodétermination figure parmi ces derniers. Il n'est pas rare d'assister à la naissance de conflits où les parties sont tiraillées entre l'application des droits individuels et collectifs, comme c'est le cas pour le TIPNIS. En l'espèce, il peut devenir particulièrement pernicieux de trancher une décision, surtout lorsqu'il s'agit d'établir les modalités de gestion des ressources naturelles. En effet, il est vrai que la CPE affirme que les ressources naturelles appartiennent au peuple bolivien dans son ensemble et que l'État est chargé de les administrer compte tenu de l'intérêt commun (CPE, art. 349, I). Cependant, elle prévoit aussi le droit à la consultation préalable, libre et éclairée par rapport au thème de l'exploitation des ressources naturelles présentes dans les territoires habités par les NyPIOC. Dans le texte, il est précisé aussi que les procédures de consultation doivent être appropriées et exécutées à travers les institutions propres aux NyPIOC chaque fois qu'une action législative ou administrative est susceptible de les affecter (CPE, art. 30, II, par. 15).

### 1.2.2 L'ÉTAT PLURINATIONAL ET LA DÉMOCRATIE INTERCULTUELLE

C'est dans les États où, pour une raison quelconque, le processus de nationalisation a été fallacieux qu'aujourd'hui nous assistons aussi à un choc interne, qui remet en question le modèle étatique. Plus spécifiquement, nous faisons référence à certains pays latino-américains qui ont connu l'expérience de la colonisation. Dans les pays où, malgré l'arrivée des Européens, la majorité de la population demeurait

autochtone, les colons ont appliqué une politique d'assimilation. Le niveau de discrimination restait élevé, mais les peuples n'ont pas été exterminés. Les métis sont devenus, ainsi, les principaux acteurs sociaux et politiques. C'étaient les anciens descendants des Européens, mélangés à la population locale au fil des générations, qui luttèrent pour l'indépendance du pays. Ainsi, lorsque les nouveaux États se sont formés, leur structure est demeurée occidentale, sans tenir compte de l'hétérogénéité du pays qui, cependant, n'a jamais disparu. De ce fait, l'unification nationale se révèle être, en partie, un artifice (Quijano, 2005, pp. 64-65).

Des avis ont donc été émis concernant une sorte d'implosion de certains États-nations à laquelle nous serions en train d'assister. La raison principale de ce phénomène serait la réapparition des nations et des ethnies qui composent effectivement ces États, c'est-à-dire les peuples réels qui y vivent. Cela ne veut pas dire que ces pays sont destinés à un retour à l'antiquité, mais plutôt qu'un chemin s'ouvre vers l'élaboration d'une nouvelle forme d'État, qui suit l'État-nation et qui marque le début de l'époque post-moderne (Villoro, 1998, p.43).

Ainsi, tout laissait entendre que le MAS était le fer de lance de la construction d'une alternative: l'État plurinational. Partant de ce fait, les enthousiastes du processus constituant estiment que les nouvelles Constitutions sont une réponse forte aux paradoxes de l'époque contemporaine, dans le sens où elles ne se limitent pas à refonder l'État sur de nouvelles bases, en fixant des principes figés, mais elles sont plutôt une matière vivante. Elles incarnent la nécessité actuelle de recherche, le désir profond de faire expérience d'une alternative et la réapparition de l'hétérogénéité submergée (De Sousa Santos, 2009).

À l'encontre du multiculturalisme<sup>15</sup>, la notion de pluriculturalisme (et par défaut de « plurinationalisme ») renvoie à l'idée de cohabitation de plusieurs nations

---

<sup>15</sup> Selon Walsh (2008), le multiculturalisme fait référence à la juxtaposition de plusieurs cultures dans un même territoire. Cependant, elles sont encadrées dans un modèle néolibéral, par le biais des

(peuples autochtones, afrodescendants, métis, blancs) dans un même territoire, où personne ne se sent étranger, bien que les rapports ne soient pas égalitaires. Dans ce cas de figure, tous les peuples qui y habitent ont un fort sentiment d'appartenance au territoire et ils ont gardé un style de vie propre à leur culture. D'ici, l'ambition d'une démocratie interculturelle où, par «interculturalisme» il faut entendre un processus en cours, pas encore accompli, visant une nouvelle conceptualisation des structures, des institutions et des relations sociales, afin de refonder l'État et de consolider la démocratie. Différentes cultures, pratiques et visions devraient créer, dans un processus permanent et actif de négociation et sans perdre leurs caractéristiques, un nouvel héritage issu de leur convergence, d'où il serait possible d'élaborer de nouvelles compréhensions et des façons alternatives de coexister et de collaborer (Walsh, 2008).

### 1.2.3 LES MOBILISATIONS DANS L'ORIENT ET LE PACTE D'UNITÉ

Ceci dit, les transformations ne viennent pas que de l'Occident du pays. Depuis 1990, grâce à la première Marche Autochtone pour le Territoire et la Dignité, organisée par la Centrale des Peuples Autochtones du Beni (et entre autres du TIPNIS), les peuples autochtones des basses-terres ont commencé à exercer une influence assez forte dans la scène politique du pays<sup>16</sup>. Lors de cette marche, ces communautés ont exprimé leur exigence d'établir une tout autre relation avec l'État. Ce nouveau lien aurait dû se construire à partir de la reconnaissance juridique du territoire, de la réforme du statut de l'autochtone dans la Constitution et de la légitimation de leurs autorités et organisations traditionnelles. Qui plus est, les autochtones de l'Orient se sont auto-affirmés, dans ce contexte, comme « les

---

politiques étatiques et transnationales, visant l'intégration des sujets dans le marché. D'ailleurs, ce terme est utilisé majoritairement dans les pays occidentaux.

<sup>16</sup> Il faut préciser qu'à partir de la fin des années '70, l'organisation du mouvement autochtone de l'Orient avait été impulsée par l'action des ONG et de l'Église catholique.

protecteurs » de l'environnement. Entre-temps, les notions de territoire et d'autodétermination ont été reconnues, au niveau international, par la Convention 169 de l'OIT (Molina Barrios, 2009, p. 31).

Or, en 1994, les autochtones de l'Orient ont proposé une loi (la *Ley indígena*), dans le but de faire avancer leurs demandes en termes de territoire, démocratie et bilinguisme. Néanmoins, le gouvernement de l'époque s'est montré hostile à cette proposition de peur que l'unité du pays soit mise en danger, les réclamations visant aussi le thème de l'autonomie. Cependant, il était impossible d'esquiver les requêtes. De ce fait, le gouvernement s'est réapproprié le discours autochtone pour promouvoir trois lois différentes qui auraient dû permettre de pallier la situation dans laquelle les peuples amazoniens se retrouvaient. Il s'agit de la loi de participation populaire, visant la décentralisation du pouvoir, la loi de réforme constitutionnelle et la loi qui introduisait la capitalisation des entreprises d'État. Ainsi, au cours de la même année, la Constitution a été modifiée et la Bolivie a été déclarée comme étant un pays pluriculturel et multiethnique. Les TCO, les Terres communautaires d'origine, ont été reconnues.

C'est seulement avec la marche de 1996, pour le Territoire, la Terre, les Droits politiques et le Développement, qu'un changement réel s'est annoncé. En effet, la marche a abouti à l'approbation de la *Ley INRA*, qui traçait les lignes d'une nouvelle réforme agraire dans le pays. Entre autres, la loi avait pour but la redéfinition de la propriété foncière, l'assainissement des terres, la création d'une seule institution chargée de l'administration des terres. Ceci dit, la loi n'a jamais été entièrement appliquée. Alors que le gouvernement justifiait cette défaillance par un manque de fonds, l'opposition dénonçait la possibilité que la réforme agraire soit trop dérangeante pour l'élite du pays. C'est dans ce complexe processus que s'inscrit l'histoire du TIPNIS et des peuples qui l'habitent.



Encore une fois, entre 2003 et 2005, l'impact des autochtones d'Orient ne peut pas être ignoré. Ils sont parmi les promoteurs d'un projet social et politique qui n'a pas de précédent : le *Bloque Oriente*. La formation de ce bloc vise une entente solide et durable entre les autochtones originaires des *Tierras Bajas* et ceux provenant des Andes, pour surmonter les préjugés qui les avaient amenés à entretenir des rapports inféconds. Il s'agissait, donc, de sortir de la logique « barbares - envahisseurs », pour fonder un inédit sentiment de fraternité et un outil politique indispensable dans la démarche de remise en question de l'État (Puente in Farah et Vasapollo, 2010, p.356). La création du *Bloque Oriente* prélude au *Pacte d'Unité*, qui constitue une étape incontournable dans la consolidation de l'État plurinational.

C'est durant la période située entre la chute du gouvernement de Sanchez de Lozada et l'arrivée de Morales que cinq parmi les principales confédérations autochtones (la CSUTCB, la CSCIB, la CIDOB, la CONAMAQ et la FNMCB"BS"<sup>17</sup>) donnent naissance au *Pacto de Unidad*. Malgré sa fragilité, ce pacte a représenté un terrain « nécessaire » de compromis, au sein d'un processus constituant caractérisé, depuis le début, par l'absence de consensus. Cette sorte de coalition représente la base sociale et politique qui légitime la proposition d'une nouvelle Constitution et la naissance de l'État plurinational. Les acteurs qui ont donné lieu à cette entente viennent d'horizons disparates. La pensée indianiste aymara, axée sur le processus de décolonisation de l'État, se lie à celle des organisations syndicales ouvrières et agricoles et à la vision indianiste communautaire, qui évoque les points de l'*Agenda de Octubre* de 2003, visant

---

<sup>17</sup> Il s'agit de la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia "Bartolina Sisa"*, connue comme "las Bartolinas". Bartolina Sisa est l'une des figures féminines les plus importantes de l'histoire bolivienne. Épouse de Túpac Katari, cette héroïne lutta farouchement à côté de son mari pendant la rébellion anticoloniale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Las Bartolinas prennent aujourd'hui le nom de *Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia "Bartolina Sisa"* CNMCIOS "BS". Leur objectif est la défense de leurs droits fondamentaux ainsi que l'égalité homme-femme en termes de pouvoir décisionnel et participation.

l'autonomie autochtone, l'*autonomisation* des communautés par rapport au contrôle des ressources naturelles, l'élimination du latifundium, l'implémentation des droits collectifs, l'approbation d'une forme de représentation directe et de pluralité juridique (Schavelzon, 2010, p.4-6).

Dans ce contexte de bouleversement convergent les nombreux efforts pour créer une identité politique commune. Ainsi, l'élaboration du sujet « indigena originario campesino », le nouvel acteur politique issu du *Pacte d'Unité* et protagoniste de la nouvelle loi fondamentale, joue un rôle incontournable dans le projet de refondation de l'État. Les négociations entre les parties pour établir la nomenclature exacte traversent plusieurs moments d'impasse : un « y » entre *indigena originario* et *campesino* pouvait donner lieu à discrimination, alors que d'autres formules envisagées n'étaient pas représentatives de la composition effective du peuple bolivien. Sans entrer dans les détails, il nous suffit ici de dire que

[...] la tension se vivait dans le Pacte d'Unité [...] comme une tension entre un modèle politique moderne, lié à une notion d'identité autochtone générique et vague, et la recherche des formes traditionnelles de culture et politique autochtones, taxées de folklorisme [...]. La formule qui allait au-delà de ces différences et qui unissait dans une seule catégorie les Quechuas, les Aymaras, les Guaranís et les membres des autres ethnies était celle de "pueblos y naciones indígena originario campesinos", sans virgules et avec le pluriel juste à la fin. Cette formule, qui regroupait dans un seul nom de différents acteurs sociaux et formes diverses d'« être autochtone », impliquait une ampleur conceptuelle qui permettait d'inclure groupes ethniques nomades, populations minoritaires qui vivent d'une économie de subsistance, communautés de campesinos basées sur la propriété privée [...] (Schavelzon, 2010, p. 97, traduit librement de l'espagnol).

Tout compte fait, la formulation et la mise en œuvre de l'État plurinational ne sont pas aisées. Dans les faits, ce sont les groupes autochtones qui ont essayé de se dépasser pour faire confluer dans le Pacte d'Unité leurs perceptions diverses. Ils ont voulu aller au-delà des mésententes et lancer un signal de complémentarité et solidarité. Toutefois, les événements de la période post-Assemblée ont fait apparaître

un fort clivage entre la conceptualisation théorique de l'État plurinational et sa mise en œuvre, ce qui rend la situation actuelle particulièrement tendue. C'est dans ce cadre qui s'inscrit le *Vivir Bien*.

## CHAPITRE II

### LE *VIVIR BIEN* EN BOLIVIE : EFFET D'ANNONCE OU VÉRITABLE INNOVATION ?

Ce chapitre propose une systématisation des éléments d'analyse du *Vivir Bien*. Nous partons de l'idée que le *Vivir Bien* comporte plusieurs dimensions aux caractéristiques variées, auxquelles sont attribuées des interprétations disparates, voire contrastantes. Cela fait en sorte que le *Vivir Bien* assume plusieurs significations, que nous essayerons de décortiquer au fil de la section.

Dans la première partie, nous donnerons un aperçu des origines du *Vivir Bien*, quoiqu'il soit impossible de présenter une définition univoque de cette notion. À partir de son étymologie, nous essayerons de recadrer le champ sémantique du *Vivir Bien*, pour essayer de remonter à son sens original et comprendre ce qu'il en reste aujourd'hui. Ensuite, nous fournirons une synthèse des limites épistémologiques du *Vivir Bien*.

Dans la deuxième partie, nous présenterons une étude multidimensionnelle du *Vivir Bien*, à partir du discours officiel déployé par l'État et nourri, plus ou moins directement, par de nombreux apports académiques. Nous analyserons, tout d'abord, la dimension culturelle et identitaire qui sous-tend le *Vivir Bien*; ensuite, sa portée politique en tant que « processus politique »; puis, son étendue sociale; après, comment il s'inscrit dans la construction du nouveau modèle économique; enfin, la réélaboration dont il fait l'objet au sein du Plan national de Développement et les retombées au niveau environnemental.

Dans la troisième partie, nous essayerons de garder ce même schéma, mais en fournissant les lectures hétérodoxes du *Vivir Bien*. Ainsi, nous problématiserons tout d'abord le rapport du *Vivir Bien* à la Modernité. Ensuite, nous traiterons des défis socioculturels, voire identitaires, que ce concept entraîne. Après, nous parlerons du



détournement politique que le *Vivir Bien* a subi. Par la suite, nous reporterons les éléments de critique majeurs sur la portée sociale du *Vivir Bien*. Enfin, nous nous pencherons sur les perplexités quant au modèle économique et sur la question du développement.

## 2.1 PRÉCISIONS UTILES À LA COMPRÉHENSION DU *VIVIR BIEN*

### 2.1.1 L'ÉTYMOLOGIE DU *VIVIR BIEN* ET LES COSMOVISIONS ANDINES

La formule «*Vivir Bien*» correspond à la traduction espagnole de l'expression aymara *Suma Qamaña*. Dans ce sens, les travaux de Xavier Albó figurent parmi les études linguistiques les plus approfondies en la matière. D'après ce qu'Albó nous a expliqué, il faut tout d'abord faire une distinction entre l'usage du verbe « vivre » (vivre), entendu dans le sens de « survivre », et la signification que ce verbe assume si utilisé dans son acception la plus large : où vit-on, quand et avec qui ? Dans le premier cas, la traduction aymara du verbe « vivre » est *jakaña*, dans le deuxième est *qamaña*.

Ainsi, Albó (2011, in Farah et Vasapollo, p. 134) suggère que *qamaña* devrait être traduit en espagnol par le terme « convivre », « vivre ensemble » en français, puisqu'il renvoie à une dimension plus affective, qui contient une allusion intrinsèque à la protection, à la chaleur humaine, au partage. Il transmet aussi l'idée d'« être enraciné » quelque part. De ce fait, nous pouvons aussi entendre le verbe *qamaña* dans le sens de « cohabiter », non seulement avec les autres êtres humains, mais aussi avec les autres êtres vivants, tous ancrés dans la Terre Mère, la *Pachamama*. De son côté, *suma* est un adjectif qui exprime un sentiment positif de plénitude. De fait, *suma* reflète le plus haut degré que l'on pourrait atteindre sur un plan qualitatif, ce qui explique l'écart avec l'aspiration occidentale à vivre toujours mieux. En conclusion,

« Vivir Bien » devrait être compris comme « vivre ensemble en harmonie, en plénitude ».

Selon une certaine école de pensée, le *Suma Qamaña* serait atteint dans la mesure où tous les membres de la société, et non pas que quelques-uns, arrivaient à améliorer leur qualité de vie. Ainsi, les valeurs de réciprocité, d'union, de partage jouaient un rôle fondamental dans le mode de vie des communautés autochtones. De fait, ces principes étaient intimement liés à la conception que ces peuples avaient de la vie et à sa célébration. La dimension humaine se réalisait dans l'affectivité et la spiritualité. Toute relation se déroulait par rapport à un tout, englobant tant l'environnement social que naturel. Tout bien considéré, le *Suma Qamaña* semble posséder une sphère éthique dont on ne peut pas faire abstraction. Ceci dit, certains interlocuteurs ont soulevé l'inexactitude de la traduction :

Il y a une différence entre le *Buen Vivir* et le *Vivir Bien*. L'expression *Buen Vivir* est la traduction la plus exacte de la formule aymara *Suma Qamaña*. Ce concept a toujours existé, sauf que le gouvernement et certains intellectuels ont voulu lui donner ce statut et le transformer en *Vivir Bien* (Hugo Flores, CONAMAQ, entrevue novembre 2013).

Nous considérons que le *Vivir Bien* est théorique, par contre le *Buen Vivir* est un principe des peuples autochtones originaires, surtout des *Ayllus*, dans le Andes. Le gouvernement a modifié son approche, en passant du *Buen Vivir* au *Vivir Bien*. [...] Le *Vivir Bien* est une politique du gouvernement qui ne reflète pas les bases autochtones. La traduction n'est même pas correcte (Edwin Prada, CONAMAQ, entrevue novembre 2013).

Ainsi, nous constatons une mésentente concernant la façon de transposer le *Suma Qamaña* en castillan. D'ailleurs, il émerge comme premier constat que l'expression *Buen Vivir* a été employée plutôt comme traduction du *Sumak Kawsay*, le correspondant quechua du *Suma Qamaña* aymara. De fait, ces deux peuples ne possèdent pas non plus une conception identique du concept. Quoi qu'il en soit, il ne s'agit pas d'un excès de rigueur ni d'un exercice de style. En effet, les acteurs en question soutiennent que l'expression *Vivir Bien* s'approche trop de la notion



occidentale de bien-être. Par conséquent, une mauvaise transmission des valeurs issues des cosmovisions ancestrales détermine une grave distorsion du sens le plus profond de ces dernières. En conclusion, les effets négatifs de cette négligence se reflèteraient, au quotidien, dans l'application erronée de l'expression, surtout en matière de développement.

### 2.1.2 LA POLYSÉMIE DU *VIVIR BIEN* ET L'AMBIGÜITÉ ÉPISTÉMOLOGIQUE

le *Vivir Bien* a déjà été au cœur de plusieurs débats où l'on reprochait aux inventeurs de cette nouvelle expression d'avoir créé une formule hétéroclite, pouvant acquérir d'innombrables significations et se prêtant à des usages disparates. Ruis Arrieta (2010, p.752) décrit le *Vivir Bien* comme une construction polysémique qui veut être une alternative à la modernité, au capitalisme et au néolibéralisme. En quelque sorte, notre postulat<sup>18</sup> rejoint l'assertion de polysémie. D'ailleurs, cette évidence résulte aussi des entretiens. Certains de nos interlocuteurs ont avoué que le *Vivir Bien* n'est pas une notion claire. Qui plus est, la multiplicité des définitions que nous avons pu recueillir à propos du *Vivir Bien* est, en elle-même, une preuve du grand nombre de significations qui peuvent être attribuées à cette expression.

Le fait, pour cette expression, d'avoir plusieurs sens découle, entre autres, de son ambiguïté épistémologique. Il convient, donc, d'éclaircir quelques questions fondamentales sur la nature du *Vivir Bien*. Pour ce faire, nous nous appuierons à certains travaux portant sur la gouvernance, car nous avons identifié des similitudes qui pourraient nous aider à y voir plus clair.

---

<sup>18</sup> Nous admettons au préalable qu'il existe une pluralité de pratiques sociales relatives au *Vivir Bien* ainsi qu'une fragmentation d'interprétations de cette expression.

Il faut tout d'abord se demander s'il s'agit d'une simple notion ou plutôt d'un concept. Dans le premier cas, le *Vivir Bien* est une construction intuitive, qui vise à reproduire la manière d'être de certaines sociétés ancestrales, du point de vue des relations sociales et de la morale. Dans le deuxième, même s'il s'agit toujours d'une construction, elle est élaborée dans le monde scientifique. De ce fait, elle est censée être rigoureuse, caractéristique que les chercheurs ont essayé de lui attribuer à travers un processus de systématisation, effectué par le biais d'indicateurs. Aussi, il faut comprendre si le *Vivir Bien* est un paradigme ou pas. Dans l'affirmative, il est nécessaire de nuancer cette définition. Enfin, il faut s'interroger sur l'étendue de cette expression. Son caractère intrinsèquement positif laisse planer des doutes quant à la possibilité de généraliser la portée de cette expression.

En ce qui concerne le dualisme « notion-concept », Baron (2003, pp.330-331) se demande, dans le cas de la gouvernance, si elle implique la « construction d'un cadre conceptuel qui aide à comprendre l'évolution d'un processus au cours du temps » ou s'il s'agit seulement d'un « nouveau mot qui se réfère à de vieilles réalités »? Ainsi, nous voulons poser la même question pour le *Vivir Bien*. Pour certains, le *Vivir Bien* est un concept, voire un paradigme. Il s'agirait d'un modèle de pensée alternatif qui permettrait de représenter la réalité à partir d'une perspective autochtone et « décoloniale », capable enfin de remettre en question le système racial-capitaliste. Pour d'autres, par contre, le *Vivir Bien* n'est rien de tout cela. Son ambiguïté sémantique et sa connotation idéologique bien trop forte ne confèrent pas au *Vivir Bien* un caractère assez objectif. Ce terme aurait été créé à un moment précis en vertu d'un contexte qui aurait favorisé sa diffusion, mais il ne peut pas être représentatif d'un véritable changement de l'ancien paradigme.

De plus, si l'on considère le *Vivir Bien* comme un paradigme, il faudrait comprendre s'il s'agit d'un « paradigme disciplinaire » ou d'un « paradigme théorique », comme Paye (2011, p. 20-23) l'explique bien, toujours en parlant de la gouvernance. Dans le premier cas, nous pourrions dire que le *Vivir Bien* s'inscrit dans

une perspective générale d'analyse du développement et de ses alternatives. Il serait, donc, un canevas apte à connecter entre eux le plus grand nombre d'enjeux possible. Dans le deuxième cas, concevoir le *Vivir Bien* comme une théorie élaborée par des fonctionnaires gouvernementaux ou issus d'organisations affiliées au gouvernement entraînerait le risque de dessiner un modèle *ad hoc* pour quelques pays latino-américains, ce qui restreindrait son étendue.

Il s'ajoute à cela une réflexion sur la « portée axiologiquement positive » (*Ibid.*, p. 19) de cette expression, puisqu'elle devrait être démontrée plutôt que d'être prise pour acquise. Force est de constater que, d'après ce qu'il ressort des interviews, « bien vivre » pour un Guarani, un Chimane ou un Moxeño, qui sont des peuples qui résident dans l'Orient bolivien, ne correspond pas forcément à ce que cela pourrait vouloir dire pour un Quechua ou un Aymara, dans la région andine. Il faudrait, donc, prouver que les initiatives adoptées en vue de s'approcher de l'idéal du *Vivir Bien* pourraient représenter un chemin commun pour tous.

Malgré toutes ses lacunes, le *Vivir Bien* a, en principe, le mérite de subvertir une certaine hiérarchie épistémologique. Selon cette nouvelle rationalité, le « culturel » devrait pénétrer le « politique » qui, en quelque sorte, se réaffirmerait sur l'« économique » et le redirigerait vers le « social », sans laisser de côté les questions environnementales et de la justice. Toutefois, les pratiques de certains acteurs démontrent que le chemin vers le *Vivir Bien* est encore très long. Serait-il, donc, une pure chimère? Tout compte fait, bien que les points faibles soient nombreux, rien ne nous empêche de le considérer comme « un stimulateur de recherche », comme Albó l'a défini lors de notre entretien. Dans la deuxième partie du chapitre, nous proposons une analyse multidimensionnelle du *Vivir Bien* dans la perspective gouvernementale, pour laisser la place aux critiques dans la troisième partie.

## 2.2 ENJEUX DE LA TRANSITION VERS UNE SOCIÉTÉ DU *VIVIR BIEN*

### 2.2.1 LA DIMENSION CULTURELLE DU *VIVIR BIEN*

L'apparition de David Choquehuanca<sup>19</sup> dans la vie politique du pays est un moment charnière pour l'essor du *Vivir Bien*. De fait, le *Vivir Bien*, tel que proposé par le courant indianiste au sein du MAS, bouscule la conception selon laquelle tout se rapporte à l'être humain. Il introduit, en revanche, une vision biocentrique de l'univers. La nature, dont les êtres humains font partie, gagne donc une position centrale, et ce grâce à la revalorisation du principe de complémentarité et à la notion d'équilibre entre les êtres de la communauté. La communauté s'imprègne, donc, d'une signification plus ample, qui va au-delà de ce qui est exclusivement humain. Le respect de l'autre et de tout ce qui nous entoure, ainsi que l'absence de discrimination, joue également un rôle déterminant dans ce nouveau scénario. L'harmonisation des affinités et des différences entre les êtres apparaît comme le trait d'union entre toutes les créatures de la Terre. Cela explique, entre autres, la nécessité de mettre les droits de la Terre-Mère en amont des droits humains (Bolivie : 25 postulats pour comprendre le "Vivre Bien", 2010).

Si le Cosmos obtient la primauté au sein de la conception du Chancelier et de ses partisans, cela n'exclut pas que l'être humain et ses activités demeurent incontournables. Le *Vivir Bien* inclut non seulement des activités humaines qui véhiculent une dimension transcendante, telles que « savoir manger », « savoir boire », « savoir danser », mais aussi des éléments tout à fait pragmatiques, qui

---

<sup>19</sup>Choquehuanca est Ministre des Affaires étrangères de Bolivie depuis 2006. Pour nous, il ne serait pas inapproprié de croire que sa charge a contribué à donner de la visibilité au *Vivir Bien* surtout à l'extérieur du pays, à travers la participation de la Bolivie à nombre de forums internationaux portant, plus ou moins directement, sur le sujet. Le Chancelier s'est présenté sur scène comme l'un des plus influents porte-voix du *Vivir Bien* et il a jeté les jalons de la nouvelle politique culturelle d'État.

dépassent la sphère fondamentalement spirituelle. Nous faisons référence, entre autres, à la réintroduction, au premier plan, de l'agriculture dans les activités de subsistance de la population (*Idem*, 2010).

Parallèlement, les idéologues aymaras du *Vivir Bien* abordent le sujet des ressources naturelles. Ils prônent la nationalisation des entreprises stratégiques, pour que tous les Boliviens puissent profiter de leur richesse ancestrale, grâce à un système équitable de redistribution, sans pour autant alimenter une spirale d'exploitation massive des ressources. Lors de notre entretien, Fernando Huanacuni a porté un intérêt remarquable à la question de l'extraction minière, affirmant que le pillage de l'État occidental colonial a été une plaie pour le pays et qu'il y a encore des fonctionnaires d'État, aujourd'hui, qui n'ont pas confiance en le mouvement autochtone et qui continuent à promouvoir l'accumulation du capital en dépit de la vie dans les communautés.

Par conséquent, les intellectuels du *Vivir Bien* sont clairs lorsqu'ils font la distinction entre la « vie en plénitude » et le « vivre mieux ». Ce dernier, propre à l'Occident et aux sociétés capitalistes, se base sur l'égoïsme, sur un bien-être individuel conquis au détriment des autres. Par contre, comme Huanacuni nous le dit, le *Vivir Bien* est la vie en harmonie avec la Terre. *Vivir Bien* signifie réapprendre à vivre comme les prédécesseurs, puisque ce principe émerge d'une conception de vie, du vécu des ancêtres.

À cela s'ajoute le projet de récupération de l'identité qui, selon ce qui a été déclaré par Huanacuni lors de notre entrevue, serait l'élément clef pour mettre en œuvre le *Vivir Bien*. Pour réaliser le *Vivir Bien*, les peuples autochtones doivent tout d'abord récupérer l'harmonie interne, ce qui équivaut à se réapproprier leur identité. Seulement à travers la réaffirmation identitaire, il sera possible de panser les blessures causées par l'oppression coloniale, qui a nié l'existence des peuples autochtones, les empêchant d'être eux-mêmes.



## 2.2.2 LE PROCESSUS POLITIQUE DU *VIVIR BIEN*

### 2.2.2.1 *Le Vivir Bien et le Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle*

À en entendre ce que Choquehuanca et ses collaborateurs ont déclaré à plusieurs occasions, le *Vivir Bien* constituerait une troisième voie en rupture avec le capitalisme et le socialisme. D'un côté, ils justifient leur thèse par le fait que le seul but du capitalisme est l'accumulation de la richesse, le gain et la création de la plus-value; de l'autre, par le fait que le socialisme est axé exclusivement sur la satisfaction des nécessités humaines. Les peuples originaires, par contre, revendiquent leur propension naturelle à la culture de la vie, ce qui dépasse les objectifs du socialisme. En outre, ils repoussent la gauche classique qui s'est toujours imposée à eux, sans jamais œuvrer pour leur libération du joug du système colonial (Choquehuanca, 2010, p. 2).

Néanmoins, le MAS est une entité composite et nombre de courants confluent au sein du parti. Ainsi, a été préconisée la possibilité de conjuguer le *Vivir Bien* au socialisme. Les fervents défenseurs de cette option expliquent qu'il serait impossible d'aspirer à une alternative au capitalisme sans entamer un processus de décolonisation préalable. Seulement si le parcours vers la décolonisation devient le présupposé fondamental du projet politique et de civilisation, le socialisme pourra enfin s'adresser aux autochtones et contribuer à un processus croisé de libération, qui intervient tant au niveau de la lutte de classe qu'à partir de la catégorie de race. L'articulation entre l'anticolonialisme, l'anticapitalisme et l'anti-impérialisme permettrait de s'affranchir du fossé civilisationnel de la Modernité et du capitalisme colonial, pour suivre le chemin du socialisme communautaire que vise le *Vivir Bien*. Ainsi, non seulement le *Vivir Bien* se configure comme horizon utopique, mais encore il doit être construit à partir d'actions concrètes qui sont expression d'une conception biocentrique de l'Univers (Prada Tejada, in Arkonada, 2012, pp. 159-165).



Cette fusion s'approfondit encore dans l'approche d'Estermann (2012, p. 530-532). À partir du « Vivir bien andin », comme expression de la désoccidentalisation de la pensée, se réaliserait le projet latino-américain d'un « socialisme démocratique », dont la dimension éthique le distinguerait du « socialisme d'État » soviétique, ou « socialisme réel ». La conscience que les ressources naturelles sont limitées conduirait à une gestion durable de ces dernières. Or, selon cette approche, l'être humain est un gardien des processus biophysiques et non pas un « producteur/consommateur ». Pour cette raison, la privatisation des ressources naturelles est inconcevable. Ainsi, l'écologie ne se définit pas que comme une question de protection de l'environnement, mais aussi comme un mode de vie. Qui plus est, tout le monde doit pouvoir bénéficier des biens de base (santé, éducation, habitation et nourriture). De fait, il est possible d'atteindre cet objectif non par le biais de l'accumulation de la richesse, mais à travers une redistribution des biens existants, à condition qu'il y ait une baisse générale de la production. Dans ce sens, le principe de la mutualité se substitue à celui de la compétition. L'idéal du « Vivir Bien andin » amènera au « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle », qui présuppose, donc, une profonde mutation : les relations de pouvoir seront complètement rétablies selon une perspective interculturelle, qui s'appuie sur un processus de décolonisation et de dépatriarcalisation.

#### *2.2.2.2 Le Vivir Bien dans la Constitution*

Le *Vivir Bien* a été intégré dans la nouvelle Constitution de 2009 par l'article 8 :

L'État adopte et promeut comme principes éthiques et moraux de la société plurielle : ama qhilla, ama llulla, ama suwa (ne sois pas faible, ne ment pas et ne vole pas), suma qamaña (vivre bien), ñandereko (vie harmonieuse), teko kavi (bonne vie), ivi maraei (terre sans malheur) et quapaj ñan (chemin ou vie noble).

L'État se fonde sur des valeurs d'unité, égalité, inclusion, dignité, liberté, solidarité, réciprocité, respect, complémentarité, harmonie, transparence, équilibre, égalité des chances, équité sociale et égalité homme-femme dans la participation, bien-être commun, responsabilité, justice sociale, distribution et redistribution des produits et des biens sociaux, pour vivre bien.

D'une perspective strictement constitutionnelle, le *Vivir Bien* peut être classé comme un principe, une valeur qui règle la reproduction de la vie et qui constitue le pilier moral de l'État quant aux relations humaines et à tout ce qui nous entoure (Vargas Riva, 2013, p. 131).

Cependant, lorsque nous avons interviewé Juan Carlos Pinto Quintanilla, le Directeur national du SIFDE, une transition du précepte moral au projet politique a émergé de son exposé. En effet, il nous a expliqué que, dans la Constitution, le *Vivir Bien* fait référence à l'horizon de récupération de l'utopie non réalisée des peuples autochtones. Donc, le *Vivir Bien* hérite des aspirations des peuples à être pris en compte dans le respect de leur diversité, afin de construire un pays plus égalitaire. Par conséquent, il ne s'agit pas que d'un enjeu autochtone : il se transforme, plutôt, en un projet plurinational.

Pinto Quintanilla a ajouté que, même si certains veulent limiter le *Vivir Bien* à un enjeu culturaliste, sa présence dans la Constitution est indiscutable et dévoile la volonté nationale de définir une nouvelle forme de repartager le pays et le monde. Il fait allusion, ici, à la nécessité de combattre l'injustice en termes de distribution des possibilités et des opportunités. À son avis, cette asymétrie découle d'un passé colonial dont le fossé entre les classes, la discrimination ethnique et l'exclusion sociale sont les expressions les plus manifestes. Il rebondit disant que ces facteurs ont compromis la cohabitation et le développement du pays. Pour cette raison, le discours de la « gauche classique » n'a pas été convaincant. Celle-ci s'est effondrée et la transformation propulsée par les autochtones a pris le dessus. Ainsi « leur utopie ne s'appelle ni socialisme ni communisme, elle s'appelle *Vivir Bien*, elle s'appelle démocratie interculturelle ».

### 2.2.3 LE *VIVIR BIEN* COMME CONQUÊTE SOCIALE ET EXPRESSION DES DROITS HUMAINS

En raison de ce qui précède, le *Vivir Bien* prévoit aussi un net changement des relations sociales. Cet aspect inclut l'aspiration à une plus grande justice sociale, ce qui déplace l'objet du débat sur les objectifs généraux de l'État et sur les droits humains fondamentaux.

Parmi les objectifs et les fonctions fondamentales de l'État (CPE, art. 9), on y trouve, entre autres, la construction d'une société juste et harmonieuse, grâce à une pleine justice sociale et à l'absence de discrimination et d'exploitation; la garantie de bien-être, développement, sécurité et dignité. Autrement dit, l'État doit assurer la protection des droits fondamentaux (CPE, art. 15-20) tels que le droit à la vie et à l'intégrité physique, psychologique et sexuelle; le droit à l'eau et à l'alimentation; le droit à l'éducation, à la santé et à des conditions de logement adéquates; le droit à l'accès aux services de base comme l'eau potable, les réseaux d'égouts, l'électricité, le gaz à la maison, les services postaux et les télécommunications.

En dénombrant l'une des dimensions du *Vivir Bien*, Andrés Uzeda, le Directeur de la Faculté de Sociologie de l'UMSS, nous a dit que « le *Vivir Bien* est une conquête sociale, parce que le nouveau gouvernement a promis de rendre leur dignité aux autochtones paysans qui ont été marginalisés ». À ce propos, il est intéressant de voir comment les membres des certaines confédérations proches du gouvernement ont répondu à la question que nous avons posée « que signifie pour vous le *Vivir Bien*? » :

Pour les *campesinos*, le *Vivir Bien* est un processus de transformation qui nous amène à améliorer notre qualité de vie. Dans les provinces, par exemple, nous avons reçu des habitations. Avant nous vivions tous dans une seule pièce et là-dedans on mangeait, on dormait. Maintenant, nous disposons de petites maisons où nous avons notre salle de bain, une cuisine, un petit salon et un dortoir. Mais nous atteindrons le *Vivir Bien* lorsque tout le monde pourra bénéficier de ces comforts et que tout le monde touchera plus ou moins le même salaire. (Benedicto Jaliri, CSUTCB, novembre 2013)

Tous les nations et peuples originaires autochtones doivent bien vivre en harmonie. Pour y arriver, il est nécessaire que l'État renforce certaines politiques, par exemple concernant la sécurité alimentaire. *Vivir Bien* ne veut pas dire vivre en harmonie sans nourriture! (Larico Javier Quispe, CSUTCB, entrevue novembre 2013)

Pour moi, *Vivir Bien* signifie avoir tout ce dont on pourrait avoir besoin: santé, éducation, un bon travail. Bref, le *Vivir Bien* signifie avoir tout à portée de main. (Judith Gonzales, CNMCIOB "BS", entrevue novembre 2013)

Pour assurer le *Vivir Bien*, le gouvernement doit, donc, accomplir des objectifs politiques en visant la construction d'une société solidaire. Celle-ci doit être régie par des institutions qui mettent en avant la protection de la vie. Par conséquent, ce projet ne peut se réaliser qu'à travers le respect des droits fondamentaux cités ci-dessus (Acosta, 2010, p.26). Ainsi, pour certains défenseurs des droits humains, le *Vivir Bien* aurait le potentiel de transformer les institutions sociales et politiques. Ce changement rendrait possible la mise en place d'une panoplie de politiques axées sur les valeurs véhiculées par le *Vivir Bien*. En plus, cette transition favoriserait une attitude plus éthique de la part des acteurs sociaux. De fait, le *Vivir Bien* deviendrait le paradigme des politiques visant un véritable changement socioculturel (Guendel, in Farah et Tejerina, 2013, p. 205-206).

En conclusion, le *Vivir Bien* se dessine comme le trait d'union entre la vision fonctionnaliste de la nouvelle *intelligentsia* bolivienne et la perspective autochtone. De ce fait, le *Vivir Bien* permettrait un dialogue interculturel entre ces deux positionnements (*Ibid.*, p. 204). Bref, d'un côté, le rapprochement est manifeste aux idées de développement durable et à taille humaine, qui s'inscrivent dans une logique tout à fait moderne, qui se veut néanmoins plus respectueuse de l'être humain et de la nature. De l'autre, le *Vivir Bien* prend la forme d'une proposition morale (*Ibid.*, p. 192 et 197).

#### 2.2.4 SUR LE CHEMIN DU *VIVIR BIEN* : UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE

La proposition du *Vivir Bien* comme projet de civilisation entraîne aussi de profonds changements au niveau économique. Le nouveau modèle économique de l'État plurinational se définit selon trois attributs (Pacheco Balanza in Arkonada, 2012, p. 109-113) : le changement de la matrice productive, le contrôle intégral des processus écosystémiques, la construction d'une économie plurielle.

En gros, il s'agit du concept de « capitalisme andin-amazonien », élaboré par Álvaro Garcia Linera. À son avis, il faut stimuler un mécanisme immédiat qui peut guider la transition vers un modèle post-capitaliste. À l'encontre d'une certaine tendance au sein du MAS, le vice-président est sceptique quant à l'application instantanée du socialisme. En effet, tant le prolétariat que les forces communautaires urbaines et rurales sont aujourd'hui extrêmement affaiblis. Il faut, donc, assurer le renforcement de ces couches sociales à travers l'administration stratégique des ressources ayant une valeur pécuniaire élevée. Une correcte gestion de ces dernières permettrait à l'État de satisfaire les nécessités de base des groupes sociaux les moins favorisés. Il s'agit, en bref, d'une redistribution des richesses provenant de la rente de l'exploitation des ressources naturelles, nationalisées depuis 2006. Il en découle que la Bolivie demeure un État extractiviste. Il n'en est pas moins vrai que l'État envisage un changement de matrice productive et économique du pays, et ce à travers l'industrialisation des matières premières. Ainsi, la Bolivie pourrait s'émanciper de son rôle de pourvoyeur de ressources naturelles, allégeant le fardeau d'une économie depuis toujours dépendante de l'exportation de matières premières. L'enrichissement des réseaux communautaires, recomposés en structures familiales, rendrait prospères des formes d'économie non capitaliste. Dans le temps, cela consentirait à ces structures sociales de se muer en forces post-capitalistes et passer, donc, à un nouveau modèle (2006, *Le Monde Diplomatique*; Svampa et Stefanoni, 2009, p 152, 153).

Autrement dit, l'objectif est de construire une économie plurielle (art. 306 de la CPE), à savoir une économique mixte qui intègre trois secteurs agrégés : l'économie entrepreneuriale privée, l'économie publique étatique et l'économie populaire. L'économie entrepreneuriale privée suit totalement le régime capitaliste, dans le sens où elle s'inscrit dans une logique d'accumulation du capital qui est un but en soi. L'économie publique étatique inclut toutes les unités administratives qui composent l'État, y compris les entreprises publiques et les institutions qui pourvoient des services publics. L'État garantit, donc, le bien commun et, en même temps, dirige le processus de croissance nationale; il détient et consolide le pouvoir; il assure la gouvernabilité du pays (Corraggio dans Farah et Tejerina, 2013, p. 221-222).

Mais où se situe le patrimoine ancestral dans le cadre de ce modèle? Selon le MAS, il se situe dans la récupération de la dimension communautaire de l'économie. L'économie communautaire<sup>20</sup> jouerait un rôle décisif dans la mise en œuvre du nouveau modèle économique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle représente le premier secteur d'occupation dans les zones urbaines et rurales. Ensuite, elle est la plus grande source de biens de première nécessité. Enfin, elle favorise le petit commerce et offre des services de nature variée (Gosalvez in Arkonada, 2012, p. 176).

En définitive, selon Arkonada (2012, p. 208), il serait souhaitable de maintenir la coexistence entre d'une part une logique « moyen-fin », typique du marché, et d'autre part une rationalité de reproduction de la vie, qui est une prérogative de l'économie communautaire. La production des biens qui servent à combler les nécessités de base

---

<sup>20</sup> Selon Gosalvez (dans Arkonada, 2012, p. 177-178), au moins trois formes de communautés existent en Bolivie. Premièrement, l'*ayllu*, typique de la zone d'Oruro et Potosí, mais aussi de Cochabamba et La Paz. Il se base, entre autres, sur la possession commune de la terre et sur un système de travail collectif et gratuit. Deuxièmement, les communautés qui conjuguent à la fois propriété privée et espaces de propriété collective. Les terres sont redistribuées par secteurs (*aynoka*) ou par famille. Troisièmement, les unités de production familiale-*campesina*, où le terrain appartient à la famille, bien que l'organisation soit collective en ce qui concerne le commerce ou la participation politique et sociale. Par contre, l'auteur ne dit rien sur l'organisation des peuples dans l'Orient bolivien.



(les biens alimentaires, par exemple), pourrait se faire dans le cadre de l'économie communautaire. Au contraire, tout ce qui est des matières premières (pétrole, gaz, lithium) resterait dépendant du marché, puisque l'État ne peut pas renoncer à l'excédent.

De cette manière, la Bolivie mettrait en place une transition d'un modèle néolibéral, centré sur le marché, à un modèle fondamentalement social, où l'État serait le garant de la signification sociale de l'économie et s'appuierait sur le consensus des confédérations. La civilisation moderne-capitaliste serait dépassée pour laisser la place à la civilisation du *Vivir Bien*, fondée sur la décolonisation de la pensée, l'équilibre entre la Terre Mère et la communauté, la nature et l'être humain au-dessus de l'économie (Gosalvez in Arkonada, 2012, p. 188-191).

#### 2.2.5 LE PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT ET LA QUESTION ENVIRONNEMENTALE

La question du développement du pays demeure cruciale. Il est donc nécessaire de voir en quels termes le *Vivir Bien* est repensé au sein du Plan national de développement, intitulé *Plan Nacional de Desarrollo: Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien (2006-2011)*.

L'apport de l'économiste Rolando Morales nous a aidés à systématiser notre analyse. Pour lui, les grandes lignes du *Vivir Bien* qu'il est possible de tracer à partir de la lecture du plan de développement sont les suivantes :

- a) L'idée de croissance économique et de redistribution des recettes
- b) L'idée de développement économique, qui diffère de la croissance. Le développement économique se réfère plutôt au capital humain, à l'éducation, à la santé, aux services de base, à la technologie
- c) L'enjeu identitaire et culturel ainsi que le rapport harmonieux avec la nature.

- d) Certains concepts de la théorie des capacités d'Amartya Sen, comme l'idée selon laquelle la liberté ne consiste pas juste à avoir ou ne pas avoir des possibilités, mais aussi à être capable de profiter de ces opportunités.

En effet, dans le Plan, le *Vivir Bien* véhicule la demande d'un développement à visage humain, où la diversité culturelle est synonyme de responsabilité et d'obligation sociale dans la gestion publique. Le développement s'inscrit, donc, dans un processus décisionnel collectif et pluriel, où la société devient un sujet actif. Se dessine par conséquent un processus de participation, délibération et émancipation, qui requiert une compréhension holistique de la réalité. Ainsi, le *Vivir Bien* signifie profiter des biens matériels en tenant compte d'une sphère de réalisation intellectuelle et spirituelle, grâce à un lien d'harmonie avec la nature et la communauté des êtres humains. C'est pour cette raison que la nouvelle politique propose une lecture du développement à partir du concept de « rencontre » et de « contribution horizontale » (PND, 2006, p. 8-9; 12) et correspond à un schéma de développement et démocratisation intégral, plurinational et varié.

D'entrée de jeu, cette définition amène à relativiser les indicateurs traditionnels, tels que le PIB global, le PIB par habitant, le niveau d'investissements et le taux d'inflation. Ceux-ci sont accompagnés d'une série d'autres vecteurs, plutôt qualitatifs, qui correspondent à un ensemble de « satisfacteurs » d'ordre matériel et spirituel (*Ibid*, p. 36). Cependant, la croissance économique reste un objectif primordial pour le pays. Ainsi, le pilier du nouveau projet national continue d'être l'exploitation hydrocarburifère. S'il est vrai que, au point de vue « décolonial », l'exploitation des ressources premières dans le passé est vue comme l'expression du pillage colonial néolibéral, à partir de 2006, la rébellion des opprimés a permis le renversement de l'ancien régime, créant une nouvelle opportunité de développement.

Grosso modo, le Plan national de développement se base sur quatre stratégies, qui sont à la base de la construction de l'État plurinational, un État décolonisé, communautaire et libre du joug du néolibéralisme. *Bolivia digne* est la stratégie sociocommunautaire par laquelle le pays est censé éradiquer la pauvreté et l'inégalité, surtout à travers la redistribution des opportunités et de la richesse. *Bolivia productive* est le programme économique qui donnerait un élan important au processus de changement, puisqu'il permettrait la diversification de la matrice productive, générant l'excédent, plus de revenus et d'emplois. Ensuite, avec la stratégie *Bolivia démocratique*, le peuple serait chargé d'exercer le pouvoir social et communautaire et serait coresponsable du développement du pays. Enfin, *Bolivia souveraine* permettrait au pays d'acquérir un nouveau poids sur l'échiquier international, sans pour autant renoncer à sa souveraineté et à son identité nationale (*Ibid.*, p. 25-26).

Dans ce dédale de propositions, il faut intégrer la question environnementale. Comment stimuler la productivité du pays sans dégrader irrémédiablement l'environnement? La protection de l'environnement est définie dans le Plan comme un enjeu transversal qui touche les nombreux sujets soulevés (*Ibid.*, p. 27). Pourtant, la présentation de la politique de gestion environnementale reste vague. Elle se limite à énoncer un principe général, à savoir l'instauration d'un équilibre entre la nécessité de se développer et le besoin de préserver la nature. Le moyen pour atteindre ce point d'équilibre serait le renforcement des compétences de l'État (*Ibid.*, p. 107-108).

Ceci dit, ce n'est que dans la partie relative aux ressources forestières que les propos apparaissent plus clairs. Ici est explicitée la nécessité d'instaurer des systèmes de gestion intégrée de la terre et des forêts, pour récupérer et revaloriser le patrimoine naturel, par le biais des savoirs ancestraux et des pratiques traditionnelles. Cette approche permettrait l'application de stratégies de protection et de développement durable, à l'aide de nouvelles pratiques agroécologiques. La promotion d'une gestion collective des zones forestières, ainsi que de leurs produits, serait primordiale pour la

transformation productive du secteur forestier, à partir de l'action des groupes locaux. Cela donnerait lieu à la création d'un système de gestion collective, productive, équitable et soutenable. De ce fait, l'ajustement du régime forestier à la participation des communautés paysannes, autochtones et originaires dans la gestion des ressources forestières mettrait un frein à l'exploitation et au trafic illégal des ressources du bois. Qui plus est, il faudrait reverdir les terrains agricoles boisés, afin de rendre à nouveau fertile le sol. Cela permettrait de résoudre les problèmes d'érosion et de dégradation du territoire, des facteurs qui ont causé, au fil du temps, une baisse du niveau de la productivité et de recettes et ont provoqué le déplacement forcé d'une partie de la population (*Ibid.*, p. 128-130).

En outre, l'État bolivien reconnaît l'importance stratégique de la protection de la biodiversité, qui entraîne le maintien de la diversité culturelle, économique et sociale. De ce fait, l'État doit jouer un rôle substantiel dans la préservation de la diversité biologique à travers des politiques de conservation et la mise en place d'un système intégral d'information concernant la protection et l'usage de la diversité biologique (*Ibid.*, p. 130-131). Un autre aspect non négligeable, c'est la gestion des risques. Dans les plans de développement, le volet environnemental et l'étude des risques sont dorénavant obligatoires. Tout cela implique aussi la prise de conscience et la sensibilisation de la population, qui devront contribuer au renforcement des capacités de l'État en termes de gestion et aménagement du territoire. Généralement, le but est de réduire la mise en œuvre de projets potentiellement dangereux ou le déroulement d'activités nocives qui prévoient, par exemple, l'usage de substances toxiques ou chimiques (*Ibid.*, p. 133-134). Cependant, le cas du TIPNIS démontre que la mise en œuvre de ces propositions demeure fort problématique.

## 2.3 LES DILEMMES DE LA « PHASE DE TRANSITION »

### 2.3.1 QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA CRITIQUE À LA MODERNITÉ

Il nous semble pertinent de commencer notre analyse avec une critique soulevée par certains auteurs (par exemple Ruiz Arrieta, 2010) concernant l'idéalisation de la communauté comme archétype du *Vivir Bien*. En effet, dans le *Vivir Bien*, la communauté apparaît comme le dernier rempart contre le capitalisme. Cette caractérisation serait déterminée par son mode de reproduction sociale. Selon la vision proposée par le gouvernement, la communauté ne serait pas touchée par la logique du mercantilisme. Au contraire, la communauté se distinguerait, entre autres, pour son coopérativisme, pour des relations sociales horizontales, voire de réciprocité, pour la prédilection du consensus au niveau des décisions politiques dans les assemblées et pour la rotation des charges.

Pourtant, cette vision, risque d'être réductive, voire essentialiste. Elle peut même aller au détriment des communautés pour plusieurs raisons. En effet, cette interprétation limite la portée des communautés à des entités anticapitalistes, qui auraient survécu au marché et à la Modernité par inertie. Aucune mention n'est faite de la résistance active dont les communautés ont fait preuve au fil des époques. Ainsi, elles seraient complètement aliénées du contexte. Cette vision fait d'elles l'objet d'une abstraction qui les pétrifie dans une dimension anhistorique. Par conséquent, la réalité est déformée. Dans le cadre du *Vivir Bien*, rien n'est dit sur les stratégies déployées par les communautés afin de s'intégrer au marché (*Idem*, p. 757). De même, les relations de pouvoir semblent s'effriter au sein des communautés (*Idem*, p. 758). Il en résulte une description simpliste et stéréotypée de la communauté. Voilà la raison pour laquelle

Il faut aller au-delà de l'idée classique selon laquelle l'« autochtone » représente une entité stationnaire, comme quelque chose qui se reproduit sans changements. Ce n'est pas vrai que les autochtones appartiennent à la fixité. [...] Il y a un grand débat sur l'expression *Suma Qamaña*. Le *qamiri* est le sujet, où est

contenue l'idée de richesse. Donc, on pourrait le traduire comme « le riche » : *qamiris aymaras*, « les aymaras riches ». De fait, dans le langage des communautés aymaras, il existait l'idée de richesse. Ils concevaient aussi des modes pour produire cette richesse. [...] On parle d'austérité, de frugalité. Bon, peut-être... mais ces idées n'appartiennent pas à l'imaginaire ou aux valeurs des communautés. Elles sont plutôt liées aux limitations matérielles, à l'impossibilité d'agir autrement, mais elles n'ont rien à voir avec les désirs des gens (Ivonne Farah, UMSA, entrevue novembre 2013).

Et encore, aucune référence n'est faite aux études ethnographiques sur les sociétés andines avant l'arrivée des Espagnols et pendant la colonisation. Toujours Ivonne Farah nous a parlé des travaux de Silvia Rivera Cusicanqui<sup>21</sup> :

Elle a fait une étude sur la production de coca dans les Yungas, avant et après la colonisation. L'analyse dévoile l'énorme circuit organisé autour du commerce de la feuille de coca, qui intéressait le Sud du Pérou, le Nord argentin et la région tropicale du département de La Paz et des Yungas. [...] Ainsi, Silvia Rivera a lancé l'idée d'une Modernité alternative, une Modernité autochtone qui démystifie la pensée selon laquelle les autochtones seraient naturellement incompatibles avec la Modernité, le marché. Enfin, elle voulait quand même faire ressortir qu'il s'agissait d'une Modernité différente par rapport à celle du système capitaliste, occidental.

Compte tenu de ce qui précède, nous pourrions penser que le *Vivir Bien* serait un cas de « tradition inventée », comme certains auteurs l'ont confirmé (Viola Recasens, 2014, p. 64). Hobsbawm (2012, p. 28-30) définit les traditions inventées comme un ensemble de rites et de symboles, fondés sur des règles communément acceptées, qui véhiculent des valeurs et des normes à inculquer par le biais d'une répétition forcée. Leur but est d'instituer une continuité vraisemblable avec le passé. Cependant, cette référence au passé est fictive. Elle sert plutôt à donner des réponses à des situations inédites.

D'aucuns pourraient s'opposer à cette lecture, puisque plus haut nous avons glissé l'idée que le *Vivir Bien* pourrait être le fruit de la mystification des

---

<sup>21</sup> Farah a mis un accent particulier sur l'œuvre «Las fronteras de la coca: epistemologías coloniales y circuitos alternativos de la hoja de coca: el caso de la frontera boliviano-argentina».



communautés autochtones et, d'une certaine manière, de leur passé. Autrement dit, nous avons exprimé la nécessité de décoder les communautés d'auparavant à partir d'une posture moins naïve qui permettrait d'accéder à leur passé sans les banaliser. Or, cette pensée ne contredit pas Hobsbawm. En effet, l'auteur (2012, p. 33) écrit que

[...] beaucoup d'institutions politiques, de mouvements idéologiques et de groupes étaient tellement sans précédents que même la continuité historique a dû être inventée, en créant par exemple un passé ancien au-delà de la continuité historique effective, soit par semi-fiction, soit par contrefaçon.

Nous ne voulons pas tirer de conclusions hâtives sur la nature du *Vivir Bien*. Par contre, notre objectif est de problématiser le rapport entre le *Vivir Bien* et la Modernité. Trop souvent le renvoi à l'« ancestral » donne matière à une série de rituels officiels ainsi qu'à une terminologie excessive qui semblent vouloir combler le vide laissé par un changement politique brutal. La façon la plus adéquate de démonter cette critique serait de poursuivre les recherches relatives au mode de vie actuel des communautés paysannes et autochtones. De cette manière, il serait possible de tester la véracité des éléments auxquels le *Vivir Bien* fait appel.

### 2.3.2 *VIVIR BIEN* POUR TOUS ET TOUS POUR LE *VIVIR BIEN*? À PROPOS DES DÉFIS SOCIOCULTURELS

Dans la première partie du chapitre, nous avons précisé que le *Suma Qamaña*, dont la traduction est *Vivir Bien*, tire son origine de la culture aymara. Il appartient, donc, au monde andin. Toutefois, il n'est pas le seul principe à être reconnu dans la Constitution. Une constellation de peuples divers se trouve dans l'Orient du pays. Ils suivent leurs propres principes et essayent de vivre selon leurs us et coutumes. Malgré cela et bien qu'il soit issu d'une dimension socioculturelle particulière, le *Suma Qamaña* fait l'objet, aujourd'hui, d'un usage généralisé. Quoiqu'on puisse retracer une matrice commune entre les cosmovisions, il existe des différences assez marquées entre les peuples. Remettons-les en perspective.

Chez les peuples autochtones de l'Orient bolivien, la notion de *Vivir Bien* n'a pas beaucoup de sens, parce qu'il s'agit d'une formulation aymara et quechua. Pour les Guaranís, les Yuracarés et les Yuquis, il existe une notion de «Vivir Bien», qui est à eux, à travers laquelle ils défendent leurs valeurs, leurs modes de vie et leurs ressources. Par conséquent, il serait forcé de le faire correspondre à la notion aymara ou quechua. Les peuples autochtones de la région amazonienne voient dans le *Vivir Bien* une traduction partielle de leurs valeurs. Ce n'est pas quelque chose d'authentique qu'eux-mêmes ont inventé. C'est comme si tu demandes à un Français de t'expliquer la signification de «Dolce Vita». Il peut comprendre le principe général et il peut essayer de l'adapter à son imaginaire, mais il te dira que c'est une conception italienne de comment vivre la vie (Andrés Uzeda, UMSS, octobre 2013)

Ou encore :

Les gens du TIPNIS ne ressentent pas un sentiment d'appartenance avec le *Suma Qamaña* ou *Suma Kawsay*. Pour eux, c'est un terme occidental, andin. Les gens du Chaco, par exemple, ont le *ñandereko*, la *vie en harmonie* (Hugo Flores, CONAMAQ, novembre 2013).

Et ensuite :

Je pense que tous les peuples autochtones de Bolivie peuvent partager le principe du respect de la nature, du vivre ensemble. Cependant, la *Loma Santa* [la sainte colline], qui est un concept issu du mélange entre la culture originaire des peuples autochtones de l'Orient et l'influence de la religion catholique à travers les missions, n'équivaut pas au *Vivir Bien*. Il s'agit d'un endroit où il n'y a pas d'oppression, pas de propriétaires terriens, pas de patrons, tout le monde est libre. C'est ça pour eux le bien vivre. *Loma Santa* est une expression suprême, où il n'y a pas le mal, où l'on peut rencontrer Dieu. Elle existe et il faut la chercher (Wilfredo Plata Quispe, Fundación TIERRA, novembre 2013).

C'est surtout sur la *Loma Santa* ou l'*Yvy Maray*, que nos interlocuteurs ont insisté.

Lorsque les Carayanas [les blancs] sont arrivés, nos prédécesseurs s'enfuyaient, se sauvaient vers un lieu où nous tous pensions que nous aurions pu vivre en paix. C'est comme ça que dans l'actuel département du Beni, la *Loma Santa* a vu le jour. Les Guaranis parlent de *Yvy Maray*, la terre sans mal, la terre promise. Nous pensons qu'il y a un endroit saint, parfait, où nous pouvons vivre en paix. Tout peuple possède cette idée. Pour nous, c'est de là que le *Vivir Bien* tire son origine. Ce n'est pas un terme scientifique. C'est une expression culturelle qui n'a rien à voir avec l'idée du *Vivir Bien* en circulation aujourd'hui (Pedro Nuni, leader TIPNIS, novembre 2013).

Ces informations ont éveillé notre intérêt, car, derrière la *Loma Santa* ou l'*Yvy Maray*<sup>22</sup>, se cache une mosaïque de peuples et des cultures qui ont inventé des mythes et consolidé des croyances. Chez les Mojeños, la *Loma Santa* correspond à la réappropriation de leur identité, à la possibilité de vivre une vie selon leurs propres valeurs, normes et traditions, à l'écoute de leurs besoins et en harmonie avec leur vision du monde. C'est, en d'autres termes, l'émancipation de la société blanche-métisse (Lehm, cité dans Salgado Moreno, 2010, p. 141).

Il y a, donc, un choc entre la vision énoncée par les philosophes et penseurs aymara et la vision que nous retrouvons chez les peuples des basses-terres. Dans le premier cas, nous sommes en présence d'un système de pensée articulé, qui se nourrit des échos d'un passé lointain, voire partiellement inventé. Le *Vivir Bien* prend forme *a posteriori*, de manière presque programmatique. Au contraire, dans les régions amazoniennes, la réception de cette notion est très limitée. Les leaders autochtones de basses-terres que nous avons interrogés ne ressentent pas un véritable lien d'appartenance avec cette notion, jusqu'au point où certains d'entre eux ne la reconnaissent même pas. Il ressort, par contre, que chez les peuples des basses-terres c'est le territoire qui est au cœur de leur imaginaire collectif. Le territoire est un espace non seulement géographique, mais aussi une dimension à la fois humaine et sacrée, où vivre en syntonie avec leur propre culture. Il correspond à leur idéal de vie en plénitude (Salgado Moreno, 2010, p. 141).

En conclusion, les termes du débat ne se rejoignent pas. Comme nous l'avons vu plus haut, selon Huanacuni, la réalisation du *Vivir Bien* passe par la réappropriation de l'identité. De là, la nécessité de récupérer le patrimoine ancestral et de décoloniser la pensée et l'être. Au contraire, chez les peuples amazoniens, l'idéal de la bonne vie

---

<sup>22</sup> Nous nous concentrerons, ici, sur la *Loma Santa*, puisqu'il s'agit de la croyance propre au territoire que nous prendrons en examen dans le prochain chapitre, consacré à notre étude de cas. Cependant, il suffit de dire que *Yvy Maray*, la *Terre sans Mal*, se réfère tant au paradis qu'à une terre concrète, un paradis terrestre qu'on peut trouver grâce aux rituels, au jeûne et aux migrations guidées par les chamans.

est centré sur le territoire, dimension qui inclut l'affirmation identitaire. Il y a eu, donc, un enchevêtrement de visions sur le *Vivir Bien*.

Arrivés à ce point de notre analyse, nous tenons à faire une précision. Nous n'insinuons pas qu'il existe une fracture irrémédiable entre l'Orient et l'Occident bolivien. Il serait trop simpliste de raisonner dans cette optique binaire. Il ne faut pas non plus conclure que la conflictualité entre les départements n'est que le fruit d'un choc d'identités apparemment incompatibles. Notre objectif, par contre, est de faire ressortir les points de tensions entre les différentes interprétations ou perceptions du *Vivir Bien* pour qu'un vrai dialogue interculturel s'instaure.

### 2.3.3 ASSISTE-T-ON AU DÉTOURNEMENT POLITIQUE DU *VIVIR BIEN*?

Certaines affirmations des interviewés témoignent de la nécessité de débattre d'un possible détournement politique du *Vivir Bien*. Analysons quelques passages.

Au fil du temps, le courant de Choquehuanca a perdu son caractère revendicatif. Par conséquent, tous les symboles (la whipala, les noms des héros) et le *Vivir Bien* ont perdu leur connotation contestataire. Je veux dire... aujourd'hui on voit le nom de Túpac Katari<sup>23</sup> partout, même sur le satellite! Ainsi, ces symboles ont été absorbés de façon pragmatique par le gouvernement, afin de justifier des actions qui s'inscrivent dans la continuité des pratiques précédentes (Freddy Villagomez, CIPCA La Paz, novembre 2013)

Et il ajoute :

Le sens du *Vivir Bien* a été détourné par le gouvernement. À la base, le *Vivir Bien* était une utopie. Il se configurait, à l'origine, comme un horizon politique. Pourtant, aujourd'hui, le gouvernement laisse entendre que le *Vivir Bien* est maintenant, qu'il peut être réalisé par le biais des projets actuellement en cours. Cependant, ces derniers n'ont rien de différent par rapport aux pratiques de développement de l'ère néolibérale, fondées sur l'extractivisme.

---

<sup>23</sup> Héro de la rébellion autochtone de 1781, il a été l'un des leaders de ce soulèvement au nom de l'émancipation indigène contre le ségrégationnisme de la colonie espagnole. Sa femme, Bartolina Sisa, et sa sœur, Gregoria Apaza, ont fidèlement lutté à ses côtés jusqu'à la mort.

Selon Wilfredo Plata Quispe, de la Fondation TIERRA, le *Vivir Bien* est devenu une notion tellement large qu'elle a été vidée de sa signification. De fait, le *Vivir Bien* serait devenu juste un slogan. Sur ce point, les avis de plusieurs acteurs se rejoignent. Il s'agit, donc, d'une opinion diffuse, qui est parfois véhiculée par des commentaires plus durs.

Le *Vivir Bien* est un slogan qui sert à confondre la communauté internationale et ceux qui ont lutté, au niveau national, pour mettre en marche le processus de changement (Marcial Fabricano, ex-leader CIDOB, novembre 2013).

Le *Vivir Bien* est un concept totalement idéologique. «Para Vivir bien» [Pour bien vivre], «nuestro Vivir Bien» [notre bien-être] sont juste des phrases. Les affirmations du gouvernement demeurent un discours. Le *Vivir Bien* a été surtout une consigne électorale, un slogan pour gagner les élections (Manuel De la Fuente, CESU-UMSS, novembre 2013)

Parmi nos interlocuteurs, Pablo Regalski de l'organisation CENDA se fait porteur de la pensée, si l'on veut, la plus radicale.

Depuis son apparition, le *Vivir Bien* est une idéologie d'État, introduite à partir de l'influence de Choquehuanca dans le MAS, qui déforme le mode de vie des communautés. Le *Vivir Bien* n'a pas une base autochtone. Il s'est enraciné dans la nouvelle direction autochtone et *campesina*, puisque cette idéologie servait à justifier des actions inconcevables perpétrées par la nouvelle élite, afin de détruire le mode de vie actuel des communautés autochtones. Le *Vivir Bien* est une invention fantastique!

En définitive, exception faite de cette dernière lecture, nombre de ces déclarations semblent converger vers l'idée que le processus de changement promu par Evo Morales et le MAS aurait été dénaturé et modifié par le gouvernement même. La déviation par rapport aux promesses initiales démontrerait la trahison des demandes des mouvements sociaux. Bien trop d'emphase a été mise sur le *Vivir Bien*, étouffé par une superstructure discursive qui se nourrit de serments démagogiques (Ybarnegaray Ortiz, 2011, p.106, 107).

Dernier point, mais non pas le moins important, il faut mentionner la problématisation du *Vivir Bien* comme expression du Socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Il



faut dire qu'une partie de la doctrine voit dans la restauration de l'idéal socialiste une contradiction avec la critique de la Modernité, dont le *Vivir Bien* se fait porteur. En effet, si le *Vivir Bien* est interprété comme l'expression autochtone du socialisme, il resterait dépendant d'une vision matérialiste du monde. Il s'inscrirait toujours dans une logique moderne, de même que le capitalisme. Par conséquent, il ne serait pas une véritable alternative au développement, mais juste une forme alternative de développement (Gudynas, cité dans Houart, 2011, p.5).

Ce genre de critique sur l'adaptation du *Vivir Bien* au socialisme remet en question la stratégie de fusion proposée par le gouvernement. Ainsi, il faut se demander en quoi consiste, dans le fond, le projet politique du *Vivir Bien*. S'agit-il d'une troisième voie, indépendante et autonome, ou le *Vivir Bien* est-il destiné à confluer dans de vieilles utopies? Les interprétations concernant la nature du processus politique sont hétérogènes. En bref, l'influence mutuelle entre le *Vivir Bien* et le socialisme crée une certaine ambiguïté et laisse planer le même doute que nous avons exprimé lors de la première partie de ce chapitre. Assistons-nous à la naissance d'un nouveau paradigme ou s'agit-il simplement d'un nouveau terme pour une vieille réalité?

#### 2.3.4 LA CRITIQUE SUR LA PORTÉE SOCIALE DU *VIVIR BIEN*

Quant à la portée sociale du *Vivir Bien*, plusieurs points méritent d'être soulevés. Comme nous l'avons vu, l'État a canalisé son attention sur la protection de droits humains. Pour la plupart, cela s'est traduit dans la tentative de fournir l'accès aux services de base à l'ensemble de la population.

Or, il y a d'autres acteurs qui se battent pour la même cause. Nous nous référons, par exemple, au grand nombre d'organisations et associations de défense des droits



humains, dont certaines ont collaboré avec des organisations à matrice catholique, dans des cas de violation de ces droits, comme dans l'affaire du TIPNIS.

Selon la perspective catholique, le *Vivir Bien* est étroitement lié à la notion de justice sociale et à la possibilité de vivre dans la dignité. Il présuppose, donc, l'accès aux services de base, l'absence de discrimination, l'harmonie avec la nature, des standards économiques soutenables, des initiatives en matière de soin et de protection de la famille pour que, par exemple, les parents aient plus de temps à consacrer à leurs enfants (Giovan Colque, CARITAS, novembre 2013).

Cependant, ces groupes n'ont pas été recrutés par le gouvernement. Au contraire, ils se sont mobilisés dans l'opposition. Une mésentente demeure, donc, entre ces acteurs. Comment expliquer ce désaccord? Pour Père Crispin Borda

Le processus de changement se situe dans une dimension utopique. Il demeure un discours. Les allocations en sont un exemple. C'est combien le montant? Une misère. Les allocations *Juancito Pinto* doivent être d'environ 200 BOB<sup>24</sup>. Pour être un véritable processus de changement, cet argent-là devrait être investi dans l'aménagement de bibliothèques, dans l'encouragement à l'éducation et dans la lutte au décrochage scolaire, dans la diffusion de l'internet. À quoi ça sert de donner des cadeaux en argent s'il n'y a pas un système d'éducation efficace? Il n'y en a pas! (octobre 2013)

Il n'est pas question ici de comprendre les raisons de cette rupture entre l'Église catholique et l'État. Toutefois, selon les détracteurs du gouvernement Morales, l'idéologie du MAS amène à considérer les institutions, telles que l'Église ou l'école, comme des moyens pour contrôler les esprits. Cette conviction s'inscrirait dans la pensée selon laquelle les institutions sont des instruments visant la réalisation d'idées et d'intérêts précis. Pour cela, la nouvelle intelligentsia « masiste » a la responsabilité de créer de nouvelles institutions (Molina, 2008, p.177).

Ceci dit, nous ne pouvons pas nier qu'à entendre parler le Père sur le *Vivir Bien*, la matrice discursive diffère sensiblement. En effet, son interprétation est nuancée par une connotation catholique qui n'est pas présente dans le discours original.

---

<sup>24</sup> 200 BOB est l'équivalent de 31,42 CAD \$ (taux de change : 27 mai 2014)

- Celui qui a enseigné à vivre bien à partir des valeurs de fraternité, solidarité, miséricorde et amour est Jésus Christ. [...] Dans cette perspective, le *Vivir Bien* devrait être pour tout le monde et non pas seulement pour un parti politique. La démocratie s'est transformée en partitocratie, ce qui engendre favoritisme et corruption. L'opposition, par contre, subit constamment des attaques et des persécutions. Cela génère la peur. C'est ça le *Vivir Bien* aujourd'hui! Au départ, le *Vivir Bien* était un idéal, un objectif solide qui mettait en valeur la réciprocité, la fraternité et la solidarité. C'était un rêve très grand. Cela impliquait la vie en harmonie entre les êtres humains, mais aussi avec la nature. Plusieurs projets ont surgi de cette idée, mais elle n'est déjà plus en vogue.

Toujours parlant de mesures sociales, une autre critique émerge assez clairement de la littérature et des interviews. En effet, les allocations octroyées aux secteurs les plus démunis de la société comportent certains écueils. Tout d'abord, les allocations proviennent des recettes de l'exportation des matières premières. Cela a été rendu possible grâce aux équilibres actuels du marché. Autrement dit, les ressources vendues à l'étranger par la Bolivie jouissent, aujourd'hui, d'une condition favorable sur le marché international. Néanmoins, si le prix de ces ressources devait soudainement chuter à cause de la conjoncture macroéconomique, tout le système social s'écroulerait en même temps (Ybarnegaray Ortiz, 2011, p.97).

Qui plus est, le pays semble plonger dans un cercle vicieux. Effectivement, les plans sociaux pour combattre la pauvreté demandent des projets d'extraction minière, afin de combler l'écart social. L'augmentation de l'activité minière entraîne un subséquent impact social et environnemental, difficile à surmonter (Gudynas cité dans Muñoz, 2013, p.122). Ainsi, l'État essaiera de pallier à ces lacunes à travers des mesures correctives ponctuelles et fragmentaires. Cependant, cette stratégie n'est pas gagnante sur le moyen et le long terme. Premièrement, des concessions isolées alimentent l'inégalité et créent de la pauvreté. Deuxièmement, elles ne peuvent pas réparer les dommages environnementaux causés. Troisièmement, elles n'envisagent pas un développement multidimensionnel à partir d'une stratégie d'ensemble (Muñoz, 2013, p.122).

Ainsi, nous pourrions conclure ce paragraphe en citant Bernarda Sarué Pereira, de la Fondation Jubileo:

Dans ce pays, il y a beaucoup de différence entre la vision du *Vivir Bien* et l'économie extractive. L'économie extractive est terrible. Il n'existe pas le *Vivir Bien*, il n'y a pas la protection de droits humains, il n'y a rien de tout cela. (novembre 2013)

### 2.3.5 LE *VIVIR BIEN*, LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT : UNE QUESTION EN SUSPENS

Toutes ces considérations nous permettent d'aborder le dernier thème de ce chapitre, à savoir les contradictions du modèle économique qui génèrent plusieurs doutes sur la question du développement. En effet, l'idée d'un engrenage provisoire qui permettrait ce tant attendu passage vers la civilisation du *Vivir Bien* laisse de l'incertitude chez certains. Des opinions négatives à l'égard de ce processus se multiplient.

Dans une vieille idée d'Amérique latine, qui remonte aux années '40/'50, réside le concept d'État rentier. Au Venezuela, ils disaient « cultiver le pétrole ». Avec la richesse qui vient de la vente du pétrole, d'hydrocarbures, des minéraux, l'objectif est de développer les autres secteurs économiques : l'agriculture, la manufacture, les services. C'était un vieux rêve. En Bolivie ce système a été opérationnel à partir de la Révolution nationale de 1952. À cette époque, la Bolivie produisait surtout des minéraux. Avec les gains, a été créée la *Corporación boliviana de fomento* [Corporation bolivienne de développement] qui procéda à la création d'au moins 200 industries différentes (lait, béton, matériaux édiles). Elle donnait aussi un grand appui, en termes de technologies, au secteur agricole. Toutefois, pendant tout ce temps, tous ces secteurs sont restés très liés à cette organisation et, lors de l'effondrement du secteur minier durant les années '80, tous se sont écroulés. C'est vrai que pendant les années '50, '60, '70 il y a eu une croissance de 6% par an, mais cela n'a pas été pensé sur le long terme. [...] Maintenant qu'on est dans une vague anti-néolibérale, l'argent provenant de l'exploitation des ressources se gaspille en œuvres

glorieuses et inutiles<sup>25</sup>. Il n'y a pas ce processus de transition dont ils parlent, il n'y a pas la volonté politique et, en plus, il y a des difficultés techniques concernant les acteurs en jeu (Rolando Morales, CIESS-Econometrica, novembre 2013).

Cette critique nous donne la possibilité de réfléchir sur certaines zones grises de ce modèle. Molina (2008, p. 179) propose une lecture très claire des limites de ce modèle s'arrêtant, entre autres, sur la centralisation du pouvoir. En effet, la Bolivie de Morales ferait preuve, aujourd'hui, d'un dirigisme économique et social visant à réorienter l'excédant du secteur modernisé de l'économie vers les extrémités encore pauvres et démunies. Pour ce faire, l'État doit assumer un rôle fort. Il doit être capable d'ajuster le plus efficacement possible le flux économique selon ses aspirations. Ce constat met en lumière le contraste avec l'idée d'un État décentralisé, voire d'un État plurinational disposant d'une multiplicité d'autonomies.

En termes de politiques publiques, le gouvernement prône la souveraineté alimentaire, la diversification productive et le processus de nationalisation. Toutefois, il y a une grande différence entre le discours, les lois et les pratiques. Les projets qu'ils mettent en place n'ont rien à voir avec le *Vivir Bien*. Oui, il y a un peu plus de redistribution, mais ils sont complètement néolibéraux. [...] Il y a donc toute une série de contradictions qui font du *Vivir Bien* un discours théorique, lyrique, qui ne se concrétise pas dans des politiques valides sur les cinq niveaux : municipal, départemental et ainsi de suite. La gestion de la terre et des ressources n'a pas changé et l'intention est de produire de plus en plus pour le marché extérieur. Regardez ce qu'ils font avec la *quinua*! Ils ne considèrent pas les conséquences postérieures, ils pensent seulement à l'opportunité de gagner plus (Fredy Villagomez, CIPCA, novembre 2013)

Lorsque nous parlons d'excédent, nous nous référons aux gains qui proviennent du modèle néo-extractiviste. Il va de soi, donc, que ce système fait l'objet de critiques acharnées, surtout si l'on considère le discours en défense de l'environnement que le

---

<sup>25</sup> Notre interlocuteur fait référence, entre autres, à la récente construction du Téléférico, appelé « Mi Teleférico ». Il s'agit d'une œuvre publique ayant pour but l'amélioration du transport urbain. Sa construction a coûté à l'État bolivien 234 millions de dollars américains.

président propose à l'étranger. Ce double langage est taché en conséquence de « pachamamisme ».

Evo Morales adopte un discours immaculé qu'il propose à l'étranger, basée sur le *Vivir Bien*, sur le respect de la nature, l'importance de la *Pachamama*. Cependant, les pratiques à l'intérieur du pays sont absolument contraires au respect de la nature. Les pratiques contredisent le discours. (José Antonio Martínez, UAGRM, novembre 2013)

Ou bien :

Le *Vivir Bien* est resté un discours théorique, un discours verbal, à proposer l'étranger. Toutefois, dans le pays, il n'y a rien qui a changé. Il y a un mécontentement, un désenchantement, un désaccord par rapport à ce discours théorique et aux pratiques du gouvernement. (Eugenio Mullucundo, Defensoría del Pueblo, novembre 2013)

En effet, le néoextractivisme apparaît aux yeux de ses opposants (Svampa, 2011) comme un modèle néocolonial, issu de l'appropriation et du saccage des ressources naturelles. L'émancipation à travers l'industrialisation ne correspondrait qu'à un nouveau consensus international, soutenu par les gouvernements progressistes en vertu des « avantages comparatifs ». De cette façon, l'Amérique latine joue encore le rôle d'exportatrice de la nature, sans prendre en considération les impacts socio-environnementaux. Cette spirale vicieuse est alimentée par le mythe de l'excédent comme panacée pour résoudre la question du développement. C'est l'illusion « développementiste » selon laquelle, à travers l'exploitation de l'excédant, le subcontinent pourrait rapidement rattraper les pays industrialisés. En outre, le néoextractivisme correspond à une nouvelle division territoriale et mondiale du travail, qui accroît l'asymétrie entre Nord et Sud. Parmi les conséquences négatives, nous rappelons la reprimarisation de l'économie, la concentration économique, la consolidation d'enclaves exportatrices, sans considérer l'explosion des conflits sociaux toujours plus nombreux, qui se développent autour des enjeux environnementaux.



Cette course au développement semble montrer que la posture éthique du *Vivir Bien* a été vite oubliée pour répondre aux nécessités du néolibéralisme sur échelle mondiale. Lorsque des critiques sont exprimées relativement au défaut de justice socio-environnementale et écologique, le gouvernement renvoie souvent au désintérêt du Nord pour la question environnementale et à aux responsabilités des pays développés. Álvaro Garcia Linera rappelle que l'industrialisation du pays est nécessaire et que l'État ne peut pas ignorer les besoins du pays. Ainsi, tout ne peut pas se concentrer sur la préservation de l'environnement, mais il faut plutôt trouver un équilibre entre le soin de l'environnement et les autres besoins du pays.

À notre avis, la réplique du vice-président est acceptable, mais pas inattaquable. De Marzo (2009, p.58) propose une lecture de la dette écologique comme un indicateur de l'interdépendance des relations de force à l'international. Plus précisément, il définit la dette écologique comme la dette contractée par les gouvernements et les multinationales du nord à l'égard des peuples et des pays du Sud en raison de l'exploitation des ressources naturelles, de l'énergie et de l'espace bioproduit. Il s'ajoute à cela la pollution et la destruction des patrimoines naturel et culturel des peuples qui vivent dans ces pays, ainsi que l'épuisement de leurs sources de subsistance. Par conséquent, la dette écologique engendre la dette extérieure de ces pays, « assistés » par les banques internationales qui, comme par hasard, financent des activités qui produisent à leur tour des impacts socio-environnementaux insoutenables. Ainsi, pendant que la dette écologique continue de croître, les pays du Sud sont obligés d'exporter encore plus leurs matières premières pour payer leur dette extérieure.

Cette lecture correspond tout à fait à la réalité. Cependant, nous croyons qu'il faut complexifier ce scénario. Tout d'abord, parce que des nouvelles puissances apparaissent sur l'échiquier international. Le Brésil en est un exemple saisissant. À ce propos, la dimension régionale devient de plus en plus importante. Aujourd'hui, aux quatre coins du monde, émerge l'ambition de créer des « systèmes de suture » entre



des États proches qui, en plus de constituer des alliances économiques, créent des coalitions plus articulées, qui se fondent sur l'élaboration de projets politiques communs. En conséquence, il faut oublier l'image des gouvernements du Sud comme des structures atrophiées. Par contre, ils participent de façon très active au remaniement des équilibres de pouvoir. En Bolivie, la dernière décennie nous a montré que si les mouvements sociaux se sont activés contre les politiques néolibérales des gouvernements précédents, le pays vit aujourd'hui une restructuration du pouvoir visant une nouvelle hégémonie, qui ne correspond pas forcément aux demandes initiales des insurgés. L'une des questions est donc de comprendre où la nationalisation des hydrocarbures et ce soi-disant repli vers l'intérieur nous amènent. Ne serait-elle pas une façon alternative de s'ouvrir au marché? En effet, la nationalisation des ressources sert de catalyseur pour la modernisation de ce pays. La vision du développement demeure linéaire, qu'on l'appelle *Vivir Bien* ou pas.

En plus, la plupart des idéologues du *Vivir Bien* ne tiennent pas en considération la distribution de la population aujourd'hui. En effet, les autochtones ne sont plus relégués à la campagne et

L'économie de marché, l'argent et le travail rémunéré ont pris le dessus sur l'économie de subsistance. Le milieu urbain a acquis une importance majeure par rapport au milieu rural. Le *Vivir Bien* apparaît comme une projection anachronique. Son application se fait très ardue parce que la Bolivie n'est pas une petite communauté. Il s'agit d'une réalité complexe, grande, où il faut payer et donc gagner de l'argent, où il faut faire des œuvres, où il faut investir. Le *Vivir Bien* n'est pas applicable dans une société complètement réglée par la mondialisation. Il est plus adéquat dans des communautés restreintes (Wilfredo Plata Quispe, Fundación TIERRA, novembre 2013).

Ainsi, pour terminer :

Le changement que la politique a subi par rapport au début, lorsque le *Vivir Bien* avait été préconisé comme une possibilité de construire des modes de vie différents dans le cadre de l'autonomie autochtone, s'est dirigé vers des politiques de développement où le développement est lié au renforcement de

toutes les nouvelles expressions de l'autochtone urbanisé (Ivonne Farah, UMSA, novembre 2013).

Nous sommes, donc, arrivés à la fin de cet exercice à la fois de recomposition et déconstruction du discours du *Vivir Bien*. Dans le chapitre suivant, nous nous pencherons sur le conflit du TIPNIS, gardant à l'esprit les cinq dimensions analysées jusqu'à présent, à savoir la dimension culturelle et identitaire du *Vivir Bien*, sa portée politique, son étendue sociale, le système économique proposé, la vision de développement amenée et les retombées au niveau environnemental.

## CHAPITRE III

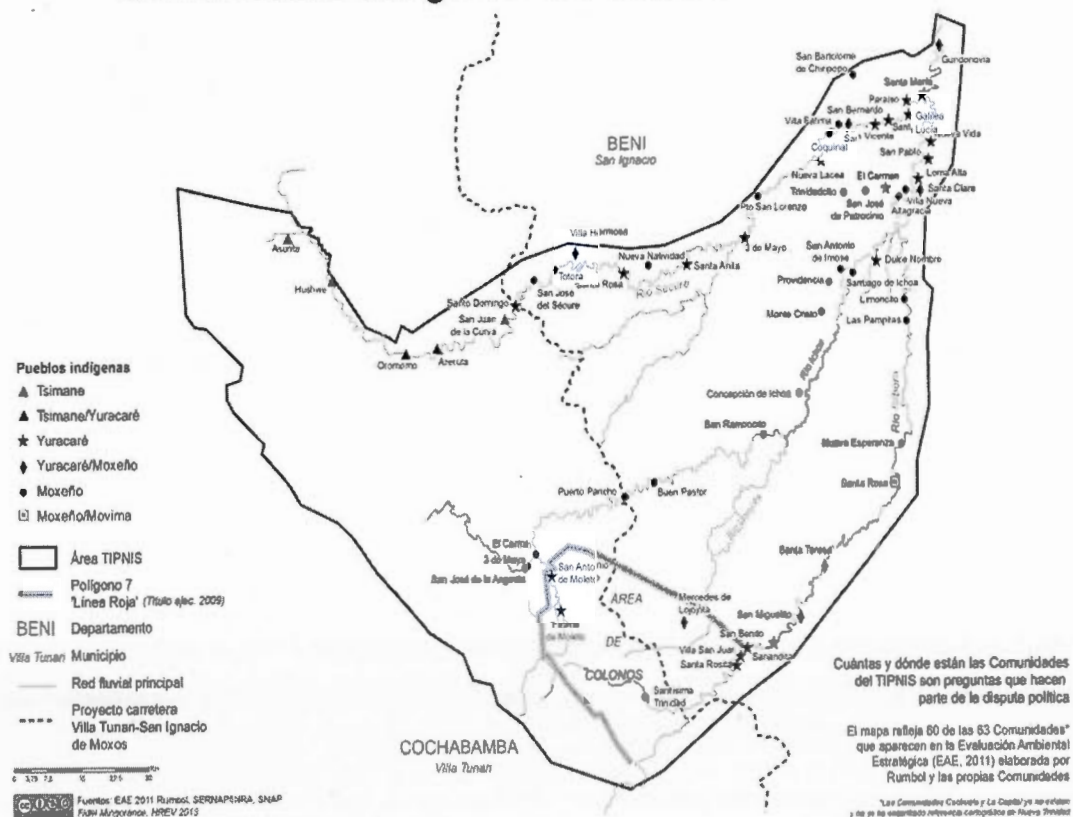
### QUE RESTE-T-IL DU *VIVIR BIEN*? CONTRADICTIONS ET ANTAGONISMES DANS LE TIPNIS

#### 3.1 LE CONFLIT DU TIPNIS

##### 3.1.1 LES PRODROMES DU CONFLIT

Figure 3.1: Illustration du Territoire Indigène et Parc National Isiboro Sécure

#### Comunidades indígenas del TIPNIS



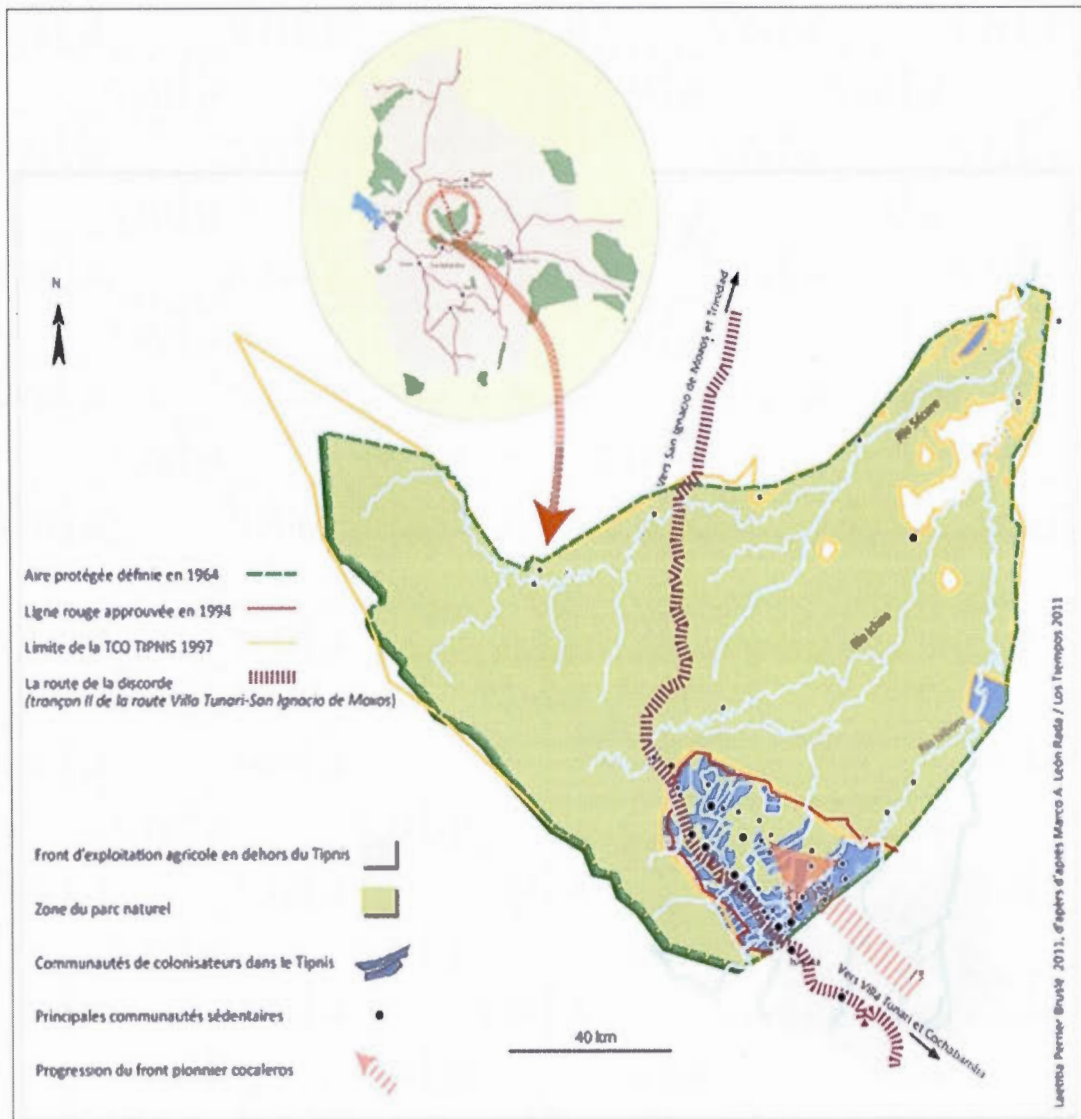
Source: [www.geoactivismo.org](http://www.geoactivismo.org)

Les rapports entre le gouvernement Morales et les communautés autochtones originaires du TIPNIS s'enveniment le 3 juin 2011, suite à la déclaration unilatérale du président bolivien à vouloir procéder à la construction du tronçon II de la route interdépartementale "Villa Tunari-San Ignacio de Moxos", qui aurait traversé le TIPNIS pour un total de 306 km (voir figure 3.2). Les municipalités concernées sont, donc, San Ignacio de Moxos au Beni et Villa Tunari dans le département de Cochabamba.

À l'encontre du cadre législatif du pays, la population locale n'apparaît jamais dans le processus de prise de décision concernant le projet. Le droit à la consultation préalable, libre et éclairée, prévu par la nouvelle Constitution (art. 30 et 352), n'est jamais appliqué et le gouvernement ignore le rapport des risques environnementaux, élaboré par le Ministère de l'Environnement et prévu par le Plan de Développement du pays.

Qui plus est, la réalisation de l'autoroute fait partie de l'IIRSA, le projet *d'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine*, qui a été lancé par le Brésil en 2000, par initiative du président Cardoso. Plus précisément, ce plan a pour but la construction d'un corridor transocéanique, pour unir l'Atlantique au Pacifique et favoriser l'intégration transfrontalière. Ainsi, la portion d'autoroute traversant le TIPNIS aurait été financée en grande partie par la *Banque Nationale de Développement Économique et Social* (BNDES) du Brésil, pour un montant de 332 millions de dollars sur un total de 415 millions (Perrier Bruslé, 2012).

Figure 3.2: L'autoroute qui traverse le TIPNIS



Source : Letitia Perrier-Bruslé, 2012

En outre, le projet routier aurait été réalisé par OAS S.A., une multinationale fondée à Bahia en 1976 et regroupant, aujourd'hui, nombre d'entreprises brésiliennes et de firmes étrangères provenant d'environ 20 pays différents. L'OAS opère dans deux domaines complémentaires. D'un côté, *OAS Engenharia S.A.* est



particulièrement active, tant dans le domaine privé que public, dans l'exécution de projets de génie tels que les routes, les barrages hydroélectriques, les aéroports et les ports. De l'autre, *OAS Inversiones S.A.* procède, entre autres, aux investissements dans l'infrastructure, l'assainissement, les oléoducs et les gazoducs. Actuellement, elle a des projets en cours partout en Amérique latine et aussi dans plusieurs pays d'Afrique. D'ailleurs, OAS a déjà réalisé un projet d'envergure en Bolivie : l'autoroute Potosí-Uyuni. Bref, OAS compte parmi les grands patrons qui promettent de faire de ce rêve du développement une réalité (OAS, s.d).

### 3.1.2 LA VIII MARCHA INDÍGENA POR EL TERRITORIO, LA VIDA, LA DIGNIDAD Y LOS DERECHOS DE LOS PUEBLOS INDÍGENAS

Le refus réitéré du chef de l'État à prendre en compte les requêtes des peuples des basses-terres, affectés par la construction de la route, les pousse à entamer la *VIIIe Grande Marche Autochtone pour la Défense du Territoire, la Vie, la Dignité et les Droits des Peuples Autochtones*, le 15 août 2011. Les motivations qui animent la CIDOB, appuyée par le CONAMAQ, à organiser cette marche de protestation, sont multiples. Leur plateforme de demandes (annexe D) abordait non seulement le thème du TIPNIS, mais aussi les enjeux concernant les droits territoriaux, l'autonomie, la consultation préalable et les dommages environnementaux irréversibles. La marche, d'une durée de 66 jours, est partie de Trinidad pour arriver jusqu'à La Paz.

Le 25 septembre 2011, le conflit s'aggrave. Les manifestants atteignent Yucumo, un village amazonien aux pieds des Andes, où la marche subit un brusque arrêt. Les activistes sont obligés de contrer l'opposition des paysans aymaras et quechuas, favorables au projet, qui, pour forcer les insurgés à négocier avec l'État, ont formé un barrage. En plus, un contingent d'au moins 400 policiers a été déployé pour bloquer la route. Dans la confusion générale, un groupe de femmes autochtones, issu des « marcheurs » du TIPNIS, oblige le Chancelier Choquehuanca à marcher à la tête du



cortège pour essayer de percer le front armé. Le Chancelier était depuis peu arrivé dans la zone, interpellé par les insurgés du TIPNIS, après que toute tentative de concertation avec le gouvernement et les paysans installés dans le TIPNIS avaient échoué. Les forces policières se déchaînent et l'intervention dégénère rapidement en dure répression des protestataires (Pérez, La Razón Digital, 2012).

Les conséquences de la répression de Chaparina sont nombreuses. Suite à ces événements, plusieurs ministres et députés donnent leur démission respective. En plus, le conflit acquiert une envergure nationale, voire internationale. Les médias proposent sans cesse les images de la marche et de la répression. De surcroît, nombre d'organisations, réseaux et associations, qui sont solidaires aux contestataires du TIPNIS, appuient la résistance via le web : sites, blogues, pages Facebook, plateformes permanentes et facilement accessibles ont été créés, ce qui a permis de mettre l'état du conflit sous monitoring, d'avoir un suivi détaillé des événements et de pousser la population nationale à se mobiliser pour cette cause.

Enfin, le 19 octobre 2011, la marche arrive à La Paz. La population urbaine et des alentours, particulièrement touchée par l'abnégation des « marcheurs », mais aussi par la violence de la répression qu'ils ont subie et par la question environnementale, s'est organisée pour les accueillir. C'est un moment grandiose, marqué par un sentiment de solidarité, d'union et d'affirmation, pendant lequel, comme beaucoup le disent, la cote de popularité de Morales a fortement chuté. Pourtant, les leaders du TIPNIS déclarent que le but n'était pas d'ébranler le gouvernement. Au contraire, ils veulent inciter le Président à respecter les promesses faites au début de son mandat.

### 3.1.3 LA POSTURE DU GOUVERNEMENT

Le 21 octobre 2011, Morales rend publique la décision d'interrompre le projet routier. Trois jours plus tard, l'Assemblée législative sanctionne la *Ley Corta*, qui statue l'intangibilité du TIPNIS (Loi 180). La question de l'intangibilité a toujours

été épineuse. Pourtant, Fernando Vargas, le Président de la Subcentrale du TIPNIS, figure parmi les auteurs de cette disposition législative. Pourquoi a-t-il accepté de promulguer ce genre de loi ? Étant donné les circonstances, cette loi représentait le seul moyen, direct et immédiat, de bloquer les travaux de l'OAS et de faire valoir la souveraineté des peuples du TIPNIS.

Ceci dit, il est vrai que le gouvernement a déformé le concept d'intangibilité. Il a agi afin d'interdire toute activité économique dans le territoire, en plus de menacer la population de ne fournir aucun service de base. Il est clair que cette prise de position a épeuré les habitants. Bien que leur système de développement soit différent, certaines communautés vivent du tourisme, par exemple. Dans ce sens, ladite loi nie la possibilité d'exercer une telle occupation et, plus généralement, elle est totalement restrictive par rapport à la capacité de gestion attribuée aux autochtones du lieu quant aux ressources naturelles.

Dans les faits, la Loi 180 ne dissipe pas les tensions. Une contremarche commence le 20 décembre 2011. Cette fois-ci, c'est le CONISUR qui s'insurge. Le *Conseil Indigène du Sud*, qui représente les colons installés dans le sud du TIPNIS, réclame la modification de la loi récemment approuvée. Entre-temps, plusieurs sources font courir le bruit que cette contremarche a été appuyée par le gouvernement et qu'elle s'inscrirait dans le plan du MAS visant à garder sa mainmise sur le TIPNIS. Le 30 janvier, la marche du CONISUR gagne La Paz. Les « marcheurs » sont accueillis la nuit même dans le Palais du gouvernement.

À ce point, la CIDOB se dit contraire à toute rétractation de la Loi 180. Le fait que la CIDOB quitte spontanément les négociations facilite l'aboutissement d'un accord entre le MAS et le CONISUR. Ainsi, le 10 février 2012 entre en vigueur la Loi 222, décrétant la convocation du processus de consultation des peuples autochtones du TIPNIS. À travers cette procédure obligatoire, les peuples auraient dû décider si le TIPNIS demeurerait intangible (selon la Loi 180) ou si des projets de développement

pouvaient être entrepris dans le territoire, d'où la possibilité de reprendre la construction de l'autoroute. Le même jour, la CIDOB proclame qu'une neuvième marche de protestation débiterait bientôt. Actuellement le projet est gelé, mais Morales ne semble pas vouloir y renoncer et les revendications continuent. Ceci dit, notre étude se limite à la période qui va de la VIIIe marche jusqu'à la consultation. Nous ne prendrons pas en compte la IXe marche, mais nous présentons en annexe une chronologie sommaire de l'ensemble du conflit (annexe E).

Il est primordial de comprendre que, du côté du TIPNIS, la VIIIe marche et, plus en général, le conflit est l'expression de la rébellion contre l'exclusion, la discrimination, l'injustice, la coercition et l'abus de pouvoir. Dans le cas du TIPNIS, tous ces facteurs réunis ont empêché un vrai débat sur le modèle de développement dans le TCO et dans le pays. En outre, la décision arbitraire de construire l'autoroute dévoile l'inégalité profondément ancrée en Bolivie. Pas de considération de la part de l'État envers ces peuples, qui pourtant ont favorisé la montée au pouvoir de Morales entre 2005 et 2006. En bref, ces tensions démontrent que le gouvernement n'a pas honoré les engagements pris aux égards des peuples autochtones minoritaires, la « minorité plurielle consistante » du pays, comme Tapia (2012) les définit. Sur la base de ces faits, il est intéressant de fournir l'interprétation que le gouvernement donne du conflit et de la VIIIe marche à partir de son discours officiel, déployé pour justifier sa ligne de conduite dans l'affaire.

Des entrevues, il ressort plusieurs éléments d'analyse que nous essayerons de systématiser ci-dessous. Huanacuni, le Directeur Général du Cérémonial d'État, pense que

Les médias, encouragés par la droite, ont focalisé leur attention sur le conflit du TIPNIS et l'ont amplifié pour prendre une position politique. Ils ont mis tellement d'emphasis sur le TIPNIS que tout autre problème a été mis à l'écart. Cette stratégie a été adoptée pour attaquer le gouvernement. Par contre, nous mettons en lumière l'importance et la nécessité de tout protéger, pas seulement le TIPNIS ! Malheureusement, les gens qui se sont prononcés en faveur des

soulèvements du TIPNIS ne sont pas véritablement intéressés à la protection de l'écosystème. Ils se sont acharnés sur le gouvernement dès qu'ils ont vu un point faible dans sa politique. Cela n'est pas cohérent ! Cela n'implique pas qu'il faut encourager le ravage, mais c'est plutôt un appel à comprendre qu'il faut instaurer un véritable dialogue pour la vie entre les peuples, sans posture politique. (Novembre 2013)

Moisés Mercado, le coordinateur du processus de consultation dans le TIPNIS, actuellement fonctionnaire au Ministère de la Communication, avance d'autres éléments de réflexion.

[...] Il existait déjà une vieille tension entre les colons, qui sont des agriculteurs quechua installés dans tout le Tropique de Cochabamba, dont certains sont des producteurs de coca, et les peuples du TIPNIS. [...] Cette tension a été réactivée par la possibilité de construire la route qui aurait dû traverser le territoire. Dans les faits, ce sont des intérêts politiques qui ont rallumé la flamme du conflit. Autrement dit, l'État a dû continuer à exercer ses fonctions, mais des groupes de résistance se sont générés, encouragés entre autres par nombre d'ONG internationales, une frange de l'opposition qui a de précis intérêts politiques. (Novembre 2013)

Álvaro García Linera (2011), dans son livre « El "oenegismo", enfermedad infantil del derechismo », accuse les ONG d'être responsables d'un nouvel impérialisme, l'« impérialisme vert », et de servir les intérêts des pays occidentaux. Cette même matrice discursive a été reprise par Morales dans des discours publics, diffusés par les médias, concernant la route du TIPNIS. Il en résulte que les manifestants auraient été manipulés par les ONG, sans avoir été capables de proposer un véritable programme.

Mercado ajoute aussi :

La loi d'intangibilité a été élaborée par quelques dirigeants assez radicaux par rapport au thème environnemental. [...] Ils n'ont même pas consulté leurs bases ! L'intangibilité correspond à la protection intégrale de cette zone, visant la préservation de son état naturel, sans possibilité aucune d'exercer une activité économique quelconque. Les activités qui y sont autorisées sont uniquement de subsistance. Par conséquent, les autochtones eux-mêmes n'étaient pas d'accord avec cet usage du territoire, car cela aurait voulu dire condamner les dix mille habitants à une extrême pauvreté, sans leur laisser aucune possibilité de développer leur potentiel. Au contraire, ces peuples ont bien des aspirations à se servir de leurs propres ressources naturelles. Par ailleurs, il y a un clivage interne sur la façon dont le développement est perçu, sur comment transformer leurs



opportunités à moyen et long terme. Cela concerne surtout les jeunes qui habitent le territoire. Il est évident aussi qu'un certain lobby environnementaliste radical appuie cette vision d'intangibilité. Pour cette raison, nous avons proposé la consultation. (Novembre 2013)

Ainsi, les intérêts politiques, la cooptation et la corruption des dirigeants du TIPNIS les éloigneraient de leurs bases ; par ailleurs, les habitants du TIPNIS ne formeraient pas un bloc compact autour de la question du développement, comme ils veulent apparaître. Il émergerait, donc, une fracture entre ceux qui veulent le développement, tel que proposé par le gouvernement, et ceux qui n'en veulent pas.

Juan Carlos Pinto Quintanilla, le Directeur national du SIFDE, met l'accent sur d'autres aspects de la question.

Le TIPNIS a démontré que l'État est encore beaucoup plus libéral que plurinational. Il a mis en lumière tous les points de tension et les confrontations relatifs au processus de construction d'une nouvelle démocratie. Qui plus est, il a souligné la lenteur de ce processus. Il ne faut pas oublier que la Constitution contient notre utopie, qui est la réalisation de la rencontre de la République bolivienne, fruit de la colonisation et marquée par la discrimination, avec la Bolivie majoritaire, depuis toujours mise à l'écart. La tâche est de créer une autre Bolivie, dans le cadre de la démocratie interculturelle [...]. Cependant, je ne suis pas d'accord avec ceux qui auparavant étaient proches du gouvernement et qui, après le conflit, ont pris les distances pour commencer à le critiquer. Ils auraient dû se rendre compte que cela fait partie d'un processus. Il s'agit d'un État que seulement récemment a commencé à se sentir appartenant à ce pays et vice-versa. Le TIPNIS signifie justement cela : un État qui endosse la responsabilité de la création des règles visant l'inclusion. (Novembre 2013)

Il rebondit sur les lacunes des organisations sociales et sur la nécessité de redonner vigueur au débat, pour mettre en œuvre un projet commun et ne pas laisser l'État jouer en solo.

Peut-être que les peuples du TIPNIS auraient eu besoin d'un plus grand dialogue [...], mais la responsabilité est partagée, puisque les organisations sociales ont arrêté d'être les protagonistes. Elles se limitent à appuyer le processus étatique. Elles ont gardé une politique défensive. Les peuples du TIPNIS continuent à défendre leur territoire, mais les communautés ne lancent pas des idées [...] de démocratie communautaire ou des propositions économiques, par exemple. Cela détermine une collision et l'alliance se transforme en conflit. (Novembre 2013)

En conclusion, selon le discours officiel du gouvernement, les opposants n'ont pas réalisé que le conflit du TIPNIS est une étape douloureuse, mais nécessaire dans ce processus de changement.

### 3.2 JEUX DE POUVOIR : RESSOURCES, MARCHÉ ET TERRITOIRE

#### 3.2.1 LE CONTEXTE ETHNIQUE, LA QUESTION CULTURELLE ET LES ENJEUX TERRITORIAUX

Le conflit du TIPNIS découle d'un contentieux de vieille date qui acquiert, aujourd'hui, une ampleur sans précédent. Les controverses sont multiples et elles reflètent tous les symptômes d'un conflit territorial. Beaucoup pensent que le conflit du TIPNIS surgit d'une rivalité concernant la gestion de ce territoire.

Les raisons du profond désaccord que l'on constate actuellement se sont accumulées au fil du temps. Tout a commencé par une question de « statut ». Le 22 novembre 1965, l'Isoboro-Sécure a été déclaré parc national par le décret-loi n° 07401. L'attribution de ce statut, établi par le haut sans concertation, a déclenché les premières mésententes entre l'État et les autochtones de l'Orient. Derrière cette désignation, se cachait l'opportunité, pour l'État, d'administrer, organiser et repartir le territoire selon son bon vouloir.

Le gouvernement de l'époque a établi que notre territoire devait devenir un Parc national, une zone protégée, sans considérer que, dans ce territoire, il y avait des gens qu'y vivaient depuis toujours. Bref, le gouvernement a imposé cette exclusivité et il s'est préoccupé seulement de la beauté scénique, de la flore et de la faune, des ressources naturelles. Pour surveiller la zone, il a envoyé des gardes forestiers qui vivaient au détriment des peuples autochtones. Ils nous ont confisqué tous nos biens pour leur usage privé. (Marcial Fabricano, ex-leader CIDOB, novembre 2013)

L'État a transformé l'Isiboro-Sécure en une réserve, sans nous consulter! Personne n'a pensé que nous étions natifs de ce territoire. Ils nous ont ignorés et, à cause de cela, nos ancêtres ont commencé à ressentir une préoccupation : [...] si l'État avait déclaré que la zone était dorénavant un parc national, aucune



activité de travail n'aurait été permise, ce qui les aurait obligés à se déplacer ailleurs. (Alfredo Moye, ex-leader du TIPNIS, novembre 2013)

À ce stade, les peuples autochtones ne sont pas reconnus, ils n'ont pas voix au chapitre et ils éprouvent des difficultés de mobilisation.

Les tensions montent lorsque les effets de la Réforme agraire deviennent tangibles. Au premier chapitre, nous avons parlé de la vague de migration interne qui a stimulé une véritable colonisation des parties encore « inexplorées » du pays. Voilà, donc, le cas concret d'un territoire qui a subi l'arrivée d'un nombre important de familles paysannes, provenant du même pays, mais qui se distinguaient par une culture, une identité et un passé très différents. Les colons, appelés « interculturels » depuis la montée au pouvoir du MAS, s'installent dans l'extrémité sud du parc, connue sous le nom de « Polygone 7 ».

En 1975, commence la première vague d'immigration dans le territoire. C'est ainsi qu'ils se lancent dans des activités de déforestation, ils tuent les animaux comme s'ils étaient des parasites et ils font exploser la dynamite dans le fleuve pour tuer plus de poissons. Nous nous sommes tout de suite rendu compte que nous n'avions pas la même culture. À la place des arbres, les nouveaux arrivés ont commencé à planter la feuille de coca. La situation a été aggravée par une deuxième vague migratoire dans notre territoire, pendant les années '80. Nos prédécesseurs n'étaient pas contre l'idée de partager leur territoire ou de vivre avec d'autres personnes. Ce qui les perturbait profondément était la diversité de culture, le non-respect de la nature, bref les dommages causés à l'écosystème en si peu de temps. (Alfredo Moye, ex-leader du TIPNIS, novembre 2013)

C'est à partir de ce moment que les choses changent de façon importante pour le TIPNIS. Les migrations massives ne se sont pas arrêtées. Ainsi, elles contribuent à renforcer les phénomènes de relocalisation de la population et d'urbanisation des zones auparavant destinées à d'autres usages. L'arrivée des Aymaras et des Quechuas génère des transformations socio-économiques rapides, qui ne sont pas sans répercussions.

La force organisationnelle des *campesinos* est beaucoup plus grande que celle des peuples autochtones natifs du TIPNIS. La situation est ainsi bouleversée : devant les prétentions de *cocaleros*, qui veulent s'accaparer de nouvelles terres,

les peuples des basses-terres n'ont pas d'armes à déployer, sinon le déplacement forcé dans les parties les plus reculées de leur territoire. Autrement, ils deviennent de la main d'œuvre pas chère dans les champs de coca. Cela détermine une division entre classes, puisque cette activité agricole est en lien direct avec le marché. En plus, elle cause une situation de conflit permanent. (Patricia Molina, FOBOMADE, novembre 2013)

Nombre d'interlocuteurs nous ont confirmé qu'encore aujourd'hui, pour les autochtones des montagnes qui se consacrent à l'agriculture, il est inconcevable que, dans le TIPNIS, il y ait tellement de terres pour si peu d'habitants. Vu d'une perspective agraire-productiviste, ce ratio est inacceptable. De fait, les *campesinos* des hautes-terres, où des familles au complet manquent d'espace pour cultiver, sont persuadés que les autochtones de l'Orient prennent bien trop de place.

Il y aurait eu, donc, un choc culturel qui n'a pas permis de dépasser et d'estomper les antagonismes dans le TIPNIS.

Traditionnellement, les peuples andins ont une culture agricole, sont des cultivateurs. Lorsque ces peuples se sont déplacés et se déplacent encore aujourd'hui vers les basses-terres, [...] ils bougent avec leur culture. Par conséquent, dès qu'ils arrivent dans la forêt, ils coupent les arbres pour préparer le terrain à la culture, puisqu'ils garantissent de cette manière leur « bien vivre ». Par contre, les peuples autochtones des basses-terres, bien qu'ils habitent dans des écorégions variées, vivent généralement de la cueillette, de la chasse et de la pêche. S'ils pratiquent une forme d'agriculture, il s'agit d'une agriculture itinérante, de subsistance, pratiquée dans des espaces extrêmement réduits, qui ne nuisent pas à la préservation de la forêt. La durée des activités agricoles sur ces parcelles de terre est d'environ trois ou cinq ans. Après avoir profité de la culture de différents produits, ils laissent la terre en jachère pour qu'elle puisse se régénérer naturellement. Pour ces peuples, c'est ça le *Vivir Bien*, parce qu'ils vivent en réciprocité avec la forêt. (José Antonio Martínez, UAGRM, novembre 2013)

Bref, si les paysans sont habitués à penser en termes de parcelles de terre, les peuples autochtones de l'Orient, eux, se perçoivent comme une partie intégrante du territoire : ils peuvent se déplacer librement, chasser, pêcher. Certains d'entre eux ne vivent pas dans un lieu fixe. Qui plus est, dans l'Orient, le territoire est une superficie collective. Il n'y a pas de propriétaires, justement du fait qu'il s'agit d'un espace vital.

Malgré les difficultés logistiques, les peuples de l'Isiboro-Sécure se rencontrent, dialoguent entre eux et s'organisent. Ce processus, qui a pris plus d'une décennie, a abouti, le 15 août 1990, à la *Première grande marche pour la terre, le territoire et la dignité*, dont nous avons parlé au premier chapitre. Quelque temps plus tard, une ligne rouge est tracée pour protéger l'intégrité du territoire de l'avancée des colons. La zone d'occupation de ces derniers n'aurait pas dû franchir cette « frontière », pour ne pas soustraire d'autres précieux hectares au parc. Il faudra attendre jusqu'en 1997, sous le premier gouvernement Sánchez de Lozada, pour que le PNIS acquière le statut de TCO (territoire communautaire d'origine). C'est ainsi qu'il prendra le nom de TIPNIS et qu'il bénéficiera de ce double titre.

Durant cette première phase, l'État ne nous a pas donné un document officiel dans lequel il fixait le nombre total d'hectares du TIPNIS. Ainsi, au fil du temps, d'autres colonies se sont installées dans notre territoire et nous avons perdu du terrain. Pendant toutes les années suivantes, le but de notre lutte a été de protéger notre titre provisoire et de défendre notre territoire de la pénétration et du pillage. C'est dans ce cadre que le projet routier Villa Tunari-San Ignacio de Moxos s'inscrit. La construction de l'autoroute était encore une fois une tentative de pénétration, d'accaparement. Nous connaissons l'histoire. L'autoroute ne remplit pas que les objectifs énoncés explicitement. Lorsque notre territoire a été déclaré parc national, une entreprise pétrolière a ouvert une brèche à partir de Cochabamba jusqu'à l'Ichoa, un fleuve qui baigne la communauté de San José de Moletto et la Communauté Carmen de Ichoa. Les colonisateurs se sont installés tout au long de ce chemin et, après, ils ont massifié leur présence. Ce n'est pas que nous ne voulons pas partager notre territoire, mais les modes de vie sont trop différents et cela crée des problèmes énormes. C'est pour ça que nous avons décidé que la route ne se fera pas. (Alfredo Moye, ex-leader du TIPNIS, novembre 2013)

Nous avons vérifié cette information dans la chronologie du projet routier, mise à disposition par la Fondation TIERRA (Ortíz, 2011) et que nous proposons en annexe (annexe F). Effectivement, la *Gulf Oil Company* avait ouvert le premier tronçon du chemin, qui a été réhabilité quelque temps plus tard, en 1979. Ainsi, pour Patricia Molina du FOBOMADE, la route a pour but la pénétration du territoire. En conséquence, « les habitants du TIPNIS sont obligés de se défendre contre cette appropriation frauduleuse de leur territoire ».

Le scepticisme concernant la construction d'une route au milieu de l'Amazonie fait surface dans plusieurs milieux. Les réflexions de l'économiste Rolando Morales mettent en lumière des conséquences et des risques tout à fait logiques du projet routier :

Le gouvernement a déclaré qu'il ne permettra pas l'implantation de colonies de peuplement. À quoi sert donc cette autoroute? Pour être utile, des plans agricoles, industriels, urbains ou touristiques doivent être mis en place, d'autant plus que le budget prévu pour sa construction est de 435 millions de dollars, ce qui est une énorme somme d'argent pour la Bolivie. (Novembre 2013)

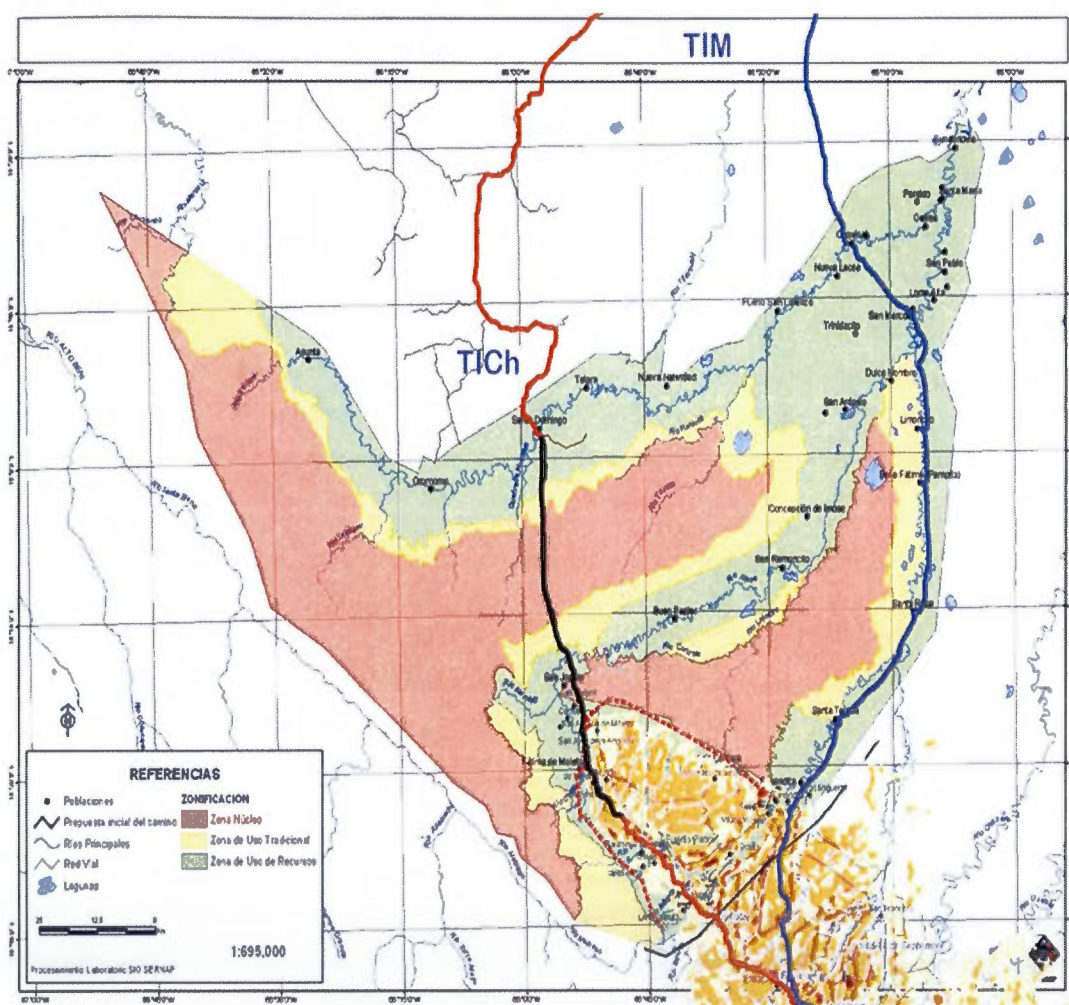
À ce propos, une précision mérite d'être faite. Lorsque nous avons parlé avec Pedro Nuni, la position et les revendications de cet ex-député du Beni, qui était à la tête de l'VIIIe marche, nous ont semblé assez claires : les autochtones du TIPNIS ne sont pas contre l'autoroute. En revanche, ils s'opposent au tracé de la route, parce que faire passer l'artère par le cœur du TIPNIS signifierait diviser irréparablement le territoire. D'ailleurs, cette désagrégation aurait des effets néfastes sur les peuples qui vivent dans la région. Edwin Prada du CONAMAQ nous en a donné un exemple concret : « Il se reproduira le même destin que pour les Yuracarés. Ils sont un peuple qui habite dans le Tropique de Cochabamba. La route est passée par là et maintenant ils risquent de disparaître ! ».

Trois autres facteurs d'analyse doivent être apportés pour compléter ce portrait. Le premier concerne le tracé de la route (ligne rouge et noire) tel que projeté par le gouvernement. Du graphique suivant (voir figure 3.3), il ressort clairement que le chemin serait très éloigné de la région habitée par les peuples natifs du TIPNIS, au Nord-est. Autrement dit, l'utilité de la route pour ces peuples est pratiquement nulle. Pour cette raison, ils avaient proposé de construire la route en suivant un autre tracé (ligne bleue) qui serait passé par la limite orientale du TCO, zone où l'usage des ressources naturelles est prévu par la loi. Cela aurait permis, entre autres, de ne pas endommager le noyau du territoire (région en rouge), véritable berceau de la biodiversité. Par contre, la réalisation de la route a été autorisée dans la zone



d'implantation des interculturels (région à pois orange). De ce fait, l'itinéraire choisi est l'une des principales pierres d'achoppement de la mise en œuvre du projet.

Figure 3.3: Illustration du TIPNIS avec la division du territoire par secteurs, le trajet de l'autoroute tel que prévu par le gouvernement, le trajet alternatif proposé par les habitants du TIPNIS



Source : Ecopost

Le deuxième facteur est lié aux solutions de remplacement de la route. À l'encontre des déclarations du gouvernement, les autochtones du TIPNIS et leurs alliés, en plus d'avoir proposé de changer la trajectoire du chemin, ont mis sur la table plusieurs propositions alternatives.

En parlant de transports, pourquoi ne pas renforcer le transport fluvial? Les cours d'eau qui traversent le TIPNIS (Ichoa, Sécure, Isiboro) sont de grands fleuves. Ici, les gens souffrent. Les gens, ici, devraient recevoir une aide du gouvernement pour renforcer la collecte de leurs produits, les échanges, les visites. (Lazaro Tacó, leader du TIPNIS, novembre 2013)

Le renforcement du transport fluvial semble particulièrement sensé si l'on considère que, traditionnellement, la plupart des peuples du TIPNIS utilisent le fleuve comme principale voie de transport. Cependant, d'autres options peut-être plus conciliables avec le projet d'autoroute ont été proposées, sans être prises en considération.

La dernière remarque que nous souhaitons mettre en avant renvoie aux croyances des peuples natifs du TIPNIS. Pour eux, la *Loma Santa*, dont nous avons parlé dans le deuxième chapitre, correspond au cœur du TIPNIS, qui se situe dans la partie la plus haute du territoire, dans le noyau du parc. C'est une raison de plus pour que le TIPNIS soit respecté. De fait, la construction de l'autoroute aurait détruit l'imaginaire collectif des autochtones du TIPNIS, portant atteinte à un système d'us et coutumes qui dépassent la dimension mythique, comme nous l'a expliqué Wilfredo Plata Quispe de la Fondation TIERRA.

En conclusion, devant la demande de modifier le tracé du chemin, le Président garde sa poigne. Toute proposition visant le remplacement du projet routier par des projets alternatifs est étouffée. Il est, donc, primordial de se demander quelles sont les raisons d'une telle obstination. Nous passerons en revue ci-dessous les raisons économiques pour lesquelles il est fondamental que le tronçon tel que projeté reste inchangé.



### 3.2.2 LES ENJEUX ÉCONOMIQUES DERRIÈRE LA CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE

La route "Villa Tunari-San Ignacio de Moxos" passe pour un projet extrêmement alléchant à plusieurs niveaux. Premièrement, elle fournirait une connexion avec le Beni et le Pando, deux départements qui demeurent encore assez isolés du réseau routier bolivien. Le gouvernement attache, donc, beaucoup d'importance à ce trajet puisqu'il contribuerait fortement à stimuler le développement local. Ainsi, l'aspiration au progrès devrait amener les habitants du TIPNIS à féliciter l'État pour la réalisation de cette voie.

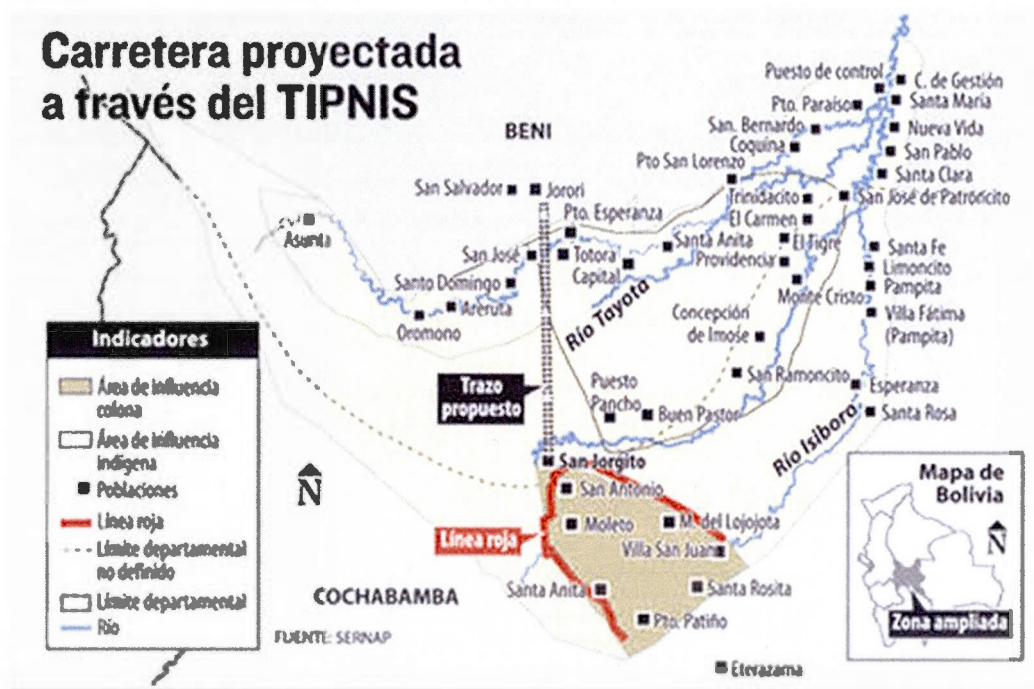
Je viens du territoire communautaire d'origine Multietnico II de Pando. Là-bas on a parlé d'un chemin long 150/200 km auquel personne ne s'est opposé. Pourquoi ? Parce qu'auparavant la vie était extrêmement dure et compliquée ! Nous devions charger les amandes sur nos épaules, l'âne attaché à notre ceinture et après il fallait marcher... On tombait, on se blessait... Tu vois, les habitants locaux voulaient le chemin ! Et maintenant, dans le TIPNIS, ils sont en train de protester pour 30 km de route, en disant que c'est un territoire vierge après qu'il a été violé dans toutes les façons possibles. (Lucio Sirpi, vice-président de la CIDOB officielle, novembre 2013)

Mis à part le manque de services de base dans la zone, que nous traiterons lorsque nous parlerons des droits humains, il est intéressant d'approfondir ici la question de la facilitation du commerce. Selon le gouvernement, la création de cette artère consentirait l'essor du marché local et national. En effet, dans la vision du MAS, le renforcement du commerce interne est l'un des éléments moteurs qui remettraient sur pieds l'économie du pays. La valorisation des produits locaux servirait à amoindrir le volume d'importation des produits étrangers pour favoriser, enfin, les producteurs locaux. Cependant, certains intervenants ont soulevé la question de savoir si ce chemin est réellement nécessaire à l'heure actuelle.

Que ce chemin ne soit pas l'infrastructure la plus urgente à réaliser dans le pays et que derrière la construction de la route l'on puisse retrouver de nombreux intérêts politiques et économiques sont les deux arguments incontournables de ceux qui ne

sont pas en faveur de la route. Il s'ajoute à cela que les communautés originaires sont loin du tracé. De fait, le développement tarderait à arriver dans les zones qu'elles habitent, mais serait une perspective très concrète pour les colons qui vivent dans le Polygone 7 (voir figure 3.4). À ce propos, nombre de personnes provenant du milieu universitaire et associatif nous ont expliqué que l'un des avantages du chemin serait de faire avancer la frontière agricole de la coca. De cette manière, le gouvernement soutiendrait les colons *cocaleros* dans l'accaparement de ce territoire, pour que plus de familles d'agriculteurs puissent avoir accès et disposer de la terre nécessaire pour travailler.

Figure 3.4: Le Polygone 7 et la route Villa Tunari - San Ignacio de Moxos



Source : La Razón

En outre, avec l'essor du Polygone 7, certains pronostiquent l'augmentation des activités liées au narcotrafic. Il ne faut pas croire que la culture de la feuille de coca corresponde forcément au déroulement d'activités illicites. Cependant, Molina nous a

expliqué que le type de feuille de coca qui pousse dans le Chapare n'est pas destiné à la mastication, qui est l'usage traditionnel de la feuille de coca. Cela veut dire qu'une grande partie de la production de cette région est réservée au marché international de la drogue. En plus, « le fait que le Brésil veuille financer une autoroute qui connecte directement la zone du narcotrafic à leur pays mérite d'être souligné », a ajouté Regalski de l'organisation CENDA. Ce dernier a spécifié aussi que

Evo Morales voudrait transformer le Chapare dans un pôle de développement, avec la construction d'un aéroport international, plus grand de celui de Cochabamba. Actuellement, il y a juste un aéroport présidentiel qui avant était utilisé par la DEA. Morales est en train de concevoir un nouveau centre urbain, connecté grâce à ce chemin aux autres parties du pays (Santa Cruz, Cochabamba et La Paz) et au Brésil et capable de devenir le nouveau centre politique de la Bolivie. (Octobre 2013)

Quoiqu'il en soit, le Brésil demeure un acteur incontournable dans ce projet. Il vaut la peine de s'attarder sur cette forme de coopération régionale, car cette liaison constitue la pierre angulaire du projet routier. Comme nous l'avons souligné au début, la route s'inscrit dans le projet IIRSA. Plus précisément, elle fait partie de la *Red Vial Fundamental*, un projet de voirie entamé en 1994, en pleine période néolibérale, sous l'impulsion de la Banque Mondiale. Si l'on observe la carte relative aux couloirs principaux de la *Red Vial Fundamental* (voir figure 3.5), l'on remarquera que la finalisation de la route du TIPNIS garantirait un lien direct entre l'axe ouest-nord et l'axe est-ouest, actuellement appelé « axe interocéanique » ou « couloir biocéanique ».

Figure 3.5: La Red Vial Fundamental et l'autoroute du TIPNIS



Source: CAF

Ce plan a conflué, par la suite, dans l'initiative d'*Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud* (Cortés, 2014, p. 34), l'IIRSA. En 2000, presque tous les présidents des États sud-américains se sont rencontrés à Brasilia pour ratifier ce



plan. Les leaders ont fixé un agenda régional en matière d'intégration des infrastructures dans les domaines des transports, de l'énergie et des télécommunications. L'IIRSA est donc la promesse d'une solide intégration économique en vue du développement de la région, qui ne pourrait pas se faire sans l'existence d'une volonté politique commune, peu importe la couleur des partis au pouvoir dans chacun des pays membres. Routes, ponts, lignes ferroviaires, ports, aéroports, hydrovoies à travers les fleuves, barrages, gazoducs, oléoducs sont parmi les œuvres dont le subcontinent a déjà commencé à se doter.

Il va de soi que l'exécution de ces travaux est extrêmement couteuse. En plus, il s'agit d'un prêt et non pas d'un don, ce qui a par conséquent l'augmentation de la dette extérieure de ces pays. Or, qui se trouve derrière la promotion et le financement de cette initiative? Dans une brochure explicative publiée par FOBOMADE (2003), nous lisons que ce sont trois institutions financières qui tirent les ficelles afin de faire avancer ce mégaprojet : la *Banque Interaméricaine de Développement*, la *Société Andine de Développement* et le *Fonds Financier pour le Développement du bassin du Rio de la Plata*. BID, CAF, et FONPLATA sont les mêmes institutions qui font une promotion sans relâche de l'ALCA, la *Zone de Libre Échange des Amériques* (ZLEA en français), lancée par Bill Clinton, à l'occasion du 1<sup>er</sup> sommet des Amériques à Miami, en 1994.

Cependant, les institutions qui participent au financement de nombreux projets dans le cadre de l'IIRSA sont plus que trois. Le BNDES, la *Banque Nationale de Développement Économique et Social du Brésil*, a financé le tronçon II de la route du TIPNIS. Selon certaines analyses (De Geus, 2011, p. 20 et 22), le BNDES est l'un des outils principaux utilisés par le Brésil afin d'imposer sa primauté sur la région. Au début, le BNDES, géré par des banquiers à l'esprit néolibéral, était une institution qui visait la promotion de l'industrie et des infrastructures du pays. Augmenter l'exportation, innovation technologique, modernisation de la gestion publique étaient ses leitmotifs. À partir de 2000, lorsque Lula Da Silva est devenu Président,



l'organisation et la politique du BNDES ont changé sensiblement. Les responsables à la tête de la Banque Nationale sont dorénavant des spécialistes en développement, qui opèrent afin de donner une approche plus large à cette institution. Le but est d'internationaliser les investissements. C'est ainsi que le BNDES a commencé à promouvoir des projets hors des frontières brésiliennes, n'octroyant une aide qu'aux entreprises transnationales brésiliennes, chargées d'exécuter tel ou tel projet. Tout compte fait, c'est la même situation qui s'est reproduite dans le TIPNIS. Le BNDES se disait favorable au financement de la route "Villa Tunari-San Ignacio de Moxos", à condition que ce soit l'OAS, dont nous avons décrit les caractéristiques au début du chapitre, qui effectue les travaux.

Qui plus est, ces institutions financières ne se limitent pas à investir le capital, mais elles jouent aussi un rôle incontournable dans la structure institutionnelle de l'IIRSA. Comme expliqué dans le site officiel de l'IIRSA, elles interviennent activement dans deux des cinq organes de l'institution : le Comité de Coordination Technique, qui agit en qualité de coordinateur et facilitateur du projet et les Groupes Techniques Exécutifs, qui sont les responsables du travail technique au sein du projet.

Dans la réalité, les bénéfices que la population locale pourrait tirer de l'IIRSA sont minimes. Le but de ce mégaprojet est plutôt de permettre aux grandes entreprises de faire circuler plus facilement leur marchandise et exploiter les ressources naturelles présentes sur le territoire. Les résultats seraient, entre autres, l'ouverture absolue de ces pays au marché global sous des conditions inégales, le désengagement des États face à l'avancement des firmes privées, le renforcement des transnationales en termes de pouvoir, l'uniformisation au niveau régional des politiques d'interconnexion et énergétiques, le pillage de la biodiversité, l'atteinte aux modes de vie des communautés autochtones (FOBOMADE, 2003).

Par conséquent, la question du TIPNIS acquiert une ampleur considérable à l'échelle internationale. Or, il nous reste à comprendre pourquoi le Brésil a tellement

à cœur la réalisation de cette route en Bolivie. La plupart de nos interlocuteurs ont abouti à la même conclusion: c'est la vente du soja qui pousse le Brésil à tout mettre en œuvre pour que le projet réussisse.

La grande élite des propriétaires terriens, surtout dans l'Orient du pays, produit du soja. Seulement 1% des Boliviens satisfait ses besoins alimentaires avec ce produit. Le reste est destiné au marché. Plus précisément, le soja est exporté vers le Pérou et le Chili, pour la production de nourriture pour animaux, et vers la Chine et le Brésil qui s'en servent pour distiller le biodiesel. (Moisés Torres - MST, octobre 2013)

Nous avons pu confirmer ces informations dans une publication de la Fondation TIERRA (Urioste, 2013) sur la diffusion de la culture de soja. En effet, les meilleurs terrains agricoles, en Bolivie, ont été bradés à une élite transnationale restreinte, voire « trans-latine » de l'agro-industrie, destinés pour la plupart à la culture et à l'élevage extensifs. À l'heure actuelle, les investisseurs étrangers, surtout Brésiliens et Argentins, contrôlent plus d'un million d'hectares de terre. Le département de Santa Cruz a été le premier ciblé par les investisseurs brésiliens, qui ont spéculé sur des conditions d'achat très favorables pour eux. Depuis 1990, les nombreuses concessions agricoles ont accru énormément l'extension de ces terrains, dont la moitié est utilisée pour la production de soja, en plein essor.

Toujours selon Urioste, quoique le discours du président condamne le capitalisme et le latifundium, l'État n'a pas pris des mesures efficaces pour freiner l'investissement direct étranger relativement aux terres agricoles. Les magnats de l'agro-industrie échappent à la loi, influencent la politique et aggravent la discrimination envers les communautés autochtones de la zone. Cette attitude permissive de l'État, surtout envers le Brésil, est motivée par les relations économiques avec le Brésil. Un long gazoduc lie Santa Cruz à Sao Paulo et l'exportation de gaz vers le géant latino-américain constitue la première source de revenus pour la Bolivie.

Somme toute, l'auteur nous explique que l'expansion très rapide de la culture de soja et la diffusion des fermes d'élevage sont la cause première de la déforestation, du

changement d'affectation des terres, de la dégradation environnementale, des lacunes en termes de sécurité alimentaire et de l'atteinte au mode de vie des autochtones de la région. C'est une culture extensive, où il faut produire au maximum dans le plus court laps de temps possible, sans considérer ni les impacts environnementaux ni la dégradation des conditions de production. Dans cette logique à court terme, la terre est conçue comme une ressource inépuisable et la frontière agricole doit avancer sans limites. Qui plus est, les gains provenant de l'exploitation agricole ne sont pas réinvestis en Bolivie, ce qui cause un appauvrissement de la population locale.

Ces informations mettent en lumière les retombées de ces relations de force sur le discours du *Vivir Bien*. Ce sujet touche, entre autres, à la redistribution des terres, une question pernicieuse en Bolivie. Comme nous l'avons dit dans le premier chapitre, la Réforme agraire n'a pas intéressé l'Orient du pays, ce qui a permis à une certaine élite de se consolider et de croître. Aujourd'hui, l'expression majeure de cette caste sont les agro-industriels, pour la plupart étrangers, qui s'enrichissent, entre autres, avec le soja. Les connexions entre ce groupe de pouvoir et l'État sont multiples : dite liaison rend ce lobby intouchable et dévoile l'incohérence du gouvernement face à ses promesses initiales. Il est évident que le MAS et les communautés du TIPNIS ne partagent pas la même idée de « plénitude ».

Enfin, le professeur Martinez nous a expliqué que le Brésil est lui-même un producteur de soja et que l'ouverture au marché chinois est, en ce moment, sa priorité absolue. C'est surtout la région du *Mato Grosso*, à la limite avec la Bolivie, la zone de culture intensive de cette plante. De cette façon, le Brésil aurait besoin de passer par la Bolivie principalement pour disposer d'un meilleur itinéraire de transport commercial. Toujours le professeur Martinez nous a éclairés à ce propos :

C'est la raison pour laquelle le gouvernement brésilien est derrière ce projet routier qui passe par le TIPNIS. Pourquoi ? Parce que, présentement, la principale route commerciale reliant le Brésil avec le marché asiatique passe par Corumbá ou San Matías via Santa Cruz, pour ensuite passer par le *Sillar* et

Cochabamba. Le *Sillar*, dans la zone de Cochabamba, dépassé le Chapare, est une zone instable. Donc, à différents moments de l'année, il y a des glissements de terrain et il peut arriver de rester bloqué cinq, six, sept jours dans cette route, ce qui est un problème pour les marchandises en transit. Par conséquent, généralement quand il y a des accords très stricts en termes de livraison de produits, l'instabilité de la route peut causer cinq ou dix jours de retard, ce qui implique la perte de la marchandise et l'annulation de la vente. Donc, le Brésil a besoin d'un autre itinéraire et l'itinéraire de remplacement passe précisément par Villa Tunari, à travers le TIPNIS, vers San Ignacio de Moxos, puis La Paz pour atteindre la côte du Pacifique. (Novembre 2013)

La Bolivie deviendrait, donc, un pays de transit, puisque géographiquement elle se situe au cœur de la région. De fait, le passage à travers ce pays est obligé et l'IIRSA prévoit de faire passer à travers la Bolivie cinq des douze axes projetés (FOBOMADE, 2003). Ainsi, l'une des conséquences majeures que cette pénétration entraînerait est l'extraction des matières premières présentes dans le territoire, une perspective très séduisante pour les riches marchés.

Le TIPNIS et les autres territoires sont constamment visés par les exploitants forestiers et par les entreprises multinationales du pétrole. La zone de la Cordillère est la plus préservée, mais le Brésil est fortement intéressé à l'exploiter, puisque l'Amazonie sub-andine est la seule région de l'Amazonie qu'il lui manque. L'exploration pour trouver des puits de pétrole est très encouragée et la route constituerait un bon moyen pour sonder le terrain. D'ailleurs, Petrobras a délégué, entre autres, à PDVSA [Petróleos de Venezuela SA] la réalisation des activités d'exploration. (Patricia Molina, FOBOMADE, novembre 2013)

En conclusion, le TIPNIS est l'objet du désir de nombreux prétendants. Ses habitants, encerclés par les cultures intensives de soja et de coca, menacés par les multinationales du pétrole et conscients que leur territoire est une attirante zone de transit pour l'avancement de l'IIRSA, ont été obligés de se défendre. Analysons, donc, de plus près quels sont les points de tension concernant le développement dans le TIPNIS et quels sont les effets sur l'environnement.



### 3.2.3 PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ET IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Nombre de nos interlocuteurs émettent la même analyse : le conflit du TIPNIS est un exemple très concret de la contradiction entre deux visions de développement, voire du monde. Les Moxeños, les Chimanes et les Yuracarés, concentrés au nord-est du territoire, ont une organisation communautaire qui entraîne un développement de type communautaire, se basant sur la gestion et l'usage collectifs des ressources naturelles nécessaires à la reproduction de la communauté. De leur côté, ces peuples promeuvent une économie durable, c'est-à-dire qu'ils profitent de la biodiversité de leur territoire, tout en respectant le temps naturel de régénération des ressources biologiques et génétiques.

Par contre, les colons installés dans le Polygone 7 ont une vision de développement productiviste. Elle correspond à la pénétration du territoire visant l'avancement de la frontière agricole et le peuplement des zones inhabitées, à travers la construction d'infrastructures économiques et sociales. Cette « invasion » a comme résultat la surexploitation des ressources biologiques, génétiques et minérales, destinées à la vente sur le marché international. La construction de l'autoroute s'inscrit, donc, dans ce modèle extractiviste et « développementiste », qui n'a rien à voir avec le *Vivir Bien*. Pour Villagomez de l'organisation CIPCA, ceci est simplement un discours justificatif des actes perpétrés.

Le *Vivir Bien* est une invention du secteur andin et les peuples des basses-terres ne se sont pas appropriés de ce discours. Par contre, ils demandaient autonomie, consultation et autogestion. C'est normal qu'il y ait un lien avec un autre modèle de développement et le *Vivir Bien*, mais ce n'était pas leur slogan voilà. C'était plutôt le gouvernement qui manipulait ce discours pour justifier la construction de l'autoroute. (Novembre 2013)

Ainsi, les affirmations de Mullucundo, responsable des affaires autochtones de la *Difensoría del Pueblo* viennent soutenir cette lecture des faits :

Ce conflit [...] est l'expression des peuples autochtones par rapport au modèle de développement adopté par le gouvernement. C'est une façon de remettre en



discussion le discours théorique de ceux qui exercent le pouvoir et qui, dans la réalité, mettent en œuvre des politiques publiques différentes. Il s'agit d'une interpellation structurale du modèle de développement que l'État est en train d'appliquer, mais aussi du discours qui régit le plan de développement et la Constitution d'État. Les peuples autochtones essaient ainsi de nous faire comprendre leur ressenti, à partir de la défense de leur identité, de leur milieu de vie et de leurs droits. Il ne s'agit pas seulement des peuples du TIPNIS, mais de tous les peuples autochtones de Bolivie qui voient dans le cas du TIPNIS un précédent et, donc, la nécessité de lutter pour leur survie et leur identité, pour leur territoire et leur terre, pour les droits humains, les droits des peuples autochtones et les droits collectifs. De fait, ce projet routier nie le discours du *Vivir Bien* et du respect de la nature. (Novembre 2013)

Trois éléments, que nous avons déjà soulignés lors du deuxième chapitre, apparaissent dans ce cas concret: premièrement, le double discours du gouvernement ; deuxièmement, le questionnement sur le modèle de développement réellement mis en place ; troisièmement, la connexion entre les peuples autochtones andins et amazoniens.

Quant au double langage, l'intervention d'Uzeda nous fait comprendre qu'une modification d'orientation est intervenue dans le processus de changement proposé par le MAS :

Le conflit met en évidence le détournement du discours initial du gouvernement, basé sur la propriété collective, la production agro-écologique et la protection de l'environnement, vers un autre type de discours centré sur une perspective de développement socio-économique, sur l'industrialisation, l'exportation des ressources naturelles et l'agriculture productiviste-commerciale. Cela nous montre que l'État bolivien n'est pas actuellement dans une position de défense des territoires autochtones, de la forêt et plus en général de la Nature. (Andrés Uzeda, UMSS, octobre 2013)

Tout en partageant cette lecture, nous croyons qu'il faut complexifier le débat sur le développement. Il faut se méfier de la division manichéenne entre les *campesinos* du Polygone 7 et les communautés dites originaires. S'il est vrai que les habitants du TIPNIS ont des manières de voir le monde très différentes, il n'en demeure pas moins que le débat se cristallise trop souvent sur la diabolisation des *cocaleros*, accusés d'être de richards qui servent le narcotrafic. Ce sont surtout les riches entrepreneurs

de l'Orient du pays, le noyau dur de la droite bolivienne, qui s'en prennent aux paysans quechuas et aymaras installés dans la zone.

Pourtant, Judith Gonzales de *las Bartolinas*, qui est allée dans le TIPNIS voir ses proches, dévoile une autre vérité :

Je connais un peu ces lieux et, quand on y va, il faut marcher sans cesse. [...] Oui, ça fait plaisir de ne pas être agacée par le téléphone ou par des rendez-vous de gens qui te cherchent. En plus, la biodiversité que l'on peut observer est stupéfiante. C'est la sérénité. Cependant, il y a des personnes qui vivent là-bas et ces gens ont réellement besoin de services, d'être connectés. Je suis obligée de partir avec mon petit sac à dos et je ne peux rien apporter pour eux, parce que je dois marcher pendant deux jours. D'après moi, les gens qui se sont opposés à la route [...] n'ont pas pris en considération les réelles nécessités des gens qui vivent dans ces zones. Ils doivent marcher pendant des mois pour se faire soigner et, au final, ils meurent épuisés avant d'arriver au centre de soins le plus proche et personne ne parle. Les enfants sont orphelins et personne ne dit rien. (Novembre 2013)

Le gouvernement aussi adresse un message fort et clair :

Il faut connaître aussi la situation réelle des *cocaleros*, parce qu'il y a une stigmatisation très prononcée des cultivateurs de coca, comme s'ils étaient quelqu'un de Miami Vice. Ce n'est pas comme ça. Ils sont des agriculteurs, des *campesinos* qui vivent dans la jungle sans que leurs enfants et leurs femmes n'aient accès à l'eau, dans un habitat qui n'est pas le leur. Les gens souffrent [...], je veux dire... la jungle est un endroit magnifique, paradisiaque, mais il est également un lieu malsain pour beaucoup de raisons, c'est dangereux pour les autochtones, pour les agriculteurs, pour n'importe qui ! (Moises Mercado, Ministère de la Communication, novembre 2013)

L'amélioration des conditions de vie des habitants du TIPNIS est l'un des prétextes utilisés par l'État afin de justifier la construction de la route à travers le territoire. Cependant, à la lumière de ce qui précède, ces attentions de la part du gouvernement ne sont pas assez convaincantes. Il faut bien sûr prendre en considération la situation des gens les plus démunis, mais la route n'est pas la solution miracle. D'ailleurs, le tracé tel que prévu ne permet pas aux habitants originaires de bénéficier du même type de services fournis aux colons.

Dans les faits, le gouvernement actuel salue ce projet routier, alors que cette voie répond, en premier lieu, aux intérêts des soi-disant ennemis du MAS. Comme nous l'avons vu, ceux qui en profiteraient seraient les agroindustriels étrangers résidant dans l'Orient, les exploitants du bois, les cultivateurs de coca déjà enrichis, les firmes transnationales du pétrole et des infrastructures, alimentées plus ou moins directement par des institutions financières insatiables.

Pour cette raison, la situation dans le TIPNIS mérite d'être problématisée. Ce projet a semé la discorde, a affaibli les organisations. Lucio Sirpi, l'actuel vice-président de la CIDOB officielle<sup>26</sup>, en nette opposition avec la CIDOB « dissidente » d'Adolfo Chávez, nous a dit :

Actuellement, en Bolivie, les frères autochtones sont en train d'élaborer et mettre en place divers programmes. L'idée principale est que les peuples autochtones doivent devenir des producteurs. Le thème de la production est central. Ils produisent surtout les bananes, le maïs. Maintenant, avec les nouveaux projets, nous voulons produire aussi le yucca, les riz et les bananes en grande quantité. De ce fait, nous devons instruire nos frères sur comment produire ou exporter les produits qu'ils doivent cultiver dans leur territoire. C'est ça le nouveau concept de *Vivir Bien*. (Novembre 2013)

Ces propositions ne nous paraissent pas nouvelles et démontrent la nécessité de déconstruire le discours sur le développement proposé par le gouvernement. Du cas du TIPNIS, il ressort que les habitants du territoire ont généralement été influencés par plusieurs acteurs (économiques, politiques et sociaux) qui ont alimenté le conflit. Les entrepreneurs, la droite, les institutions financières, le Brésil, les ONG, les groupes de pression ont divisé pour régner. Et l'État ? Il a « essayé d'harmoniser les accords et les désaccords qui se sont produits », comme Mercado et Pinto Quintanilla ont déclaré. Cependant, l'État a amplement contribué à fragmenter les positions dans le territoire. Derrière le dilemme « développement : oui ou non », le véritable débat a

---

<sup>26</sup> La CIDOB, la confédération qui était sensée unir les peuples autochtones de l'Orient bolivien, s'est divisée suite au conflit.

été contourné : vers quel modèle de développement se dirige la Bolivie d'aujourd'hui et à qui profite-t-il ?

Alfredo Moye, ex-dirigeant de la Subcentral du TIPNIS, nous a expliqué que

Pour les peuples autochtones du TIPNIS, le développement ne correspond pas à l'accumulation ni à la saturation de notre espace vital par tout ce qui pourrait constituer de la marchandise. Pour nous, développement veut dire garantir notre espace vital, qui est notre territoire. Nous avons hérité cet espace de nos ancêtres et nous devons le préserver pour que les générations futures puissent bénéficier d'une vie adéquate, puissent continuer à profiter de notre mode de vie actuel et être effectivement protégés par les droits qui nous ont été reconnus. Par exemple, nous n'élevons pas de bétail en grande quantité pour le marché, mais seulement pour notre subsistance ou pour des moments de convivialité. De cette manière, nous disposons de la nourriture gratuitement. Nous n'avons pas d'intérêts économiques ou monétaires. (Novembre 2013)

Mais les interlocuteurs proches du MAS que nous avons interviewés s'opposent à cette « vision bucolique ». Ils soutiennent que tout peuple autochtone est aujourd'hui lié au marché et que

La cooptation et le clientélisme sont des phénomènes réels parmi ces gens. Cela est prouvé par le fait que certains peuples sont en train de modifier leurs us et coutumes. Si auparavant les charges étaient héréditaires, maintenant le système représentatif a été adopté pour permettre à tout le monde de bénéficier des gains. [...] Lorsqu'on discute avec les Guaranis par rapport à l'aménagement de leur territoire, ils exigent souvent une indemnisation en argent pour permettre à n'importe qui d'endommager leur espace. Tout a un prix et seulement sur cette base il est possible de discuter. La même chose se reproduit lorsque l'État propose la construction d'écoles ou des routes. (Juan Carlos Pinto Quintanilla, Directeur national du SIFDE, novembre 2013)

Ainsi, Isabel Dominguez de *las Bartolinas* nous a confié que :

Il existe déjà beaucoup d'autres chemins en construction entre les départements, mais qui n'ont pas été légalement déclarés. Il y a aussi des pistes d'atterrissage clandestines pour faciliter les affaires des entrepreneurs qui investissent dans le commerce du bois et dans le trafic de peaux d'animaux rares. Nos frères autochtones sont manipulés et corrompus par les entrepreneurs. Les entrepreneurs gagnent énormément d'argent et ne leur donnent rien... rien pour leur alimentation, rien pour leur santé. Ils vivent comme des animaux. (Octobre 2013)

Quoi qu'il en soit, un élément mérite d'être souligné. Les peuples autochtones ne sont pas des entités monolithiques. Avec la VIIIe marche pour la défense du territoire, nous assistons au recrutement de forces disparates. Un grand nombre de communautés du TIPNIS, chapeautées par la CIDOB, se sont unies avec certains partisans des Andes, qui ont participé au nom du CONAMAQ.

Edwin Prada du CONAMAQ, par exemple, a activement participé à l'organisation de la marche depuis Cochabamba, puisqu'il craint que la construction de la route constitue un précédent, qui autoriserait le gouvernement à commettre le même type d'abus maintes et maintes fois. Lors de l'entrevue, il a partagé avec nous sa vision de développement :

Notre optique de développement dans les *Ayllus* n'est pas pareille. Pour nous, le développement se crée au niveau communautaire : tu travailles et tout le monde travaille, tu travailles pour tous et tous travaillent pour toi. Cela c'est le principe de l'*ayni*. Je t'appuie aujourd'hui, demain tu m'appuies : c'est le principe de la *minka*. Il n'est pas nécessaire de payer en argent si je dis à toute la communauté qu'aujourd'hui je sème ou je récolte : tout le monde vient pour m'appuyer. Il y a aussi le *choko*, qui aussi correspond au principe du travail collectif. Nous n'avons pas besoin d'un seul centime, nous ne devons pas payer. Nous nous développons selon cette forme. (Novembre 2013)

Cependant, à la VIIIe marche ont participé d'autres secteurs de la population. Les groupes urbains, sensibles à la cause, ont appuyé les « marcheurs » non seulement en participant au cortège, mais aussi en s'occupant de la logistique et de la coordination des forces déployées. Les ONG, intéressées à promouvoir le discours environnementaliste et les droits fondamentaux des peuples autochtones, ont parfois appuyé financièrement l'initiative, d'autres ont participé à l'élaboration de la plateforme de demandes, d'autres encore ont créé un observatoire sur le conflit, pour produire un suivi fiable de la contestation. Dans cet amalgame, il est un fait que la droite a profité de cette mésentente pour essayer de déstabiliser le gouvernement. Ceci dit, l'arrivée à La Paz et la réception extraordinaire de la population démontrent que c'est la société bolivienne dans son ensemble qui a donné la légitimité espérée à la marche. Ainsi, ces forces réunies rappellent que dans l'État plurinational que les



Boliviens veulent, dans l'esprit d'une démocratie interculturelle, l'unité doit aller de pair avec la diversité.

### 3.2.4 LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Si la route qui traverse le TIPNIS était construite, les écosystèmes et la biodiversité présents dans le territoire seraient mis en péril. Nombre de nos interlocuteurs ont permis d'élucider cette question :

La construction de l'autoroute aura une incidence sur l'une des zones les plus sensibles en termes d'équilibre biologique. Le TIPNIS a une importance écologique immense, car il est un nœud où plusieurs bassins et sous-bassins sont concentrés. Si la source principale est affectée, tous les sous-bassins vont être touchés. Cela implique fondamentalement la détérioration, voire la rupture des corridors biologiques (José Antonio Martinez, UAGRM, novembre 2013)

L'une des études du Forum permanent d'analyse régionale, organisé par l'UMSS et traitant du TIPNIS (Campero et al., s.d.), précise certains éléments à prendre en compte concernant ce territoire, en plus d'énumérer les risques potentiels liés à la construction de l'autoroute. Tout d'abord, il faut savoir qu'il est impossible d'effectuer une évaluation précise de la valeur économique et écologique de cette zone car les informations recueillies à propos du TIPNIS sont encore rares. Ceci dit, ce territoire présente des caractéristiques uniques en Bolivie et en Amérique du Sud principalement pour deux raisons: d'un côté, il jouit d'un excellent état de conservation; de l'autre côté, trois provinces biogéographiques convergent dans ce territoire: la zone forestière des Yungas située dans la région montagneuse; l'Amazonie subandine et les plaines alluviales du Beni. Grâce à ces caractéristiques géomorphologiques, le TIPNIS se distingue pour son impressionnante variété en termes de flore et faune (*Ibid*, p. 3).

Ainsi, la pénétration du territoire par le biais d'une autoroute comporterait des dégâts inestimables qui sont spécifiques à chacune de ces trois régions et qui amèneraient à la destruction du TIPNIS. De façon générale, nous rappelons la

dégradation de la forêt à cause du processus accéléré de déboisement et la conséquente désertification de certaines régions; la perte irréversible d'espèces endémiques de faune et flore, accompagnée par l'introduction d'espèces exotiques; l'altération des communautés biologiques dérivée de la perte de biodiversité; le déséquilibre des flux hydrologiques; l'usage déréglé des ressources minérales, biologiques et génétiques; la déculturation et déstructuration des peuples autochtones et, enfin, leur disparition (Ibid., p. 4 et pp. 20-24; SERNAP - RUMBOL srl, 2011).

De son côté, le gouvernement rassure ceux qui craignent la contamination de la zone (Ministère des travaux publics, des services et du logement, Administratrice Bolivienne des Autoroutes et OAS, 2010). L'un des partisans du MAS nous a dit:

La route respectera certains critères qui ont déjà été fixés dans notre système législatif et constitutionnel. Dans une zone protégée, par exemple, il y a toujours un noyau, qui est le cœur de la biodiversité, où les colonies, l'exploitation des ressources ou un gazoduc ne sont absolument pas permis. Par contre, une route peut bien passer par là. Nous avons à cœur la préservation de la nature et des cultures, nous comprenons les inquiétudes de la population. (Moisés Mercado, Ministère de la Communication, novembre 2013)

Cependant, plusieurs désapprouvent le discours du gouvernement et dévoilent des actes déplorables de la part du gouvernement :

Evo utilise un discours pro environnement parce que « ça paye » du point de vue de la politique étrangère. Lorsqu'il se présente dans les forums internationaux, il surprend avec ses traits somatiques, ses discours sur la Pachamama et le respect de l'environnement, mais en réalité il n'y a rien de vrai. (Rolando Morales, CIESS-Econométrica, novembre 2013)

Nous avons un gouvernement qui, avec son discours écologiste, s'érige à protecteur de la nature. Il appelle la Terre «Terre Mère » lorsque pour nous c'est notre planète, mais pas une mère. Elle est déjà assez précieuse comme ça ! C'est une manipulation politique, c'est un discours. Enfin, nous avons un gouvernement écologiste, protecteur de la vie, de la faune, de la flore, des bois et de fleuves, de l'eau, mais seulement dans le discours. Dans la pratique, il est entièrement extractiviste et capitaliste. (Alfredo Moye, ex-leader du TIPNIS, novembre 2013)

### 3.2.5 LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

L'un des enjeux principaux dans l'affaire du TIPNIS est la question de la consultation préalable, libre et éclairée. Dans les faits, les peuples du TIPNIS n'ont pas été interpellés avant que le Président annonce la décision du gouvernement de procéder à la construction de la route. Pourtant, la consultation est l'un des piliers des droits des peuples autochtones. Elle s'inscrit à la fois dans le cadre des droits constitutionnels et des droits humains (Arias López, 2012, p. 206).

Depuis 1991, la Bolivie est signataire de la Convention 169 de l'OIT (1989), corroborée par la *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones* de 2007. Il s'agit d'outils juridiques dont les communautés autochtones, en tant que segments marginalisés de la société, ont été dotées pour obtenir une reconnaissance publique, voire juridique. Ces instruments leur permettent de revendiquer une certaine autonomie afin de gérer leurs affaires à travers leurs propres institutions et valeurs, ainsi que de participer à toutes les décisions au niveau national, pouvant affecter leur développement économique, social et culturel.

Ainsi, l'article 30, paragraphe 2, alinéa 15 de la Constitution de 2009 prévoit que les NyPIOC jouissent du droit

À être consultés à travers de procédures adéquates, en particulier par l'intermédiaire de leurs institutions, à chaque fois que des dispositions législatives ou administratives sont susceptibles de les concerner. Dans ce cadre, le droit à la consultation préalable, obligatoire, de bonne foi et concertée, réalisée par l'État, doit être respecté et garanti en ce qui concerne l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables présentes dans le territoire qu'ils habitent.

L'un des arguments de défense déployés par le gouvernement afin de justifier l'absence de consultation avant le début des travaux est qu'il n'y a pas eu de déclarations officielles qui associent la construction de l'autoroute à un plan d'exploitation des ressources naturelles dans la zone. Cependant, lorsque nous avons

parlé avec Lazaro Tacó, leader du TIPNIS et membre de la CIDOB dissidente, il a affirmé que

Le conflit du TIPNIS tire son origine de la violation de la Constitution. Evo Morales a signé un accord avec l'entreprise brésilienne OAS pour procéder à la construction de l'autoroute sans nous consulter ! [...] Selon la Constitution, la consultation s'impose pour toute décision qui peut affliger les peuples autochtones et non seulement lorsque la gestion des ressources naturelles est en jeu. La route était, en effet, susceptible d'affecter le territoire autochtone. D'ici est né le problème, parce que le président Evo Morales s'est exprimé publiquement comme un dictateur, en disant : « qu'ils le veulent ou non les autochtones, nous allons faire la route ! ». (Novembre 2013)

Concrètement, c'est la loi 222 (la Loi de consultation aux peuples du TIPNIS) qui annule les effets de la Loi 180 (la loi d'intangibilité) et déclenche le processus de consultation. Ainsi, l'*Organe Electoral Plurinational* a mandaté le *Service Interculturel de Renforcement Démocratique* pour effectuer la consultation. Le processus a duré 132 jours, ayant eu lieu entre le 29 juillet et le 7 décembre 2012.

Du « rapport d'observation et d'accompagnement de la consultation préalable, libre et éclairée aux peuples autochtones du TIPNIS » (SIFDE, 2012), il ressort que des 69 communautés présentes dans le territoire, 58 ont été consultées. Les questions qui ont été posées visent à établir si le territoire doit être intangible ou pas ; si la route Villa Tunari-San Ignacio de Moxos doit être construite ou pas ; quelles sont les mesures de protection à prendre pour empêcher la dégradation environnementale ; comment prohiber l'installation de colonies de peuplement illégales ou comment les évacuer.

La grande majorité des communautés aurait approuvé l'abrogation de la Loi 180, qui établissait l'intangibilité totale du territoire. Ainsi, les communautés auraient appuyé la construction de l'autoroute, à condition qu'elle ne détériore pas le territoire et qu'elle n'encourage pas l'installation de nouvelles colonies de peuplement. Cependant, les mesures pour éviter ces deux phénomènes ne sont pas spécifiées. Quant aux 11 communautés qui ont refusé de participer au projet, dans le rapport il



est écrit que les brigades du SIFDE ont été durement rechassées par les autorités de certains villages. L'État est donc tenu de respecter leur volonté de ne pas décider, même si cette prise de position va à l'encontre de leurs propres intérêts.

Ceci dit, après que l'État ait engagé le processus de consultation, le conflit s'est aggravé et d'autres acteurs sont rentrés en jeu:

Les équipes envoyées par l'État dans le territoire ont toujours essayé de manipuler les décisions. L'État a proposé aux gens un choix drastique. Soit les communautés donnaient au gouvernement la possibilité d'intervenir dans le territoire, en se servant des zones de pénétrations déjà tracées par le SERNAP, soit elles acceptaient l'intangibilité totale du territoire. Dans le premier cas, il fallait que les communautés adhèrent à l'interprétation classique du concept de développement ; dans le deuxième, l'intangibilité aurait correspondu à l'abandon total des populations de la part de l'État. En plus [...] les autorités du gouvernement n'ont pas interpellé toutes les communautés. Par la suite, les mêmes acteurs qui ont organisé la huitième marche ont demandé à l'Église catholique de procéder à une validation de la consultation, en collaboration avec les organisations de droits humains. Cela serait intéressant de comparer les résultats, mais c'est difficile puisque le processus de l'Église a été beaucoup plus court. (Xavier Albó, CIPCA, novembre 2013)

En effet, l'Église catholique, par le biais de la CARITAS, en collaboration avec l'APDHB (*Asamblea Permanente de los Derechos Humanos de Bolivia*) et la FIDH (*Fédération Internationale des Droits humains*) ont mené une mission d'observation urgente pour vérifier les résultats de la consultation effectuée par le gouvernement. Ce processus a eu lieu entre le 29 novembre et le 14 décembre 2012. Les communautés ont été sélectionnées sur la base de trois critères : les communautés qui ont été exclues de la consultation ; les communautés interpellées par les commissions de consultation, mais qui ont refusé de participer ; les communautés où la participation n'a pas été consensuelle. Cette mission s'est intéressée à 36 communautés.

Du rapport de vérification de la consultation (FIDH/APDHB, 2013) et du rapport de la Commission Interinstitutionnelle (Pastoral Social Caritas Boliviana, 2013) formée par l'Église et l'APDHB, il ressort que les chiffres fournis par le



gouvernement ne sont pas convaincants : 16 communautés sur 36 déclarent de ne pas avoir été visitées pas les équipes du SIFDE ; 30 sur 36 ont déclaré être opposées à la construction de la route ; 3 ont dit avoir accepté le projet à des conditions qui n'ont pas été respectées et les trois autres ont affirmé d'être en accord avec le projet. Pour terminer, l'étude met en évidence que les prébendes et les privilèges conférés aux leaders des communautés ne permettent pas de définir la consultation « libre » et « de bonne foi ». D'ailleurs, il résulte que la consultation n'était ni préalable ni éclairée, puisqu'elle n'a pas eu lieu avant que l'OAS commence les travaux et parce que les habitants n'ont pas été informés à propos des impacts socio-environnementaux, économiques et culturels. Les procédures propres aux peuples n'ont pas été observées et, pour finir, les habitants s'opposaient à la réalisation du projet.

Généralement, la consultation a été un sujet délicat à aborder avec nos interlocuteurs. Les avis sont divergents et varient selon les positionnements. Les personnes du TIPNIS que nous avons interviewées et qui se sont prononcées à ce propos, bien qu'elles proviennent d'horizons différents, sont d'accord sur le fait que la consultation a été un processus frauduleux. Alfredo Moye, ex-Président de la Subcentrale du TIPNIS, soutient que

La consultation a été un piège, un mensonge. Les membres des communautés ont été cooptés à travers des dons, comme les cellulaires. Entel va garantir la couverture du réseau pour faciliter la communication. Ils nous ont offert des moteurs pour nous faciliter dans la mobilité, ou encore des générateurs d'énergie, pour avoir la lumière. C'était ça la consultation, de la corruption. Sans parler de comment ils nous ont fait disputer entre nous. En plus, le gouvernement réunissait les personnes pour leur faire signer des procès-verbaux dont le contenu avait été modifié entre temps. (Novembre 2013)

Marcial Fabricano, ex-Président de la CIDOB, est arrivé aux mêmes conclusions et Pedro Nuni, ex-député et leader autochtone du TIPNIS, a précisé que la consultation a été bel et bien une « violation des droits humains », opinion partagée par Bernarda Sarué Pereira de la *Fundación Jubileo* qui a déclaré que :

Le conflit du TIPNIS relève essentiellement d'un problème de violation des droits humains fondamentaux. La Constitution de l'État a été violée dans tous les sens, dans tous les postulats des droits autochtones, selon lesquels tous les peuples ont le droit à un processus de consultation préalable, libre, éclairé et de bonne foi. La Constitution elle-même dit que la consultation doit être exécutée conformément aux normes et procédures des peuples autochtones, mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont forcé la consultation, ils ont divisé le peuple. (Novembre 2013)

Toutefois, d'autres acteurs soutiennent exactement le contraire. Pour Judith Gonzales de *las Bartolinas* ou Benedicto Jaliri de la CSUTCB, la consultation est tout à fait légitime : le peuple est souverain, pour cela il a été consulté, et le résultat final démontre que la majorité veut l'autoroute.

Une chose est sûre : la question de la route et la consultation ont soulevé le problème du manque de services de base dans le territoire, tant pour les colons du Polygone 7 que pour les communautés originaires. Bernarda Sarué Pereira de la Fondation *Jubileo* nous a expliqué que l'absence de l'État dans l'Amazonie est presque endémique et que, si maintenant le gouvernement promeut le *Vivir Bien*, il devrait s'engager à fournir dans tout le pays l'accès à l'eau potable et à l'électricité, aux services de santé et à l'éducation. De l'autre côté, les adeptes du MAS considèrent que la route correspond justement à la tentative de la part de l'État d'améliorer les conditions de vie des peuples autochtones. C'est pour cette raison que, selon eux, les communautés devraient collaborer activement avec l'État, pour interrompre le cercle vicieux de la pauvreté et de l'indigence.

Toutefois, les critiques sont nombreuses chez les habitants du TIPNIS. Pour le responsable des affaires autochtones du Bureau du Défenseur du Peuple

Il est vrai qu'il y a une limitation extrême des services de base et, même si ces peuples n'ont pas le même critère de pauvreté que nous, il y a des lacunes énormes en termes de santé et d'éducation par exemple. Cependant, la construction de l'autoroute ne peut pas être une condition nécessaire à la mise en place de ces services. L'État a une responsabilité forte, il a l'obligation de fournir ces services sans poser de conditions, sans faire du chantage. Les habitants du TIPNIS devraient pouvoir accéder aux services de base même s'ils

s'opposent à la construction de l'autoroute. (Eugenio Mullucundo, novembre 2013)

Villagomez complète ainsi les informations reçues :

C'est vrai, les services de base ne sont pas suffisants, mais leur accès n'est pas forcément lié à la construction de cette autoroute. Voilà, la route n'est pas une condition nécessaire. Actuellement, le gouvernement est en train d'aménager le territoire pour persuader les habitants qu'avec un chemin, leur niveau de vie serait meilleur. Cependant, cette vision disjonctive « avec la route il y aura du développement, autrement non » ne correspond pas à la vérité. [...] Bref, les peuples veulent améliorer leurs conditions, mais ils ne veulent pas la route, tout simplement. (Novembre 2013)

### 3.3 CONCLUSIONS

En conclusion, l'expérience du TIPNIS illustre clairement le double langage du MAS. Dès le début de notre recherche, nous avons été confrontés à un scénario assez ambigu. De prime abord, nous avons constaté avec surprise que le *Vivir Bien* n'était pas un sujet central de la politique nationale. Nous avons, donc, compris que le MAS affecte cette rhétorique à un usage particulier : il déploie ce discours à l'étranger, pour plaire à un public déjà fasciné par l'« autochtonie » du Président Morales. En revanche, il est un fait que, sur le plan national, le gouvernement approfondit jour après jour le modèle économique capitaliste, à travers des pratiques néo-extractivistes.

En plus, le *Vivir Bien* est passé comme un principe moral, mais il n'a jamais réellement fait l'objet d'un débat en tant qu'alternative au développement à l'occidentale. En général, le modèle de développement du pays n'a jamais été remis en discussion. De fait, le *Vivir Bien* a subi un détournement politique : ce discours sert désormais à prouver la légitimité de celle qui est devenue une course effrénée vers un bien-être matérialiste. Le *Vivir Bien* en tant que discours politique se configure désormais comme un moyen de coercition, un instrument de chantage, une matrice discursive qui sert à diviser pour régner, à effacer les différences culturelles et à

affaiblir les forces autochtones. Le *Vivir Bien* est l'autre face du projet hégémonique du MAS.

Enfin, de notre analyse il ressort qu'effectivement la VIIIe marche autochtone, déclenchée lors du conflit du TIPNIS, était une stratégie adoptée par les forces réunies autour du TIPNIS pour revendiquer une série de droits politiques et humains et pour défendre leur mode de vie et leur conception de développement. Ceci dit, nous pensions de façon erronée que le discours du *Vivir Bien* était leur fer de lance. Autrement dit, nous pensions qu'ils étaient en train de se battre pour le *Vivir Bien*. Par contre, notre recherche sur le terrain nous amène à dire que le conflit du TIPNIS exprime le rejet du discours sur le *Vivir Bien*, qui ne fait pas l'unanimité. Ainsi, lors du conflit du TIPNIS, les protestataires s'en prennent justement au double discours adopté par le MAS.

Il est intéressant de souligner que la lutte pour le TIPNIS n'était pas une affaire exclusivement autochtone. Elle a plutôt regroupé des forces variées touchant, de manière transversale, toute la société. Ces forces se sont réunies autour d'une lecture partagée des enjeux et ont remis en question le processus de changement acclamé par les fidèles du MAS. Au final, nous partageons la vision écoféministe selon laquelle la Nature est une catégorie politique. Comme Heller (2003, p.58) le dit, la nature est « un terrain politico-social disputé, où l'abondance et la rareté sont inégalement réparties », par conséquent « connaître vraiment la nature est une pratique de prise de conscience critique et politisée de soi-même ».

## CONCLUSION

Tous les éléments analysés jusqu'ici nous amènent à formuler quelques dernières réflexions sur les contradictions qui émanent du discours du *Vivir Bien*. À partir du conflit du TIPNIS, il a été possible d'approfondir ces points de tensions. Partons tout d'abord de la dimension institutionnelle du nouvel État plurinational.

Beaucoup pensent que la construction de la route n'est qu'un caprice du Président. L'attitude autoritaire de Morales devant la résistance d'un nombre important de communautés autochtones et de toutes les forces réunies autour d'elles en est la démonstration. Le gouvernement n'a pas laissé la porte ouverte au débat et les communautés du TIPNIS ont fait les frais d'une imposition arbitraire. Pendant notre entrevue, Plata Quispe a souligné que derrière l'affaire du TIPNIS il y a clairement « un jeu de pouvoir : ceux qui détiennent le pouvoir veulent s'afficher ».

Cependant, cette « démonstration de pouvoir » soulève des doutes plus profonds quant à la réussite du projet plurinational. Selon Tapia (2007, p. 57 et 61), pour bâtir un État plurinational, il faut avant tout reconnaître et intégrer les structures économiques et sociales communautaires propres à chaque peuple. En même temps, il ne faut pas oublier que la construction de la nation bolivienne a été un projet moderne, mené par la classe moyenne et ouvrière, conçu dans le cadre du déploiement d'un capitalisme d'État. Or, lors du conflit du TIPNIS, le caractère ouvert et inclusif de l'État plurinational a vacillé (Schavelzon, 2012, p. 91).

Nous partageons l'opinion de Tapia (2010, p. 17), selon lequel il s'agirait d'une forme d'État plurinational faible qui, dans la pratique, recule souvent au statut d'État multiculturel libéral. D'ailleurs, le fait que le présidentielisme et le principe représentatif majoritaire n'aient pas été modifiés démontre que les mécanismes du gouvernement représentatif sont encore très bien consolidés. Nous serions, donc, en présence d'un État plurinational organisé selon des principes libéraux.



Si dans le cadre constitutionnel, l'État a développé des instances favorables à l'autonomie autochtone, dans les faits il éprouve beaucoup de difficulté à renoncer à certaines prérogatives. Le renforcement de la dimension nationale, qui se concrétise dans l'accroissement de la centralisation du pouvoir, ne satisfait pas les requêtes d'autonomie et d'autodétermination faites par plusieurs composantes de la société bolivienne. Comme Paz (2012, p. 44-45) le dit, la politique est le domaine où les forces se heurtent et les équilibres de pouvoir se modifient : c'est ici que les institutions se développent. Cependant, les institutions sont animées par des personnes, des blocs, des classes sociales, dont certains parviennent à obtenir une hégémonie. Pour cette raison, comme le TIPNIS le démontre, l'introduction des principes plurinationaux provoque des luttes sociales : d'un côté, de nouvelles forces veulent éliminer ou substituer les vieilles institutions ; de l'autre, ceux qui possèdent le pouvoir ont tendance à reproduire les mêmes institutions, pour préserver le *statut quo*.

Dans cette situation de conflit, le sujet collectif « *indigena originario campesino* », qui relève d'une construction abstraite et hautement politique, n'arrive pas à satisfaire les intérêts divergents des peuples autochtones. Ainsi, le caractère homogène de l'« être indien » s'effondre (Stefanoni dans Saint-Upéry, 2011). La marche du TIPNIS est donc le vecteur d'une force centrifuge qui fait ressortir la multiplicité des programmes et des visions politiques des confédérations autochtones, diluées dans le *Pacte d'Unité* (Schavelzon, 2012, p. 90-93).

Toutefois, force est de constater que le combat du TIPNIS n'est qu'en partie le résultat d'un choc entre peuples autochtones et communautés paysannes. En effet, la cartographie du conflit nous a permis de visualiser les acteurs en jeu et de comprendre leur rôle pendant le conflit (UNIR, 2011, p. 35-37). En ce qui concerne le bloc qui s'oppose à la construction de la route passant par le noyau du TIPNIS, il est vrai que les institutions autochtones (Subcentrale du TIPNIS; Subcentrale du

Sécure; les 12 Régionales de la CIDOB; un secteur du CONAMAQ; la Confédération des femmes autochtones chapeauté par Justa Cabrera) ont été au premier plan. Cependant, elles ont été côtoyées par d'autres acteurs-clés : les autorités départementales du Beni; les ONG; les dissidents du MAS; les Comités civiques du Beni, de San Borja, de Rurrenabaque et de Cochabamba; la *Defensoría del Pueblo*; un mouvement citoyen de soutien aux défenseurs du TIPNIS; la COB; le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits humains; les cybernautes et certains médias. Quant au bloc qui prônait la réalisation du projet routier, par contre, il ressort que les acteurs qui ont joué un rôle prépondérant ont été le Ministère des Travaux Publics, le Ministère de la Présidence, l'ABC et l'OAS. Ceux-ci ont été appuyés par les autorités départementales de Cochabamba, les colons du CONISUR, les Fédérations des producteurs de coca du Tropic de Cochabamba, le Gouvernement du Brésil et le BNDES. Comment conjuguer, donc, la question ethnico-identitaire et culturelle avec le jeu politique à échelle nationale et internationale?

Comme Lavaud (2006) l'explique bien, la Bolivie est confrontée à l'« ethnicisation » de la vie politique. La différenciation ethnique consacrée par la Constitution a pour effet une sorte d'« anarchie segmentaire », c'est à dire une forme de désordre politique dû à la partition de la population bolivienne en groupes distincts par le critère de la spécificité ethnique. L'absence de concertation entre les différents groupes, qui basent leurs revendications disparates sur une légitimité historico-identitaire, rend le pays ingouvernable. À notre avis, cet essentialisme représente peut-être une phase transitoire : le chaos ethnique se dissipera pour céder le pas au projet hégémonique du MAS. Au fil du temps, le pouvoir se concentre entre les mains d'une élite qui rassemble les nouveaux groupes qui se sont emparés du pouvoir après la montée du MAS et qui, en même temps, franchit les frontières nationales.

Le revers de la médaille est que, dans ce processus, le *Vivir Bien* devient l'autre face de ce projet hégémonique. Ce principe, qu'à la base était porteur d'une démarche contestataire visant la création d'une culture nationale diversifiée et libérée, sert lui-même de contrainte aux mains du MAS et de son projet de suprématie politique. À ce propos, il faut s'attarder à deux points : la décolonisation et le modèle économique du pays.

Le conflit du TIPNIS montre que le discours du *Vivir Bien* ne représente pas tout le monde. Au contraire, les acteurs qui luttent en défense du TIPNIS le rejettent. Dans une perspective culturelle, il est vrai que les conceptions des peuples autochtones de l'Orient ne contredisent pas les principes généraux de la vision biocentrique du monde et de l'harmonie dans un Tout, qui sont propres au *Vivir Bien*. Cependant, le *Vivir Bien* apparaît comme le fer de lance du projet de réappropriation identitaire seulement pour ceux qui adhèrent à la lecture gouvernementale du processus de décolonisation.

Il n'en demeure pas moins que cette mésentente sur le *Vivir Bien* traverse le pays. D'ailleurs, le CONAMAQ est le porte-parole de la dissidence andine. Edwin Prada nous a dit qu'à l'origine la récupération du *Suma Qamaña* ou du *Sumak Kawsay* était une proposition du CONAMAQ, parce qu'il s'agit de principes propres aux peuples des hautes-terres<sup>27</sup>. À son avis c'est le gouvernement qui a transformé le *Buen Vivir* en *Vivir Bien*, une théorie qui envisage l'application d'une politique indigéniste. Autrement dit, le gouvernement se prononce en faveur des autochtones et, parallèlement, adopte des politiques néfastes pour eux, pour les rendre obéissants, pour les soumettre encore une fois. De cette manière, ce discours neutralise les forces autochtones qui n'ont pas été « séduites » par le MAS.

---

<sup>27</sup> Il nous a expliqué que ceux-ci sont organisés, encore aujourd'hui dans les *Ayllus*, leurs terres ancestrales. Les *Ayllus* ont leur propre système politique et de gouvernement, judiciaire et économique. Le CONAMAQ, donc, est dans un processus de reconstitution de leur territoire ancestrale qu'ils appellent *Qullasuyu*.

Or, c'est sur le plan économique et du développement du pays que le TIPNIS dévoile la nature néocoloniale des politiques ultralibérales du MAS. À l'heure actuelle, le néo-extractivisme donne un visage au développement du pays. En effet, la Bolivie vit de la rente de l'exploitation extensive de ses ressources naturelles, qui ont été nationalisées en 2006. La nationalisation des matières premières est issue de l'assemblage progressif de plusieurs politiques, inspirées par deux objectifs fondamentaux. D'un côté, il y avait le besoin de subvertir la droite de la *Media Luna* afin de reprendre l'initiative politique. Pour ce faire, il fallait se donner une base de pouvoir économique. De l'autre côté, était en jeu la réalisation du projet politique historique des mouvements populaires, activés lors de la Révolution du '52. Ainsi, le MAS a mis en évidence cet héritage nationaliste commun, à travers la promesse d'ancrer la base de pouvoir des mouvements à la gestion étatique des ressources naturelles et, tout particulièrement, minières.

Toutefois, au fil du temps il est apparu évident que la nationalisation des ressources naturelles n'a pas arrêté d'exposer le pays au marché global-capitaliste engendrant d'autres inégalités. Ainsi, en raison de la mixité de la nouvelle classe dirigeante, le processus de changement a subi une transformation. Aujourd'hui, ses auteurs encouragent à saisir l'opportunité de faire croître le PIB de la Bolivie, au moins temporairement. Pourtant, il n'y a pas de certitude que les ajustements au sein du pays (le processus d'industrialisation, par exemple) seront menés à bien et que seront en mesure de transformer la Bolivie en un pays compétitif à l'échelle internationale et sur le long terme.

Ainsi, la nationalisation des ressources et le potentiel rentier légitiment les grandes firmes et l'État à augmenter les opérations d'exploration, d'extraction et la vente des matières premières à l'étranger. En gros, le gouvernement laisse entendre que le moment est arrivé pour les Boliviens de tirer profit de la richesse naturelle du pays et que cette recette de développement permettra le bien-être de la population. Les quelques allocations octroyées ont par effet d'amadouer la population, faisant

croire que l'époque du pillage *yankee* est finie et que l'heure a sonné de défendre la souveraineté du pays.

Néanmoins, le cas du TIPNIS nous démontre que, même si les institutions financières traditionnelles, telles que l'FMI ou la BM, cessent d'avoir la mainmise sur la gestion de la politique économique du pays, ce sont maintenant d'autres institutions, le BNDES per exemple, qui orientent les choix de la classe dirigeante bolivienne et qui charment nombre de ces gouvernements qui adoptent un discours anti-impérialiste. Contre toute attente, le « post-néolibéralisme » de transition, promu par García Linera, a eu pour effet d'approfondir et consolider le libre jeu des forces économiques, en radicalisant la dérégulation du marché. À cela s'ajoutent l'émergence de nombre d'inégalités sociales, le pillage de ressources ainsi qu'une perte de souveraineté nationale.

Devant l'évidence des faits, pourquoi le *Vivir Bien* tient le coup? Très simplement, parce qu'il remplit très bien les fonctions du discours politique (Dorna, 2004, p.77). La rhétorique du *Vivir Bien* a érigé sélectivement certains éléments de culture traditionnelle en « tradition inventée ». L'évocation d'un système de valeurs, emphatisée par une charge émotionnelle importante en raison de la référence à un passé colonial de négation, soumission et souffrance, a provoqué une mobilisation de masse. L'identification d'un ennemi commun, à savoir le vieux patron du pouvoir racial-capitaliste, a soudé l'opinion publique autour de la critique aux injustices historiques subies par la population et aux années du néolibéralisme effréné. Ainsi, les masses mobilisées autour du MAS ont salué les initiatives immédiates du parti, qui promettait de changer de cap. De ce fait, l'utilisation d'un certain langage politique a favorisé une projection dans le futur des politiques empreintes de la « revanche autochtone ».

Ce qui est étonnant est que cette construction initiale ait frappé aussi l'imaginaire collectif international, ce qui a conféré encore plus de légitimité au discours et au



Président. Ce n'est qu'à une étape ultérieure qu'il est apparu que ce projet de « reconstruction » s'adressait à la base politique du MAS, composée à la fois d'aymara, de quechua et des camarades de la petite bourgeoisie métisse. En gros, les populations des hautes-terres, considérées implicitement par le noyau dur du MAS comme les « vrais » autochtones, sont l'interlocuteur par excellent du parti, alors que les autres composantes de la société bolivienne passent en arrière-plan. Au final, le discours du *Vivir Bien* a subi un détournement politique : il a convergé vers l'aspiration développementiste et il résiste, puisqu'il sert de paravent aux politiques d'État.

Devant ce scénario, le conflit du TIPNIS peut être lu à la fois comme un moment d'éclatement du sujet politique, de dispersion des forces sociales et de recomposition des équilibres de pouvoir. Ceci dit, le conflit ne se traduit pas nécessairement par une débâcle du projet plurinational. Au contraire, les antagonismes dans le TIPNIS démontrent que les bases s'activent rapidement lorsque la relation « territoire - identité - autonomie » risque d'être compromise. Il ne faut justement pas oublier que cette relation, tout en étant ancestrale puisque chère aux peuples autochtones au moins depuis la période préinca, est aussi fragile et aléatoire. En conclusion, la lutte autochtone ouvre à la possibilité d'un décryptage du discours du *Vivir Bien* et d'une reconduction du processus de changement.

## ANNEXE A : CANEVAS DE QUESTIONNAIRE

1. Que signifie pour vous l'expression *Vivir Bien*?
2. Pouvez-vous me parler des enjeux principaux concernant le conflit du TIPNIS?
3. Avez-vous participé aux mobilisations sur le TIPNIS? Pouvez-vous me raconter comment le conflit s'est déroulé?
4. D'après vous, quel est le rapport entre le conflit du TIPNIS et le *Vivir Bien*?
  - 4.1 En quoi le projet routier est-il compatible avec le *Vivir Bien* ?
5. Quelle est votre interprétation de la *VIII Gran Marcha Indígena por la Defensa del Territorio, la Vida, Dignidad y los Derechos de los Pueblos Indígenas*?
  - 5.1 Quelles ont été les forces dominantes ?
  - 5.2 Par qui ces acteurs ont-ils été appuyés et pourquoi ?
6. Le gouvernement a-t-il proposé des initiatives pour concrétiser le *Vivir Bien* ? Lesquelles ?

## ANNEXE B : LISTE DES INTERLOCUTEURS

**Albó, Xavier.** D'origine espagnole, jésuite, il vit en Bolivie depuis plus de 60 ans. Anthropologue et linguiste, il s'intéresse, entre autres, à la question du développement. Il est cofondateur du CIPCA. Entrevue le 14 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Ballivian, Jeremías.** Il appartient au peuple Yuracarés. Il est Président de la CPITCO, qui fait partie de la CIDOB. Entrevue le 20 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Borda, Crispin.** Recteur du Séminaire de l'Archidiocèse de Cochabamba (Séminaire San Luis). Entrevue le 29 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Colque, Giovan.** Il travaille dans le champ « Promotion Humaine » de la Pastoral sociale-Caritas Bolivie, comme responsable du bureau des Droits humains. Entrevue le 19 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**De la Fuente, Manuel.** Directeur et investigateur du CESU (Centro de Estudios Superiores Universitarios) de la Universidad Mayor de San Simón (UMSS). Entrevue le 20 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Dominguez, Isabel.** Membre de la CNMCIOB "BS". Elle a activement participé aux travaux de l'Assemblée Constituante entre 2006 et 2009. Entrevue le 21 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Fabricano, Marcial.** Il appartient au peuple Mojeño. Il a été le premier président de la CIDOB. Entrevue le 28 novembre 2013, Trinidad, Bolivie.

**Farah, Ivonne.** Professeure et chercheuse en science du développement à l'Universidad Mayor de San Andrés (La Paz), auteure de plusieurs ouvrages sur le Vivir Bien. Entrevue le 7 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Flores, Hugo.** Assesseur du CONAMAQ. Entrevue le 13 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Gonzalez, Judith.** Membre de la CNMCIOB "BS". Entrevue le 21 novembre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Huanacuni, Fernando.** Directeur Général du Cérémonial d'État. Il est Aymara d'origine et spécialiste des cosmovisions andines. Entrevue le 5 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Jaliri, Benedicto.** L'un des dirigeants de la CSUTCB. Entrevue le 15 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Martinez, José Antonio.** Directeur du département de sociologie à l'Universidad Autónoma Gabriel René Moreno de Santa Cruz. Entrevue le 25 novembre 2013, Santa Cruz, Bolivie.

**Mercado, Moisés.** Coordinateur du processus de consultation dans le TIPNIS, actuellement fonctionnaire au Ministère de la Communication. Entrevue le 14 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Molina, Patricia.** Coordinatrice du FOBOMADE et activiste pour la protection de l'environnement et les droits des peuples autochtones. Entrevue le 8 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Morales, Rolando.** Chercheur chez Ciess-Econometrica. Il est un spécialiste du développement et de l'économie de la santé. Entrevue le 13 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Moye, Alfredo.** Président de la Subcentrale du TIPNIS au moment où le conflit éclata. Entrevue le 15 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Mullucundo, Eugenio.** Responsable des affaires autochtones de la *Difensoría del Pueblo*. Entrevue le 7 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Nuni, Pedro.** Originaire de San Ignacio De Moxos, dans le département du Beni. Il a été député avec le MAS pour la circonscription spéciale du département du Beni. En 2011, Nuni a été l'un des leaders de la VIII marche pour la défense du TIPNIS. Il a démissionné de sa charge pour ses divergences avec le gouvernement à cause de la construction de l'autoroute Villa Tunari-San Ignacio de Moxos, qui aurait dû traverser le TIPNIS. Entrevue le 26 novembre 2013, Santa Cruz, Bolivie.

**Pinto Quintanilla, Juan Carlos.** Directeur national du SIFDE, un organe du TSE. Il a déjà été le coordinateur de l'Encyclopédie de la Mémoire de l'Assemblée Constituante, projet impulsé par la Vice-présidence d'État. Entrevue le 12 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Plata Quispe, Wilfredo.** Chercheur auprès de la Fundación Tierra. Entrevue le 11 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Prada, Edwin.** Assesseur juridique du CONAMAQ. Il a participé à l'organisation de la mobilisation pour le TIPNIS avant d'assumer cette charge. Entrevue le 11 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Quispe, Larico Javier.** Président de la commission organique de la CSUTCB. Entrevue le 15 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Regalski, Pablo.** Président de l'organisation CENDA. Entrevue le 18 octobre 2013 à Cochabamba, Bolivia.

**Sarué Pereira, Bernarda.** Elle travaille chez Fundación Jubileo. Elle a déjà travaillé sur les conséquences socio-environnementales sur les communautés autochtones suite à l'exploitation hydrocarbure. Entrevue le 8 novembre 2013, La Paz, Bolivie.

**Sirpi, Lucio.** Vice-président de la CIDOB officielle. Entrevue le 27 novembre 2013, Santa Cruz, Bolivie.

**Tacó, Lazaro.** Chiquitano d'origine; il est l'un des porte-paroles pour la IXe marche autochtone contre la construction de la route dans le TIPNIS. Entrevue le 26 novembre 2013, Santa Cruz, Bolivie.

**Torres, Moisés.** Dirigent du MST, Bolivie. Entrevue le 21 octobre 2013, Cochabamba, Bolivie.

**Uzeda, Andrés.** Directeur de Faculté de sociologie de l'Université Majeure de San Simón de Cochabamba. Entrevue le 18 octobre 2013 à Cochabamba, Bolivia.

**Villagomez, Fredy.** Chercheur chez CIPCA, pour la division de La Paz. Entrevue le 12 novembre 2013, La Paz, Bolivie.



## ANNEXE C : LISTE DES MOTS-CLÉS

1. Définition de *Vivir Bien*
2. Actuation du *Vivir Bien*
3. Expressions originaires renvoyant au *Vivir Bien*
4. Signification du conflit du TIPNIS
5. Signification de la VIIIe marche
6. Forces dominantes dans la VIIIe marche
7. Paysans
8. Autochtones
9. Terre
10. Territoire
11. Conception de développement
12. Autoroute et autres infrastructures
13. Marché
14. Agriculture
15. Extractivisme/ressources naturelles
16. Environnement
17. Consultation
18. Services de base

## **ANNEXE D: PLATEFORME DE DEMANDES DE LA VIII<sup>e</sup> MARCHÉ EN DÉFENSE DU TIPNIS**

1. Sujet TIPNIS
  - Opposition à la construction de la route Villa Tunari-San Ignacio de Moxos
  - Interruption immédiate de l'étude sur les impacts socio-environnementaux et des activités de construction. Enlever tous machine et ouvrier des chantiers.
  - Abrogation des lois concernant le projet
2. Sujet Parc National Aguarague
  - Interruption immédiate de l'exploitation hydrocarburifère dans la zone
3. Terre-Territoire
  - Garantir l'intégrité des TCOs
  - Mener à terme le processus d'assainissement des terres et d'octroi des titres de propriété collective
  - Déplacement de tous les colons
  - Expropriation des terres dans les mains de tierces personnes en faveur des autochtones du lieu les plus démunis
  - Respect des droits des peuples autochtones en isolement volontaire
4. Changement climatique, Fond vert et REDD
  - Reconnaissance du droit des peuples autochtones à recevoir de bonus pour la compensation climatique et pour la mitigation de gaz à effet de serre que nos territoires garantissent.
5. Production de lois et droit à la consultation
  - Tous les ébauches des projets susceptibles d'affecter les territoires autochtones doivent être élaborées en collaboration avec et après consensus des autorités qui représentent les peuples autochtones qui font partie de la CIDOB.
  - Participation des peuples autochtones de l'Orient, du Chaco et de l'Amazonie à l'élaboration de la Loi sur les Hydrocarbures.

- Respect du droit à la consultation en ce qui concerne les projets d'exploration minière et hydrocarburifère, et les mégaprojets (route, centrales hydroélectriques) susceptibles d'affecter les autochtones.
6. Développement de la production
    - Décentralisation de la FDPPIOYCC dans les régions del'Orient, Chaco et Amazonie, avec assignation de fonds spécifiques pour les nations des basses-terres.
    - Intégrer la vision de développement des peuples autochtones des basses-terres dans les politiques de développement national
    - L'octroi d'exemptions fiscales pour ces peuples et des primes pour encourager leur façon de se développer
  7. Autonomie autochtones
    - Implémentation de la GTI dans tous les territoires pour avancer en termes d'autonomie
    - Rendre possible l'accès aux autonomies autochtones dans tous les territoires en dépit de la volonté départementale
  8. Loi sur la forêt
    - Participation des peuples autochtones dans l'élaboration de la Loi sur la Forêt
    - Empêcher l'application des nouvelles directives en termes de gestion forestière qui affectent les peuples autochtones
  9. Parques nationales et zones protégées
    - Inclure les visions et les propositions dans l'élaboration de la Loi Spéciale sur les Zones Protégées.
  10. Éducation
    - Distribution immédiate du budget prévu pour la construction d'infrastructure appropriée pour le bon fonctionnement de la UNIBOL de basses-terres, avec des services dignes pour les étudiants autochtones de cette université
    - Nouvelle loi pour améliorer le fonctionnement de la UNIBOL
    - Respect envers les enseignants qui travaillent dans la UNIBOL

- Programme national pour femmes, enfants et adolescents en termes de sécurité alimentaire, de revitalisation linguistique, de formation technique et productive, d'écologie et de patrimoines culturels
- Approbation de la Loi générale des droits et politiques linguistiques avec la participation des 34 nations des basses-terres
- Approbation des curriculums régionalisés à tous les niveaux
- Créer plusieurs campus de l'Université autochtone UNIBOL dans le Nord et le Sud de l'Amazonie
- Participation des peuples autochtones dans la formulation des lois, politiques et exécution des programmes d'éducation

#### 11. Santé

- Les peuples autochtones doivent avoir le droit à bénéficier de l'assurance universelle de santé en plus de reconnaître l'accès à des polices d'assurance spécialisées pour enfants et femmes
- Création de nouvelles équipes de médecins généraux dans les centres de soins à disposition des peuples autochtones
- Création d'hôpitaux mobiles
- Participation des peuples autochtones dans l'élaboration de la Loi sur la Santé
- Approbation des programmes de santé régionalisés à tous les niveaux

#### 12. Recensement

- Effectuer un autre recensement le plus vite possible de façon à inclure les territoires autochtones comme des unités différenciées pour obtenir de données concrètes utiles à la mise en œuvre d'initiatives appropriées pour les peuples autochtones

#### 13. Habitations

- Implémentation des plans d'habitations pour les peuples autochtones au sein de leurs territoires, ainsi que pour les autochtones insérés dans les milieux urbains.

#### 14. Problématique du fleuve Pilcomayo

- Implémentation de politiques de gestion, protection et conservation du bassin du fleuve Pilcomayo

15. Communication

- Garantir le droit à l'accès, à l'usage et à la gestion de l'information et la communication
- Implémentation e financement d'une chaîne de télévision pour la nation Guaranis
- Accès direct et gratuit aux moyens de communication pour les peuples autochtones

16. Respect de l'accord avec l'APG signé en mai 2010



**ANNEXE E: CHRONOLOGIE DU PROJET ROUTIER "VILLA TUNARI-  
SAN IGNACIO DE MOXOS"**

<b>Date</b>	<b>Événement</b>
<b>1979</b>	Le Service national des Routes (SNC) reouvre le tronçon Puerto Patiño y San Antonio de Moleto (zone actuellement colonisée), auparavant ouvert par la <i>Gulf Oil Company</i> .
<b>Avril 2003</b>	Le Président Gonzalo Sánchez de Lozada promulgue le Decret Supreme 26996, qui inscrit la future route dans la <i>Red Vial Fundamental</i> .
<b>2006, 2007, 2008</b>	La Préfecture de Cochabamba inclut la route dans le plan annuel
<b>8 avril 2008</b>	Patricia Ballivián, à l'époque présidente de l'ABC, sous accord avec l'entreprise OAS qui lui confère le droit de construire la route.
<b>4 septembre 2008</b>	Evo Morales et Luiz Inacio Lula Da Silva signent un accord pour le financement de la route.
<b>Septembre/Octobre 2008</b>	José María Bakovic, ex-président du SNC, dénonce que le budget de la route est excessif et dépasse de 200\$ le montant effectivement dû. Le Ministère de la Justice analyse le cas. La Société des Ingénieurs de Bolivie (SIB) demande la révision du budget nécessaire pour mettre en œuvre le projet.
<b>Janvier 2009</b>	Le gouvernement bolivien réitère sa décision de mener à terme les accords de financement avec le Brésil pour la construction de la route.
<b>13 février 2009</b>	Avec le Decret Supreme 06 commence le processus de négociation pour la construction de la route.
<b>Mars 2009</b>	ABC assure que le budget prévu pour la construction est correct et que le contrat avec OAS est encore valide.

<b>Juin 2009</b>	Le gouvernement remet le titre de propriété à la Subcentrale du TIPNIS. La propriété communautaire s'étend sur une superficie de 1.091.656 hectares. La zone protégée compte 1.215.585 hectares et la zone colonisée est de 124.000 hectares. Il reste encore à délimiter les restants 137.783 hectares.
<b>April/Août 2009</b>	Evo Morales déclare à plusieurs reprises que le Brésil a garanti qu'il financera le mégaprojet. Autochtones et organisations en défense de l'environnement protestent.
<b>14 octobre 2009</b>	L'entreprise OAS convoque une assemblée informative publique à San Ignacio de Moxos. Les destinataires sont les autorités municipales, les propriétaires de ranch, les autochtones, les citoyens, les commerçants. Les participants demandent que ce genre de rencontre puisse être reproposée. Par contre, la Subcentrale du TIPNIS ne participe pas à la réunion.
<b>11 Mars 2010</b>	La Chambre des Députés approuve l'accord de financement de 332 millions de dollars entre Bolivie et Brésil.
<b>7 Avril 2010</b>	Evo Morales promulgue la Loi 005, qui approuve ledit rapport de financement
<b>2 Mai 2010</b>	À la Conférence Mondiale des Peuples sur le Changement Climatique et les Droits de la Terre Mère, 60 institutions s'opposent au projet routier
<b>18 Mai 2010</b>	À la XXIX Rencontre Extraordinaire des « Corregidores » du TIPNIS, les communautés autochtones proposent de faire passer la route aux marges du territoire pour qu'elle ne détruise pas le noyau central.
<b>Mai 2010</b>	OAS organise une autre réunion d'information dans le Polygone 7. Les participants (CONISUR, cocaleros, commerçants, autorités municipales) souhaitent que le tronçon II de la route passe par leur zone d'occupation.
<b>3 juin 2010</b>	La revue brésilienne Veja dénonce que la route servira à l'expansion du narcotrafic.

<b>5 juillet 2010</b>	L'ABC reconnaît que la construction du tronçon II est arbitraire puisqu'aucun rapport technique concernant, entre autres, les impacts sociaux et économiques n'a été produit
<b>Juillet 2010</b>	Le Viceministre de l'Environnement, Juan Pablo Ramos, et le directeur de l'Environnement au sein du Ministère, Luis Beltrán donnent leur démission respective. Ils dénoncent qu'ils auraient été obligés à octroyer des permis par des autorités.
<b>12 août 2010</b>	La nouvelle Viceministre de l'Environnement, Cinthia Silva, octroie au Président de l'ABC, Luis Sánchez, les permis pour procéder aux travaux pour les tronçons I et III
<b>Janvier 2011</b>	Des documents qui serviraient à finaliser les accords de financement entre la Bolivie et le Brésil n'ont pas encore été signés, mais Morales promet que les travaux commenceront en février.
<b>De Juin 2011 jusqu'à présent</b>	<p>Le 3 juin le gouvernement approuve le début de la construction des tronçons I et II dans la ville de Villa Tunari (Chapare)</p> <p>Les autochtones protestent et menacent d'organiser une marche de protestation</p> <p>Morales répond que la route sera construite, peu importe l'avis des autochtones</p>
<b>15 août 2011</b>	Début de la VIIIe Marche Autochtones des Peuples autochtones de l'orient, du Chaco et de l'Amazonie.
Source : Fundación TIERRA (Ortíz, Août 2011)	

## ANNEXE F: CHRONOLOGIE DU CONFLIT DU TIPNIS

Date	Événement
08.08.11	Les dirigeants nationaux des Peuples Autochtones boycottent une réunion organisée par le Gouvernement.
15.08.11	Les dirigeants nationaux des Peuples Autochtones disent que si le Gouvernement veut dialoguer, il faut que des Ministres rejoignent les « marcheurs ».
19.08.11	Une commission, chapeautée par le Ministre Carlos Romero, arrive dans le TIPNIS pour négocier.
26.08.11	Les Ministres Wálter Delgadillo et Teresa Morales rassurent les « marcheurs » disant que le tronçon II ne se fera pas sans consulter préalablement la population.
31.08.11	Les communautés des Interculturels bloquent la route à Yucumo pour obliger les contestataires à dialoguer avec le Gouvernement.
01.09.11	Pendant que ses Ministres essayent de rétablir l'ordre et de trouver un accord, Morales annonce que la construction du tronçon II n'est pas négociable.
03.09.11	Cinq Ministres relancent le débat dans une table ronde à San Borja.
05.09.11	Les négociations sont destinées à l'échec. À ce stade du conflit, les insurgées du TIPNIS refusent la proposition du gouvernement d'effectuer la consultation des peuples qui habitent le territoire parce qu'elle inclurait les colons du Polygone 7.
09.09.11	Un contingent de police arrive à Yucumo
11.09.11	Le cortège arrive à La Embocada, à 25 km de Yucumo. Les autochtones demandent de parler avec le Chancelier Choquehuanca
12.09.11	Le gouvernement accepte cette requête
13.09.11	La marche a commencé depuis un mois. David Choquehuanca arrive à La Embocada. Cette rencontre laissait croire qu'il y aurait eu une



	possibilité de pacification, mais le Chancelier réitère la position du gouvernement.
14.09.11	Encore une fois, les insurgés rejettent l'hypothèse d'une consultation
15.09.11	Les étudiants organisent de marches de solidarité à La Paz et à Cochabamba en faveur des « marcheurs » du TIPNIS.
17.09.11	À Yucumo, l'accès est nié à une camionnette d'aide humanitaire. Entre-temps, la marche arrive dans le village de Limoncito. Deux dirigeants de l'APG sont enlevés et les Guaranis bloquent la route Yacuiba-Santa Cruz.
19.09.11	Le Défenseur du Peuples demande publiquement de laisser passer le cortège à Yucumo. Le Gouvernement garde sa poigne et, entre-temps, les forces policières sont déployées à Yacuiba.
20.09.11	Un groupe de femmes du CONAMAQ et du CPILAP organisent une marche près de La Paz, ainsi qu'un groupe de sympathisants rejoint la marche du TIPNIS. Le cortège s'approche toujours plus de Yucumo.
21.09.11	Un contingent de 100 policiers bloque le cortège près de la <i>hacienda</i> Villa Yenni pour éviter les affrontements entre les insurgés et les colons partis de Yucumo le matin très tôt en direction du cortège.
22.09.11	La police installe un cordon de sécurité entre les autochtones et les colons.
23.09.11	La COB convoque une grève nationale comme geste de solidarité envers les « marcheurs » du TIPNIS.
24.09.11	Un groupe de femmes autochtones prennent en otage le Chancelier et le Vice-ministre des Mouvements sociaux et les obligent à marcher à la tête du cortège pour percer le bloc policier. Ils marchent pendant six kilomètres, jusqu'à quand la police les arrête dans la fraction de San Lorenzo de Chaparina.
25.09.11	La police intervient avec la force. On enregistre nombre de blessés et de disparus. Les dirigeants sont frappés violemment ainsi qu'une centaine de « marcheurs ». Ils sont détenus dans des camionnettes qui les auraient dû amener à San Borja et, après, à Rurrenabaque. Cependant, cela n'a pas été possible à cause de la réaction des



	citoyens.
26.09.11	Le Ministre de la Défense renonce à sa charge. Les autochtones de hautes terres commencent leur marche vers La Paz. À Rurrenabaque, les citoyens arrivent à libérer les prisonniers du TIPNIS. Le Gouvernement annonce la suspension du projet routier.
27.09.11	Le Viceministre de l'intérieur donne ses démissions, ainsi que le Ministre du Gouvernement et la Directrice de la Migration. Des révoltes éclatent dans plusieurs villes : La Paz, San Francisco, Trinidad, San Borja et Rurrenabaque.
28.09.11	La COB proclame encore une fois une grève nationale et elle organise une marche de protestation avec les étudiants et d'autres sympathisants.
29.09.11	Les « marcheurs » se réorganisent après la dispersion et la marche recommence.
30.09.11	Une contremarche en faveur du processus de changement cause des affrontements avec les « marcheurs » du TIPNIS
01.10.11	Après 47 jours de marche, le cortège franchit la frontière départementale de La Paz
08.10.11	Le nombre de « marcheurs » augmente et leur rapidité aussi. Ils sont désormais proches de la route asphaltée.
19.10.11	La marche arrive à La Paz, accueillie par une multitude impressionnante de personnes provenant de plusieurs secteurs de la population.
21.10.11	Evo Morales sanctionne la Ley Corta (Loi 180) sur l'intangibilité du TIPNIS. Le Président accepte que la route ne traverse pas le territoire.
22 et 23.10.11	Après la promulgation de ladite loi, le dialogue commence entre les délégués du TIPNIS et le gouvernement. Entre-temps les six fédérations du Tropique de Cochabamba se déclarent en état d'urgence, s'opposant aux rétractations quant à la construction de la route.
23.10.11	Les négociations commencent dans le Palais du gouvernement de 7h

	à 15h et reprennent de 16h jusqu'à 23h15. Les bases de la protestation du TIPNIS reprochent à leurs dirigeants d'avoir pris de décision avec le gouvernement sans les avoir interpellés. Même si le sujet de l' « intangibilité » demeure délicat, Vargas et les autres leaders du TIPNIS rassurent la population en disant presque tous les points ont été résolus.
24.10.11	Le Viceprésident Álvaro García Linera confirme l'assemblée générale pour débattre les modifications à apporter à la loi. Pour finir, toute œuvre sera interdite dans le TIPNIS qui dorénavant sera considéré zone intangible. Cette décision préoccupe les habitants du TIPNIS, suite aux interprétations vicieuses dont elle pourrait faire l'objet. Cependant, Adolfo Chávez, président de la CIDOB, rassure les habitants du TIPNIS en disant que le concept d'intangibilité s'applique exclusivement à la construction de mégaprojets pour défendre l'intégrité du territoire.
Source : UNIR, Octobre 2011	
21.12.11	La contremarche du CONISUR commence à Isinuta (Chapare) : les colons veulent la route et exigent l'abrogation de la Loi 180.
30.12.11	La contremarche repart de Sacaba vers Cochabamba, pour regrouper d'autres participants.
31.12.11	La contremarche arrive à La Paz. Morales et García Linera encouragent le dialogue entre les colons et le TIPNIS, souscrivant les requêtes du CONISUR. L'opposition soutient qu'il n'y a pas les présupposés pour un dialogue. Le Défenseur du Peuple se dit en faveur d'un débat, mais sans annuler la Loi 180. Les autochtones du TIPNIS se disent en danger.
10.02.12	Promulgation de la Loi 222, sur la Consultation préalable dans le TIPNIS. Les organisations autochtones telles que CIDOB et CPEMB l'ont rejetée tout de suite, tout comme d'autres institutions telles que la <i>Defensoría del Pueblo</i> ou les organisations en défense des droits humains.
26.04.12	Départ de la IXe marche autochtone pour la défense du TIPNIS à partir de Trinidad, dans le département du Beni. Les « marcheurs » exigent le respect de la Loi 180 et l'abrogation de la Loi 222, réitérant leur opposition à la construction de la route.

27.06.12	La IXe marche arrive à La Paz et Evo Morales ne reçoit pas les « marcheurs »
11.07.12	Les « marcheurs » laissent La Paz et déclarent que la Résistance n'est pas terminée.
29.07.12	Début du processus de consultation dans le TIPNIS entamé par les brigades du SIFDE pour compte de l'État
29.11.12	L'Église catholique, à travers CARITAS et en collaboration avec l'APDHB et la FIDH débutent une mission d'observation urgente pour vérifier les résultats de la consultation effectuée par le gouvernement.
07.12.12	Fin du processus de consultation effectué par l'État. Le gouvernement dit avoir consulté 58 communautés sur 69, qui se sont déclarées favorables à la construction de l'autoroute.
14.12.12	Fin du processus de vérification effectué par les organisations des droits humains et l'Église catholique. Dans les 36 communautés visitées, les résultats fournis par le gouvernement ne correspondent pas à la réalité observée. Plusieurs communautés n'ont pas participé à la consultation et la majorité des communautés est contre la construction de la route.
Sources : La Razón (Melgarejo, 31 décembre 2012); Opinión (Mita, 31 janvier 2012); Somos Sur (Lohoman, s.d.); Somos Sur (13 juillet 2012); FIDH/APDHB, 2013 ; Pastoral Social Caritas Boliviana, 2013 ; SIFDE, 2012	

## BIBLIOGRAPHIE

Absi, Pascale. (2005). « Patrimoine et conflits sociaux : l'exemple de la défense de la montagne minière de Potosi, Bolivie », *Espaces et sociétés*, Vol. 1, n° 119, p. 199-214

Acosta, Alberto. (2010). "El Buen Vivir en el camino del post-desarrollo: Una lectura desde la Constitución de Montecristi." *Policy Paper* 9, p. 1-43

Albó, Xavier. 2011. « "Suma qamaña = convivir bien. ¿Cómo medirlo?" ». In *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista?*, sous la direction de Farah, I. et Vasapollo, L., p. 133-144. La Paz: CIDES-UMSA

Amselle, Jean-Loup. 2008. « La facture postcoloniale ». In *L'occident décroché : enquête sur les postcolonialismes*, p. 235-274. Paris: Éditions Stock

Arkonada, Katu. 2012. « Propuesta para la transición. Nuevo modelo económico y nuevo enfoque de políticas públicas bajo el horizonte del *Vivir Bien* ». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la dir. de Katu Arkonada, p. 197-215. Barcelone: Icaria

Asamblea Constituyente. (2008). *Nueva Constitución política del estado. Versión oficial*. La Paz: Representación presidencial para la asamblea constituyente (REPAC).

Baron, Catherine. (2003). « La gouvernance: débats autour d'un concept polysémique », *Droit et société*, Vol. 54, n°2, pp. 329-349.

Bianchi, Bruna. (2012). « Introduzione. Ecofemminismo : il pensiero, i dibattiti, le prospettive », *Deportate, esuli, profughe. Rivista telematica di studi sulla memoria femminile*, n°20, pp. 1-26.

Bolivie : 25 postulats pour comprendre le "Vivre Bien". 2010.  
<http://www.primitivi.org/spip.php?article232>

Bouchaud, Marion. « Rôles et transformations des organisations sociales dans la Bolivie d'Evo Morales : le cas des organisations de cocaleros », *Nuevo Mundo*



*Mundos Nuevos* [En ligne], Coloquios, Mise en ligne le 07 juin 2013, consulté le 12 mars 2014. URL : <http://nuevomundo.revues.org/65445>

Buire, Chloé. (2012). «Les art-de-faire du terrain», *Annales de géographie*, numéro spécial «Terrain de je. (Du) sujet (au) géographique », vol. 5-6, n° 687-688, p. 600-620.

Cabal, L. A. V. (2012). Los saberes y las cosmovisiones ancestrales en los movimientos antisistémicos latinoamericanos, hoy: una perspectiva decolonial. *Caos – Revista Eletrônica de Ciências Sociais/UFPB*, (21), 1-12.

Castro-Gómez, S., & Grosfoguel, R. 2007. *El giro decolonial: reflexiones para una diversidad epistémica más allá del capitalismo global*. Bogotá: Siglo del Hombre Editores; Universidad Central, Instituto de Estudios Sociales Contemporáneos y Pontificia Universidad Javeriana, Instituto Pensar, 307 p.

Chávez León, M.N. (2009). «Autonomies indigènes et État plurinational», *Alternatives Sud*, Vol. 16, n°3, p.109-127

Choquehuanca, David. (2010). «El Vivir Bien como fundamento del Nuevo Estado Plurinacional de Bolivia», Escuela de Gestión Pública Plurinacional - Ministerio de la Educación, La Paz.

CIDOB (2011). Plataforma de demandas de la VIII marcha indígena por la defensa del Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécuré, por los territorios, la vida, dignidad y los derechos de los pueblos indígenas del Oriente, Chaco y Amazonía boliviana.

Corraggio, José Luis. 2013. «La economía social y solidaria: hacia la búsqueda de posibles convergencias con el *Vivir Bien*». In *Vivir Bien: Infancia, género y economía. Entre la teoría y la práctica*, sous la dir. d'Ivonne Farah et Tejerina, V., p. 215-255. La Paz: CIDES-UMSA

Cortés, Elizabeth Jiménez. (2014). «Dilemas ecoterritoriales de la integración regional: IIRSA en las sociedades de Bolivia y Chile», *Informe Proyecto Becas de Investigación CLACSO-Asdi*, 120 p.

De Geus, Alex. (2011). «Las caras de IIRSA: ¿integración regional o interconexión Sudamericana para la explotación de recursos naturales a favor de Brasil y/o del



empresariado mundial?» (Mémoire de maîtrise, Universitas Complutensis Matritensis, Madrid, Espagne)

De Gouvello, Bernard et Jean-Marc Fournier. (2002). « Résistances locales aux «privatisations » des services de l'eau : les cas de Tucuman (Argentine) et Cochabamba (Bolivie) », *Autrepart*, Vol. 1, n° 21, p. 69-82.

De la Fuente Jeria, J. (2010). «El difícil parto de otra democracia. La Asamblea Constituyente de Bolivia ». *Latin America Research Review*, Special Issue titré 'Living in Actually Existing Democracies', pp. 5-26.

De Marzo, Giuseppe. 2009. «I diritti della Natura». In *Buen Vivir: per una nuova democrazia della terra*, p. 114-125. Roma: Ediesse.

De Sousa Santos, Boaventura. (2009). «Las paradojas de nuestro tiempo y la Plurinacionalidad», dans Acosta A. et Martínez E. (sous la direction), *Plurinacionalidad. Democracia en la diversidad*, Quito, Abya-Yala, p.21-62

Delfour, Christine. (2005). « Populisme et gestion national-populaire du pouvoir en Bolivie: l'expérience du Mouvement nationaliste révolutionnaire – MNR– (1952-1964) », *Amnis*, Vol. 5.

Díaz Lozano, Juliana Augustina. (2013). « La necesidad de pensar en la articulación entre colonialismo y patriarcado. Relato de una experiencia de mujeres ecuatorianas », *Question*, Vol. 1, n° 38, pp.1-12

Do Alto, Hervé. (2008a). «El MAS-IPSP boliviano, entre movimiento social y partido político», *Análisis político*, janvier-avril, n° 62, pp. 25-43.

Do Alto, Hervé. (2008b). «De Santa Cruz al Porvenir. Los dilemas de la derecha boliviana», *La Tendencia*, octobre-novembre, pp. 108-113.

Dorna, Alexandre. (2004). Matériaux pour l'étude du discours politique populiste, *Caietele Seminarului de Logică discursivă, Teoria argumentării și Retorică*, p. 65.

Dugas, Sylvie. (2006). « La nationalisation des hydrocarbures, outil ou écueil pour le développement de la Bolivie ? », *La Chronique des Amériques*, n°23 [En ligne], Observatoire des Amériques, consulté le 18 mars 2014, [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id\\_article=2797&lang=fr](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=2797&lang=fr)

Estermann, Josef. (2012). «'Vivir Bien' como utopía. La concepción andina del 'vivir bien' (suma qamaña/allin kawsay) y su aplicación en el socialismo democrático en Bolivia», *Anales de la Reunión Anual de Etnología*, n°24, p. 517-533.

FIDH/APDHB. (2013). Bolivia: informe de verificación de la consulta realizada en el Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro-Sécure.

FOBOMADE. (2003). *Las venas del ALCA: integración de la infraestructura regional de Sudamérica (IIRSA). Bolivia, un país de tránsito y de extracción de recursos*. La Paz: Fundación Mott, 63 p.

FUNDACIÓN TIERRA (2011). Cronología del proyecto carretero Villa Tunari San Ignacio de Moxos. Repéré à [http://marcha.ftierra.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=59](http://marcha.ftierra.org/index.php?option=com_content&task=view&id=59)

Gandon, Anne-Line. (2009). «L'écoféminisme: une pensée féministe de la nature et de la société», *Recherches féministes*, vol. 22, no 1, p. 5-25.

Garcia, Jean-René. 2010. *La Bolivie. Histoire constitutionnelle et ambivalence du pouvoir exécutif*. Paris : L'Harmattan, 284 p.

Garcia Linera, Álvaro. (2006, Janvier). El "capitalismo andino-amazónico". *Le Monde Diplomatique*, edición chilena. Repéré à <http://www.lemondediplomatique.cl/El-capitalismo-andino-amazonico.html>

Gozalvez, Gonzalo. 2012. «La economía comunitaria y el Vivir Bien en el Estado Plurinacional de Bolivia». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la dir. de Katu Arkonada, p. 167-195. Barcelone: Icaria

Guendel, Ludwig. 2013. «Reflexiones sobre Vivir Bien y derechos humanos. Un punto de vista práctico». In *Vivir Bien: Infancia, género y economía. Entre la teoría y la práctica*, sous la dir. d'Ivonne Farah et Tejerina, V., p. 189-211. La Paz: CIDES-UMSA

Gudynas, Eduardo. (2011). «Buen vivir: today's tomorrow», *Development*, Vol. 54, n°4, pp. 441-447.

Gutiérrez Rey, Franz. (2012). «Del discurso del desarrollo a la visión territorial sostenible», *Perspectiva Geográfica*, n°17, pp. 233-258.

Harten, Sven. 2011. *The Rise of Evo Morales and the MAS*. Londre: Zed Books, 262 p.

Heller, Chaia. (2003), *Désir, nature et société. L'écologie sociale au quotidien*. Montréal, Écosociété, 266 p.

Hobsbawm, Eric et Terence Ranger (dir.). 2012. *L'invention de la tradition. Nouvelle édition augmentée* (traduit par Christine Vivier). Paris: Éditions Amsterdam.

Houtart, François. (2011). «El concepto del Sumak Kawsay (Buen Vivir) y su correspondencia con el bien común de la humanidad», *Journal Ecuador Debate*, n° 84

Huanacuni Mamani, Fernando. 2010. *Vivir Bien/Buen Vivir. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales*. La Paz: III-CAB, 118 p.

Kheel, Marti «From Heroic to Holistic Ethics: The Ecofeminist Challenge», pp. 243-271 in Greta Gaard (Ed.). *Ecofeminism: Women, Animals, Nature*. Philadelphia: Temple University Press, 1993.

Klandermans, Bert et al. (2005). « Le monde des militants d'extrême droite en Belgique, en France, en Allemagne, en Italie et aux Pays-Bas », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 4, p. 469-485.

Kruse, Thomas. (2005). «La Guerra del Agua en Cochabamba, Bolivia: terrenos complejos, convergencias nuevas ». Dans *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, sous la direction de Enrique de la Garza Toledo, p. 121-161. Buenos Aires: CLACSO.

*La Bolivie d'Evo Morales entre progrès et désenchantement* (2011, 28 novembre) [En ligne :<http://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-d-Evo-Morales-entre-progres-et-desenchantement>]. Pablo Stefanoni, rédacteur en chef de la revue continentale *Nueva Sociedad*, Buenos Aires. Entrevue par Marc Saint-Upéry.

Langlois, Denis. 2008. *Le défi bolivien*, Montréal, Athéna, 206 p.

Lavaud, Jean-Pierre. (2006). «Bolivie: vers l'anarchie segmentaire ? L'ethnisation de la vie politique », *Hérodote*, Vol.4, n° 123, p. 62-81.

Le Bot, Yvon. (1991). « Dans l'Amérique des Cordillères : le bref été des mouvements paysans indiens (1970-1991) », *Tiers-Monde*, vol. 32, n°128, pp. 831-849.

Ledezma Main, John Kenny, & Ledezma Main, M. (2009). « Pachamama: Madre Galáctica », *Anales de la Reunión Anual de Etnología*, n°23, pp. 723-734.

Levitsky, Steven et Kenneth M. Roberts. 2011. *The Resurgence of the Latin American Left*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 496 p.

Lohman, Maria. *Ley 222 de "Consulta Previa"*. Repéré de Somos Sur <http://www.somossur.net/index.php/bolivia/economia/no-a-la-carretera-por-el-tipnis/842-campana-ley-222-de-consulta-previa>

López, Boris Wilson Arias. (2012). « Derecho a la consulta previa, libre e informada de las naciones y pueblos indígena originario campesinos y el régimen constitucional boliviano », *Anuario de derecho constitucional Latinoamericano*, XVIIIe année, pp. 201-214.

Madrid, Raúl L. 2012. *The Rise of Ethnic Politics*. New York: Cambridge University Press, 239 p.

Maldonado-Torres, N. (2008). La descolonización y el giro des-colonial. *Tabula Rasa*, (9) 61-72.

Malgarejo, A. 2011. « La marcha del CONISUR recibe apoyo y alista ley para vía por el TIPNIS ». La Razón, 31 décembre. En ligne: [http://www.la-razon.com/index.php?url=/nacional/Marcha-Conisur-recibe-alista-TIPNIS\\_0\\_1532846718.html](http://www.la-razon.com/index.php?url=/nacional/Marcha-Conisur-recibe-alista-TIPNIS_0_1532846718.html) Consulté le 12 mai 2014.

Marin, M.-J. (1994). « La pensée écoféministe : le féminisme devant le défi global de l'ère techno-scientifique », *Philosophiques*, vol. 21, n° 2, pp. 365-380.

Mies, Maria et Shiva Vandana. 1998. *Écoféminisme*. Paris, Montréal, L'Harmattan, 328 p.

Mignolo Walter. (2001). « Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale », *Multitudes*, Vol. 3, n° 6, p. 56-71

Mignolo, Walter. (2005). «After "Latin" America: The Colonial Wound and the Epistemic Geo-/Body-Political Shift ». In *The Idea of Latin America*, p. 95-148. Malden, MA: Blackwell Pub.

Ministerio de Planificación del Desarrollo. (2007). Plan Nacional de Desarrollo. "Bolivia Digna, Soberana, Productiva y Democrática para Vivir Bien". Lineamientos estratégicos 2006 - 2011 (Decreto Supremo N° 29272/2007).

Ministerio de obras públicas, servicios y vivienda, Administratrice Bolivienne des Autoroutes et OAS. (2010). Estudio de evaluación de impacto ambiental. En ligne: [http://www.cedib.org/bp/2011/09/eeia\\_T3.pdf](http://www.cedib.org/bp/2011/09/eeia_T3.pdf) Consulté e 17 juillet 2014.

Mita, Gladys. 2012. «La marcha del CONISUR llega a La Paz sin lograr apoyo multitudinario». Opinión, 31 janvier. En ligne: <http://www.opinion.com.bo/opinion/articulos/2012/0131/noticias.php?id=41816> Consulté le 12 mai 2014.

Molina, Fernando. (2008). «Sept thèses sur le gouvernement d'Evo Morales», Le Débat, Vol. 2, n° 149, p. 170-181

Muñoz, María José. (2013). «El conflicto en torno al Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécuré: Un conflicto multidimensional», *Cultura y Representaciones Sociales*, Vol. 7, n°14, p. 100-141

Pacheco Balanza, Diego. 2012. «Dimensiones territoriales del Vivir Bien». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la dir. de Katu Arkonada, p. 105-125. Barcelone: Icaria

Paredo, Carmen, Carlos Crespo et Omar Fernandez. 2004. *Los Regantes de Cochabamba en la Guerra del Agua*. Cochabamba: CESU - UMSS, 220 p.

Paye, Olivier. (2005). « La gouvernance: D'une notion polysémique à un concept politologique ». *Études internationales*, Vol. 36, n° 1, pp. 13-40.

Paz, Sarela. (2012). « El conflicto del Territorio Indígena Parque Nacional Isiboro Sécuré (TIPNIS) y sus consecuencias para el Estado Plurinacional de Bolivia ». In *La Victoria Indígena del TIPNIS*, Bautista et coll., p. 11-68. La Paz: WA-GUI



Perreault, Thomas. (2006). « From the Guerra Del Agua to the Guerra Del Gas: resource governance, neoliberalism and popular protest in Bolivia », *Antipode*, Vol. 38, n° 1, pp. 150-172.

Perrier Bruslé, Laetitia. (2007). « Le gaz bolivien: La Bolivie face à son avenir », *Outre-Terre*, Vol. 1, n° 18, pp. 235-251.

Perrier-Bruslé, L. (2012). Le conflit du Tipnis et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions: analyse d'un conflit socio-environnemental. *EchoGéo*.

Prada Alcoreza, Raúl. (2012). « La guerra de la madre tierra ». In *La Victoria Indígena del TIPNIS*, Bautista et coll., p. 95-168. La Paz: WA-GUI

Prada Tejada, Maria Nela. 2012. « El dialogo del socialismo con el Vivir Bien ». In *Transiciones hacia el Vivir Bien o la construcción de un nuevo proyecto político en el Estado Plurinacional de Bolivia*, sous la dir. de Katu Arkonada, p. 151-166. Barcelone: Icaria

Puente, R. 2011. « Vivir bien y descolonización ». In *Vivir bien : ¿Paradigma no capitalista?*, sous la direction de Farah, I. et Vasapollo, L., p. 345-364. La Paz: CIDES-UMSA.

Quijano, Anibal. (2000a). « Colonialidad del poder, eurocentrismo y América Latina ». In *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales. Perspectivas latinoamericanas*, sous la direction de Edgardo Lander, p. 201-245. Buenos Aires : CLACSO.

Quijano, Anibal (2000b). « El fantasma del desarrollo en América Latina ». *Rev. Venez. de Econ. y Ciencias Sociales*, Vol. 6, n° 2 (mayo-agosto), pp. 73-90.

Quijano, Anibal. (2005). « The challenge of the "indigenous movement" in Latin America ». *Socialism and Democracy*, 19(3), 55-78.

Ruiz Arrieta, A. G. (2010). « El vivir bien o la mitificación de la 'comunidad' ». *Anales de la Reunión Anual de Etnología*, n° 24, pp. 751-762.

Salgado Moreno, José M. (2010). «Proceso y perspectivas de los territorios indígenas de tierras bajas. Titulación, gestión territorial y autonomías indígenas - Introducción», dans *Informe 2010. Territorios Indígena Originario Campesinos en Bolivia: entre la Loma Santa y la Pachamama*, Fundación Tierra, p. 141-144.

Sarti, Maria Alberta. 1999. *Le ragioni dell'ecofemminismo*. Torino: Il Segnalibro, 263 p.

Schavelzon, Salvador (2012). « El conflicto del TIPNIS y los derechos plurinacionales en Bolivia », *Teoría e Cultura*, Vol. 6, n° 1/2, p. 83-95.

Schavelzon, Salvador. 2012. *El nacimiento del Estado Plurinacional de Bolivia: etnografía de una Asamblea Constituyente*, La Paz, CLACSO, 623 p.

SERNAP et RUMBOL srl. 2011. *Evaluación Ambiental Estratégica del TIPNIS – EAE -2011*.

Shiva, Vandana. 2003. *La Guerre de l'eau. Privatisation, pollution et profit*. Paris: Paragon, 163 p.

SIFDE. (2012). *Informe de observación y acompañamiento de la Consulta Previa Libre e Informada a los Pueblos Indígenas del Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro Sécure -TIPNIS*.

*Somos Sur* (13 julio 2012). [Blogue] Recuperé de <http://somosur.net/bolivia/economia/no-a-la-carretera-por-el-tipnis/913-seguimiento-a-la-ix-marcha-indigena-actualizado.html>

Stefanoni, Pablo. (2003). «MAS-IPSP: la emergencia del nacionalismo plebeyo». *OSAL* (Buenos Aires: CLACSO), année IV, n° 12, p. 57-68

Svampa, Maristella et Pablo Stefanoni. (2009). «Entretien avec Álvaro García Linera, vice-président de la Bolivie», *Alternatives Sud*, Vol. 16, n° 3, p. 141-162

Svampa, Maristella. (2011). « Néo- "développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 3, n° 81, p. 101-127.

Tapia, Luis. (2007). «Una reflexión sobre la idea de Estado plurinacional». *OSAL* (Buenos Aires: CLACSO), année VIII, n° 22, p. 47-63

Tapia, Luis. (2010). « Consideraciones sobre el estado plurinacional ». *Bolivian Research Review*, Vol.8, n°2, p. 1-22.

Thede, Nancy et Manuel De la Fuente. (2007). « La Bolivie d'Evo Morales, une année plus tard », *La Chronique des Amériques*, n°4 [En ligne], Observatoire des Amériques, mis en ligne le 5 février 2007, consulté le 16 mars 2014, [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id\\_article=3465&lang=fr](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=3465&lang=fr)

UNIR (2011). Análisis de la conflictividad del TIPNIS y potenciales de paz (año 1, n°1). Bolivia.

Urioste, Miguel. (2013). « The Great Soy Expansion: Brazilian Land Grabs in Eastern Bolivia ». *Land & Sovereignty in Americas*, n°3, p. 1-6.

Vacaflor, Carlos et Pilar Lizarraga. (2005). « La lucha por el excedente del gas y la resignificación de las contradicciones de la identidad regional en Bolivia ». *OSAL* (Buenos Aires : CLACSO), année VI, n° 17, p. 21-31.

Vance, Linda. (1997). « Ecofeminism and Wilderness », *NWSA Journal*, vol. 9, n°3, pp. 60-76.

Vargas Riva, Gonzalo. (2013). *El desarrollo de la democracia intercultural en el Estado plurinacional boliviano*. La Paz: Tribunal Supremo Electoral - TSE- Servicio Intercultural de Fortalecimiento Democrático - SIFDE, 339 p.

Villegas, Pablo. 2012. « La Ley 222 y el derecho a la Consulta previa » *La Razón*, 28 février. En ligne: [http://www.la-razon.com/suplementos/la\\_gaceta\\_juridica/Ley-derecho-Consulta-Previa\\_0\\_1568243244.html](http://www.la-razon.com/suplementos/la_gaceta_juridica/Ley-derecho-Consulta-Previa_0_1568243244.html) . Consulté le 10 mai 2014.

Villoro, L. (1998). Del Estado homogéneo al Estado plural. *Estado plural, pluralidad de las culturas, México, Universidad Nacional Autónoma de México/Paidós*.

Viola Recasens, Andreu. (2014). « Discursos “pachamamistas” versus políticas desarrollistas: el debate sobre el *sumak kawsay* en los Andes », *ÍCONOS*, Vol. 48, pp. 55-72.

Walsh, Catherine. (2008). « Interculturalidad, plurinacionalidad y decolonialidad : las insurgencias político-epistémicas de refundar el Estado ». *Tabula Rasa*, n° 9, p. 131-152.

Walsh, Catherine. (2009). «Interculturalidad, decolonialidad y el Buen Vivir». In *Interculturalidad, Estado, Sociedad. Luchas (de)coloniales de nuestra epoca*, p. 213-235. Quito: Universidad Andina Simon Bolivar/AbyaYala.

Warren, Karen J. (2009). « Le pouvoir et la promesse de l'écoféminisme », *Multitudes*, vol. 1, n° 36, pp. 170-176.

Weyland, Kurt, Raúl L. Madird et Wendy Hunter. 2010. *Leftist Governments in Latin America. Successes and Shortcomings*. New York: Cambridge University Press, 216 p.

Ybarnegaray Ortiz, J. (2011). «Bolivia : del "proceso de cambio" a los cambios en el proceso». *Bolivian Studies Journal*, Vol. 18, p. 70-114